David GALULA

CONTRE-INSURRECTION

Théorie et pratique

Préface du Général d'armée
David H. PETRAEUS

ECONOMICA

Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/contreinsurrecti0000galu

CONTRE-INSURRECTION

David Galula, élève officier à Saint Cyr (1939)

Copyright : Musée du souvenir, Ecoles de Saint Cyr Coëtquidan

Collection *Stratégies & Doctrines*
dirigée par Vincent Desportes
et Jean-François Phelizon

David GALULA

CONTRE-INSURRECTION

Théorie et pratique

Préface du Général d'armée
David H. PETRAEUS

Traduit de l'américain
et présenté par Philippe de Montenon

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris

Cet ouvrage est une traduction du livre publié par Praeger Security International, chez Greenwood Publishing Group, Inc., Westport, CT, USA (http:/www.greenwood.com/psi/), sous le titre, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice.*

Copyright © 2006 by David Galula

Copyright © Ed. Economica, 2008, pour la traduction française

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation
et d'exécution réservés pour tous les pays.

PRÉFACE

DAVID GALULA, LE CLAUSEWITZ DE LA CONTRE-INSURRECTION

par le général d'armée David H. Petraeus
et le lieutenant-colonel John A. Nagl

> « *Je n'écris pas pour tenter de prouver un quelconque génie, mais pour montrer combien il est difficile de convaincre les autres, en particulier les militaires, d'abandonner des voies traditionnelles et de s'adapter à de nouvelles situations.* »
>
> David Galula,
> *Pacification in Algeria*, 1956-1958

C'EST un honneur pour nous de préfacer *Contre-insurrection – Théorie et pratique* et de participer ainsi à la reconnaissance par la communauté militaire française de l'un des siens, David Galula, qui fut à la fois un excellent théoricien et un brillant acteur de la contre-insurrection.

Bernard Brodie[1] disait du *De la guerre* de Clausewitz qu'il s'agissait « non seulement du plus grand, mais du seul grand livre jamais écrit sur la guerre ». De la même façon, on peut dire de l'ouvrage de Galula qu'il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle. L'œuvre et la carrière de Galula sont d'autant plus actuelles et importantes que cette forme de conflit a de sérieuses chances de dominer l'actualité du XXI^{e} siècle.

Comme Clausewitz, Galula a blanchi sous l'uniforme avant de commencer à écrire. Né en Tunisie puis élevé au Maroc, il entra à Saint Cyr à la veille de la deuxième guerre mondiale. Il prit ensuite part aux combats de libération en Afrique du nord, en France et en Allemagne. Motivé par la carrière militaire, il resta dans l'armée après la guerre et se porta volontaire pour une affectation en Chine, où il se trouva aux premières loges pour assister à la victoire du plus grand insurgé de l'histoire, Mao Zedong. Tout de suite après, il fut envoyé en Grèce au sein de la Commission des Nations Unies pour les Balkans. Il put cette fois y observer l'échec d'une insurrection, avant d'être réaffecté en Extrême-Orient comme attaché militaire à Hong Kong. De là, il suivit avec attention les guerres révolutionnaires qui ravageaient alors l'Indochine, la Malaisie et les Philippines

1. N.D.T. : (1910-1978). Théoricien de la stratégie nucléaire et vulgarisateur de Clausewitz, membre de la RAND corporation.

Cette longue observation de la contre-insurrection s'avéra capitale dans ce qui fut le sommet de la carrière de Galula : son engagement en Algérie. Commandant de compagnie durant près de deux ans, puis commandant en second du 45e bataillon d'infanterie coloniale, il y acquit une pratique complétant parfaitement son approche théorique du sujet.

Il est en effet notable que toute expérience de guerre non complétée par la réflexion intellectuelle n'est qu'une longue succession d'horreurs absurdes. De même, toute théorie militaire échafaudée en l'absence d'expérience vécue est vaine. Galula présente donc, comme Clausewitz, la particularité d'avoir accumulé une grande expérience de la guerre tout en possédant les qualités intellectuelles et philosophiques suffisantes pour arriver à dégager au profit des générations futures les caractéristiques du type de conflit dont il avait été témoin.

C'est dans le cadre de l'état-major de la défense nationale, à Paris, puis dans celui de l'université d'Harvard, où il fut chercheur associé, que Galula réalisa les travaux par lesquels nous connaissons sa pensée. Assistant à une conférence sur la contre-insurrection organisée par la RAND corporation en 1962, il fut remarqué par un de ses membres, Stephen Hosmer, qui l'invita à décrire son expérience dans ce qui devint son premier livre : *Pacification in Algeria, 1956-1958*, publié en 1963 (et republié en 2006 avec une excellente préface de Bruce Hoffman). Par la suite, en 1964, il compléta ce récit assez brut par une

véritable pépite : *Théorie et pratique de la contre-insurrection.*

Car il s'agit véritablement d'une pépite : tout comme le *De la guerre* de Clausewitz, cet ouvrage est à la fois une réflexion philosophique sur la nature de la guerre et un précis de doctrine.

À l'évidence, la guerre révolutionnaire diffère de la guerre conventionnelle, car l'ennemi insurgé ne livre aucune bataille rangée et trouve sa protection au sein de la population plutôt que sous l'épaisseur du blindage ou dans la loi des nombres. Suivant la formule bien connue de Mao, l'insurgé « est dans le peuple comme le poisson dans l'eau ». Le débusquer et le vaincre est impossible à moins de s'assurer du soutien de la population. Galula observe que « le gouvernement loyaliste ne peut pas arriver à grand-chose si la population n'est pas et ne se sent pas protégée contre l'insurrection ».

Sa principale intuition est que, contrairement à la guerre conventionnelle au cours de laquelle le principal enjeu est la puissance respective des adversaires, toutes les actions de contre-insurrection doivent avoir pour but la protection de la population indigène. Dans un exposé d'une logique, d'une précision et d'une concision remarquables, tout ce qui suit découle de ce principe.

Protéger la population implique de connaître les menaces qui s'exercent sur elle. La difficulté, comme le savent bien les policiers, est de trier le bon grain de l'ivraie. Pour Galula, « la principale source d'infor-

mation sur la guérilla est le renseignement obtenu de la population. Cependant, celle-ci ne livre des informations que si elle se sent en sécurité, ce qui est impossible tant que la menace des forces d'insurrection s'exerce sur elle ». Les insurgés se soumettant rarement aux lois de la guerre, ils peuvent choisir de contraindre la population par la violence et le terrorisme. Mettre cette stratégie en échec requiert l'engagement patient et durable des forces de contre-insurrection. Les unités les plus exposées sont les troupes déployées au niveau local, dont la présence est un rappel constant de l'autorité et de la volonté d'aboutir du gouvernement loyaliste.

Les forces militaires conventionnelles peinent souvent à s'adapter aux exigences de la contre-insurrection. Généralement, elles n'ont pas été créées, organisées et équipées pour ce type de guerre. C'est la raison pour laquelle le nouveau manuel de doctrine de l'armée de terre et du corps des Marines des États-unis, baptisé *Contre-insurrection*, pose la nécessité d'apprendre et de s'adapter comme une condition essentielle du succès pour les campagnes de contre-insurrection du XXI[e] siècle. Les forces conventionnelles engagées dans de telles opérations doivent donc être des organisations en perpétuelle adaptation[1], capables d'adapter très rapidement leurs structures, leurs tactiques et leurs procédures pour vaincre leurs ennemis de l'ombre. Elles doivent consacrer des ressources plus importantes au recueil et à l'analyse du renseignement, étaler leurs unités

1. N.D.T. : en anglais : « *learning organizations* ».

plutôt que les regrouper pour optimiser la protection de la population, s'équiper de véhicules de reconnaissance blindés pour être protégées contre les attaques par bombes le long des itinéraires et, par dessus tout, se dépenser sans compter pour former les forces locales (indigènes) de sécurité dont la victoire dépend.

Galula montre aussi clairement les paradoxes de ce type de combat : « On pourra, dans ces circonstances, préférer une ronéo à une mitrailleuse, un médecin militaire qualifié en pédiatrie à un spécialiste des mortiers, du ciment à du barbelé et des employés de bureau à des fantassins. » Les adaptations à réaliser sont considérables : « Il est tout aussi important que les dirigeants et les hommes – civils comme militaires – soient préparés intellectuellement aux défis de la guerre révolutionnaire. »

Lire Galula constitue certes un pas significatif vers une adaptation des mentalités aux exigences de la guerre moderne, mais il faut faire bien plus. Même si la plupart des préceptes de *Contre-insurrection – Théorie et pratique* sont intemporels, les insurrections ont changé au cours des 45 dernières années; elles sont devenues encore plus dangereuses, dans un monde dont l'urbanisation et la globalisation ont accru le pouvoir et l'influence de groupuscules autrefois voués à disparaître. De fait, certains des successeurs actuels de Galula parlent d'« insurrection globale », menée par des fanatiques religieux égarés dans des croyances hérétiques.

La religion peut constituer un ferment d'insurrection plus dangereux encore que le nationalisme qui motivait les contemporains de Galula. Tandis que l'on pouvait souvent venir à bout d'insurgés nationalistes par la négociation, on ne maîtrise généralement les fanatiques religieux qu'en les emprisonnant ou en les tuant. La tactique du terrorisme kamikaze, utilisant des explosifs de plus en plus puissants, a considérablement accru la précision et les dégâts que peuvent infliger les insurgés d'aujourd'hui. Toutefois, la première nécessité dans les opérations de contre-insurrection moderne est d'une autre nature : il s'agit de conserver la maîtrise de l'information et des attentes de l'opinion ; Galula avait aussi vu cela, bien avant l'avènement de l'Internet.

Les vidéos créées et aussitôt mises en ligne sur le cyberespace servent de campagnes de recrutement, de levées de fonds et d'opérations de propagande pour saper la volonté des loyalistes. Comme s'il anticipait cela, Galula s'intéresse bien plus, dans son ouvrage, à la façon de coordonner l'information opérationnelle qu'à celle de tuer ou de capturer des insurgés. Sans doute avait-il perçu que, pour des armées conventionnelles engagées dans une telle guerre, la première de ces tâches est à la fois plus difficile et plus importante que les autres. C'est toujours vrai aujourd'hui : les loyalistes doivent réussir l'exploit de conserver une transparence totale sur leurs objectifs et leurs résultats – de même que sur les atrocités commises par l'ennemi – tout en maîtrisant le flot

d'informations opérationnelles, ce qui est clé dans toute campagne de contre-insurrection moderne.

Cette constatation amena Galula à une autre de ses intuitions : celle que les opérations militaires ne devaient constituer que 20 % du combat de contre-insurrection, le reste étant consacré à la politique. La victoire sur l'insurrection requiert la coordination de multiples lignes d'opérations ayant pour objectifs non seulement la destruction ou la capture des insurgés et la formation des forces indigènes (tâches essentielles mais non suffisantes), mais aussi le renforcement de la capacité à gouverner du pouvoir local, l'amélioration de l'environnement économique et la garantie pour tous d'un accès à l'eau courante et à l'électricité. Toutes ces actions doivent autant que possible être menées par et avec les dirigeants de la nation hôte, l'objectif ultime étant la légitimation d'un gouvernement capable de satisfaire les besoins de la population, de gagner sa confiance, son soutien et son engagement citoyen.

L'importance des travaux de Galula pour la compréhension par les armées américaines des campagnes de contre-insurrection menées en Irak et en Afghanistan ne saurait être exagérée. Sa pensée est même la principale source du manuel *Contre-insurrection* publié en 2006. Ayant eu cette influence sur la doctrine et ayant été érigé en lecture obligatoire au Command and General Staff College[1] et au centre de préparation des militaires désignés pour encadrer

1. N.D.T. : équivalent américain du Collège interarmées de défense français (anciennement « École de guerre »).

les forces de sécurité irakiennes et afghanes, *Contre-insurrection – Théorie et pratique* sera un jour considéré comme le plus important des écrits militaires français du siècle dernier. C'est déjà le cas aux États-unis.

Malheureusement, Galula a reçu jusqu'ici un hommage plus appuyé de notre côté de l'Atlantique que dans son propre pays. La publication du présent ouvrage en français est donc une reconnaissance tardive de son importance. On peut imaginer que, de même que la vision de Galula a permis de faire évoluer la doctrine et la mentalité américaines, des effets similaires se fassent sentir en France sur la doctrine, l'entraînement, la formation et jusque dans la politique de défense.

Une question posée par Galula il y a quarante ans reste cruciale pour notre environnement menacé par une insurrection globale : « si chaque membre de l'organisation agit dans le même esprit et que chaque organisation fonctionne sur le même modèle, les problèmes sont résolus. N'est-ce pas précisément ce que permettrait une doctrine cohérente, bien comprise et bien acceptée de tous » ? On ne saurait mieux dire.

À l'heure où nous tentons de comprendre et de triompher de cette insurrection, dont Galula n'aurait que trop bien perçu l'ampleur et les buts, chacun de nos plans de guerre, de nos recueils d'expérience et de nos manuels de doctrine peut s'inspirer de ce texte rédigé par un simple lieutenant-colonel français mort depuis 40 ans, qui est peut-être le seul vrai grand livre sur la guerre révolutionnaire.

Le général d'armée David H. Petraeus commande actuellement la force multinationale en Irak. Diplômé de West Point, il est titulaire d'un Ph.D. (doctorat) de l'université de Princeton. Sa thèse de fin d'études avait pour titre : Les leçons du Vietnam *pour les armées américaines. Il a auparavant servi en Irak comme chef de la 10e division aéroportée puis comme chef de la force multinationale de transition (chargée de former les forces de sécurité irakiennes). Il a également pris part à des opérations de contre-insurrection en Haïti et en Bosnie. En 2006, il a supervisé, avec son homologue du corps des Marines, la rédaction d'un manuel de doctrine commun, baptisé* Contre-insurrection.

Le lieutenant colonel John A. Nagl commande le 1er bataillon de la 34e brigade blindée, basée à Fort Riley (Kansas). Diplômé de West Point et lauréat de la prestigieuse bourse Rhodes, il a obtenu un D. Phil. (doctorat) à l'université d'Oxford (Massachussets). Sa thèse avait pour titre : Learning to Eat Soup With a Knife[1]. *Ancien chef de peloton de char durant la première guerre du Golfe et ancien officier opérations de bataillon en Irak, il a été en 2006 l'un des principaux rédacteurs du manuel* Contre-insurrection.

1. N.D.T. : *Comment manger de la soupe avec un couteau*, jeu de mot sur une citation de T.E. Lawrence.

PRÉSENTATION

45 ANS APRÈS, LE COURONNEMENT DE DAVID GALULA

par Philippe de Montenon

LORSQUE Galula rédige *Counterinsurgency Warfare, Theory and Pratice* en 1963, il est sans doute loin d'imaginer que, quelque 45 ans plus tard, son œuvre sera distribuée à tous les stagiaires de l'école de guerre américaine et citée comme référence par les officiers engagés dans un conflit majeur au Moyen-Orient.

Alors jeune retraité (« en disponibilité ») de l'armée française et « *visiting fellow* » au *Harvard Center for International Affairs*, il ne nourrit sans doute pas d'autre ambition que celle de se débarrasser de quelques vieux démons : les nombreuses défaites auxquelles il a assisté ou pris part. Au mieux, il souhaite peut-être prouver que la victoire du communisme, idéologie qu'il déteste, n'est pas une fatalité.

Personnage atypique, ayant connu une carrière hors normes, Galula n'est pas de ceux dont l'histoire a retenu le nom. Et pourtant, alors que la diffusion de cette étude, sous l'égide de la puissante RAND corporation, était restée confidentielle, il s'est retrouvé brusquement sous les feux de la rampe lorsque, vers 2005, l'encadrement du Command and General Staff College[1] de Fort Leavenworth (Kansas) y a vu une thèse d'une actualité brûlante en regard de la situation vécue par la coalition engagée en Irak. Sa lecture a été recommandée, puis imposée, aux quelque 1 200 stagiaires qui tous les ans passent par ce creuset de la pensée militaire américaine. La pensée de Galula a aussi inspiré une partie de la rédaction du FM 3.24[2] *Army's counterinsurgency manual,* le manuel de contre insurrection dont l'US Army et le Marine corps se sont dotés dans l'urgence des combats.

Le livre n'étant jamais paru en français, très peu de nos concitoyens connaissent l'existence même de son auteur, mort en 1968. La France est ainsi passée à côté d'une synthèse très originale sur la guerre révolutionnaire : les méthodes de contre insurrection que propose dans un langage simple et illustré le lieutenant-colonel Galula sont, à la différence de celles faisant explicitement appel à la torture comme l'ouvrage de Roger Trinquier, *La guerre moderne*,

1. Le command and general staff college (CGSC) est l'équivalent américain du Collège interarmées de défense français, ex « École de guerre ».
2. *Field Manual*, manuel de doctrine.

plus politiques que militaires. Leur efficacité est vraisemblable.

Si les Américains, que notre pays n'a pas accompagnés dans leur entreprise irakienne, acceptent de voir dans l'expérience française des pistes à suivre, nous nous devons sans doute d'être au moins capables de leur dire notre histoire, de façon dépassionnée et non partisane.

Pour bien saisir la portée de la pensée de Galula, il faut comprendre la particularité du regard porté par cet officier si original sur la période de l'histoire qu'il a traversée. En examinant le cadre dans lequel elle s'exprime, nous pourrons aussi mieux voir en quoi elle éclaire le présent et peut-être l'avenir.

*
* *

Malgré sa froideur administrative, le dossier militaire de Galula révèle une partie des passions et des drames qui ont pu marquer sa vie.

Né à Sfax (Tunisie) en 1919, David Galula entre à Saint-Cyr en 1939. Sa promotion, « De l'amitié franco-britannique[1] », reçoit ses galons dès le mois de mars 1940 pour pouvoir prendre part aux combats. Affecté à Settat (Maroc) au 1er Régiment de Zouaves, Galula assiste impuissant à la défaite. Rapatrié à Aix-en-Provence, où s'est repliée Saint-Cyr, pour termi-

1. Les promotions de Saint-Cyr portent toutes un nom : soit celui d'un officier au comportement exemplaire, soit celui d'un événement marquant de l'actualité. « L'amitié franco-britannique » était, en 1939, très haut dans l'échelle des valeurs nationales…

ner sa scolarité, il est déjà remarqué comme un officier ardent et prometteur.

L'une des pièces du dossier livre une information encore saisissante aujourd'hui : le 2 septembre 1941, le sous-lieutenant Galula est rayé des cadres de l'armée d'active « *en application des lois portant statut des juifs* » !

Il décide alors de retourner en Afrique du Nord et, en juillet 1943, le général Giraud lui offre sa réhabilitation en le réintégrant dans la future armée de libération avec le grade de lieutenant. Affecté au 21e Régiment d'infanterie coloniale, il prend part à tous les combats, en France puis en Allemagne. Il est blessé et cité à l'ordre du corps d'armée à l'île d'Elbe. On voit cependant poindre dans ses notations l'allusion à un esprit « *très vif, mais toutefois trop mobile* », en décalage avec certains de ses congénères plus conventionnels.

En 1945, Galula est affecté au SLFEO[1] à Calcutta et se lance dans l'apprentissage du chinois mandarin. Faisant des progrès rapides, il est envoyé à de nombreuses reprises dans ce pays en passe de tomber aux mains de troupes maoïstes. Il est même alors l'un des rares officiers occidentaux à voyager en Mandchourie intérieure. Lors d'un passage au Shansi, il reste prisonnier des communistes durant une semaine, épisode qu'il commente dans le présent ouvrage.

---

1. Section de liaison française en Extrême-Orient. Dans le contexte trouble de la situation indochinoise en 1945, elle constitua la première structure de la France libre de retour dans la région, sous autorité britannique.

Achevant son séjour fin 1949, il va de nouveau vivre une expérience unique en étant désigné comme observateur des Nations Unies pour la guerre civile qui ravage alors la Grèce. Ses aptitudes intellectuelles, sa facilité à nouer des relations avec les étrangers et sa liberté de pensée y seront à nouveau remarquées. Il lui est donné cette fois d'assister, toujours en première ligne, à la défaite d'une insurrection.

De retour en Chine au sein de la mission militaire française auprès des nouveaux maîtres du pays, il va durant 5 ans étudier attentivement et de l'intérieur la pensée et les armées communistes. Il semble y deviner un péril d'une ampleur mondiale, mais déceler aussi les quelques failles par lesquelles le système pourrait échouer.

De retour en métropole à l'été 1956, il rejoint l'Algérie pour prendre le commandement de la 3e compagnie du 45e bataillon d'infanterie coloniale. D'observateur averti des guerres révolutionnaires, il en devient donc acteur, renouant avec le destin de la majorité des officiers de sa génération. Responsable d'un quartier du Djebel Mimoun, en Grande Kabylie, il réussit parfaitement la pacification de son secteur, comme en témoigne sa citation : « *en appliquant avec fermeté des méthodes originales, a réussi à amener la majorité d'une position hostile à une position favorable à notre politique* ». L'armée semble alors le distinguer quelque peu : tout en continuant de prouver sa valeur dans les opérations (il est encore deux fois cité, en 1956 et 1957), il est désigné pour

une série de conférences destinées à des officiers américains de l'OTAN et inscrit au tableau d'avancement exceptionnel pour le grade de commandant. Il continue toutefois d'irriter par son côté franc-tireur.

Brièvement affecté à la présidence du Conseil (état-major de la Défense nationale, division de l'information) en 1958, il est ensuite désigné pour suivre les cours de l'*Armed forces staff college* de Norfolk fin 1959. Cette expérience américaine semble le marquer puisqu'en 1962 il demande à être détaché comme *visiting fellow* à Harvard. Devant le refus de sa hiérarchie, Galula demande sa mise en disponibilité pour 3 ans. L'armée, dans laquelle il ne reviendra plus, le voit alors pourtant comme « *un esprit vif et bouillonnant, parfois un peu brouillon mais toujours efficace. Ne manquant ni d'initiative, ni d'originalité, Galula gagne à ne pas être bridé.* [il est] *à ne pas perdre de vue dans l'intérêt de l'armée* ».

Nous savons peu de choses sur la suite de sa vie, jusqu'à son décès en Essonne en juin 1968. Une fois aux États-Unis, il rédige deux ouvrages : *Contre-insurrection – Théorie et pratique*, et un autre plus axé sur son expérience d'acteur du conflit : *Pacification in Algeria, 1956-1958*, publié par la RAND corporation.

Peut-être son retour sur le devant de la scène permettra-t-il, 40 ans après sa mort, d'en savoir un peu plus sur lui.

*

* *

On sait que Galula n'est pas, en 1963, le seul à écrire sur la guerre révolutionnaire.

Deux ans auparavant, le colonel Trinquier, qui en possède lui aussi une longue pratique, a livré dans *La guerre moderne* son concept de stratégie victorieuse. Il part d'un principe simple : en recourant au terrorisme, les rebelles perdent tout droit à être traités en soldats. Sans condamner leurs méthodes, qu'il compare aux bombardements aériens de masse dans une guerre conventionnelle, il estime en revanche qu'il est légitime d'employer pour les faire parler des moyens contre lesquels aucun statut de prisonnier de guerre ne les protège. Il pose aussi qu'une fois les villes pacifiées, il faut créer des « hameaux stratégiques », en déployant les troupes aux plus petits échelons de la population locale et en prouvant à cette dernière qu'elle est plus en sécurité avec les loyalistes qu'avec les rebelles.

Or si Galula rejoint en quelque sorte cette deuxième étape de la stratégie de Trinquier, il s'en écarte sensiblement en préconisant une approche du conflit avant tout politique, sans forcément s'aligner sur le niveau de violence de l'ennemi. Selon lui, il est possible d'affaiblir l'insurrection dans une sorte de course à la légitimité, en adaptant l'État aux contraintes de la situation. Là où Trinquier pose le recours aux interrogatoires musclés comme la condition du succès, Galula ne demande que la modification des lois et la réforme des forces armées pour les préparer à contrer les méthodes de l'insurrection. En cela, il apporte une réponse méthodique au précepte

de Mao Zedong : « *La stratégie consiste en l'étude des lois d'une situation de guerre donnée* ». À quoi bon multiplier les divisions blindées si l'ennemi choisit de se battre sur un terrain non militaire ?

Contre-insurrection – Théorie et pratique revêt à la fois le caractère d'un traité de politique, d'un récit et d'un manuel de doctrine. Avec une grande précision et dans un discours proche de la dialectique communiste qui en fait une sorte de « petit livre bleu » de la contre-insurrection, l'auteur se livre à une démonstration très factuelle de l'efficacité de la stratégie qu'il propose. Il illustre abondamment son propos d'exemples historiques comme d'histoires vécues et pousse le détail jusqu'à donner point par point les messages à faire délivrer par les outils de propagande au cours du conflit.

De la France, qu'il a une nouvelle fois quittée 20 ans après avoir été frappé d'indignité du fait de sa naissance, il ne dit rien ou presque. À peine une allusion au fait que « si la ligne politique n'avait pas changé », il y aurait eu bien peu à faire pour que toute insurrection soit définitivement balayée en Algérie. Certains de ses camarades, sans doute moins meurtris pourtant, n'auront pas sa retenue.

Son public, souvenons-nous en, est l'Amérique de la guerre froide. En 1963, un an seulement a passé depuis la crise de Cuba qui a mis le monde au bord du conflit nucléaire. Le volume de conseillers militaires américains au Sud Vietnam ne cesse d'augmenter, et nombre de pays tout juste échappés de la tutelle

coloniale rejoignent le bloc communiste. L'anti-communisme viscéral de Galula, qui transparaît particulièrement dans sa conclusion, sonne donc comme une douce musique dans le milieu où il s'exprime.

S'il distingue deux modèles d'insurrection (« orthodoxe » (communiste) et « raccourci » (terroriste)), il propose une voie unique pour la contre-insurrection : frapper les insurgés agissant au grand jour, puis mailler le territoire et enfin reconstruire dans le peuple un parti loyaliste. Le fait qu'il ait lui-même mis en œuvre cette théorie avec succès ne peut que flatter le pragmatisme de ses lecteurs d'alors : il y aurait donc des similitudes entre une insurrection communiste à la chinoise et une guerre de « libération nationale » telle que le Vietcong semble vouloir mener. On imagine la satisfaction de l'auteur s'il a pu, après avoir laissé derrière lui un pays déchiré par deux défaites successives en Indochine puis en Algérie, permettre que la répétition de certaines erreurs soit évitée ailleurs.

Il n'aura pas vécu assez longtemps pour assister à la chute d'un nouveau bastion de l'Occident entre les mains des communistes.

*

* *

Que dire alors, si longtemps après, de la pertinence de ces théories face aux défis posés par l'ennemi actuel en Irak ou en Afghanistan ?

Peut-on encore gagner face à l'insurrection ? Qu'est-ce donc, d'ailleurs, que la victoire sur un théâ-

tre dont les forces de contre insurrection viennent à peine de renverser le gouvernement ? Ceux qui posent les bombes dans ces pays correspondent-ils à la définition que Galula donne de l'insurrection ? On peut se le demander, au vu de la variété des différents groupuscules qui harcèlent les coalitions, bien loin de la description que donne l'ouvrage d'un parti d'insurrection très structuré. Qui plus est, les insurgés ont-ils, à Kaboul ou à Bagdad, une cause commune par laquelle justifier leur action, ou sont-ils juste des opportunistes tirant parti du chaos ?

En prouvant à la population que sa prospérité serait plus grande dans l'économie de marché que dans le collectivisme, on pouvait rallier des indécis. Mais peut-on réellement opposer des arguments matériels à l'offensive spirituelle du Djihad ?

On sent pourtant une forte similitude entre la situation de ces théâtres d'opération et l'environnement de la guerre révolutionnaire décrit par Galula : la rigidité de l'appareil de contre insurrection, encombré de sa puissance armée et de ses devoirs vis-à-vis de la population, face à un ennemi libre de se fondre dans la masse et d'attendre pour frapper le moment qu'il est seul à choisir. On voit bien aussi que la population continue à être l'enjeu majeur : soit elle accepte de coopérer en confiance avec l'entreprise de contre-insurrection, soit elle conserve une attitude passive s'apparentant le plus souvent à un soutien tacite au chaos entretenu par les insurgés. On imagine volontiers que plusieurs des

actions de propagande recommandées par Galula auraient encore aujourd'hui des effets bénéfiques.

Néanmoins, il subsiste deux différences plus marquées encore entre l'époque de Galula et la nôtre : le poids des médias et la faiblesse des gouvernements démocratiques occidentaux.

À l'évidence, la stratégie que propose Galula est une entreprise de longue haleine, qui exige une détermination sans faille de la part du gouvernement loyaliste et une certaine dose d'opacité pour ne pas dévoiler ses manœuvres. Le saut technologique dont ont bénéficié les médias depuis cette époque a fait naître dans les opinions publiques occidentales une exigence d'information en temps réel qui compromet certains plans d'opérations et fragilise les gouvernements. L'autonomie des responsables locaux, dont Galula souligne l'importance, est grandement limitée : le pouvoir central (les chefs politiques comme les généraux) veut tout voir et tout savoir en temps réel.

On a parlé dans les opérations récentes du « *six thousand mile screw driver* »[1] : un général situé en Floride pouvait demander à suivre en temps réel les images du combat livré par un groupe d'infanterie en plein cœur de Bagdad. Comment, dans ces conditions, cloisonner la population et responsabiliser les agents de la contre insurrection ? Comment faire comprendre à l'opinion publique occidentale qu'une guerre peut être gagnée à condition d'accepter qu'elle

1. « Tournevis de 6 000 miles de long. »

dure et qu'elle exige des sacrifices, quand les images les plus sanglantes de ces sacrifices circulent à l'envi sur Internet ? Les gouvernements occidentaux, soumis au suffrage régulier des électeurs et à la vigilance de leurs Parlements, ne peuvent échapper à une certaine sujétion à l'opinion qui compromet en partie toute politique de long terme.

Ainsi, si on applique les étapes de la stratégie de Galula dans l'ordre, on doit, après avoir détruit la partie visible de l'insurrection, passer au déploiement de troupes dans la population, au plus près de ses habitants. Peut-on imaginer que, de nos jours, un gouvernement confronté à une insurrection prenne un tel risque ? En fractionnant ses troupes, il perd une partie de son contrôle et multiplie les risques de pertes, du moins à court terme. Les images douloureuses risquent d'affluer sur les écrans de télévisions dans chaque salon, là même où, selon certains commentateurs, a été perdue la guerre du Vietnam.

Qui plus est, mailler un territoire de la taille de l'Irak ou de l'Afghanistan exige un nombre de troupes très important, qu'aucune armée occidentale n'est aujourd'hui en mesure de déployer. Le cas de l'Algérie, que Galula cite souvent, est significatif : une fois le contingent mobilisé, les forces françaises comptèrent jusqu'à 500 000 hommes sur place, soit 4 fois plus que la coalition actuellement engagée en Irak.

*

* *

Quelle que soit la pertinence de l'analyse de Galula sur les guerres qu'il a traversées, la doctrine qu'il expose ne saurait donc constituer une solution miracle pour les deux conflits majeurs actuels. Doit-on pour autant considérer que son ouvrage n'est qu'un document historique, un témoignage d'une époque révolue ? Ce serait réducteur : il en est de l'ouvrage de Galula comme de l'expérience historique en général ; elle ne prouve rien, ne livre pas nécessairement de recette applicable en l'état, mais ignorer ses leçons peut être lourd de conséquences.

La finesse de certaines des observations de Galula, comme sa description de la psychologie des insurgés ou des réactions de la population, méritent d'être méditées. On pourrait, par exemple, tenter d'appliquer ces théories au conflit qui oppose actuellement le gouvernement colombien aux FARC, pour mieux comprendre la perspective de chacun des adversaires.

La présente édition de cette œuvre, qui est sa première diffusion en France, a au moins deux mérites : d'une part, elle permettra aux lecteurs de mieux connaître un auteur français qui intéresse les Américains et de participer à la suite du débat en cours sur les leçons que ces derniers pourraient tirer de notre expérience. D'autre part, elle offre une juste reconnaissance à un officier qui a servi la France avec distinction et abnégation.

Philippe de Montenon est officier de l'armée de Terre, ancien stagiaire français au Command and general staff college de l'US Army.

Introduction

« Quiconque est en charge de mener une guerre doit étudier les lois de la guerre.

Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire.

Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire en Chine doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire chinoise. »

Mao Zedong,
Stratégie de la guerre révolutionnaire chinoise
(décembre 1936)

Nul joueur d'échec n'a jamais trouvé d'ouverture garantissant la victoire, et nul n'en trouvera jamais. Dans ce jeu, les combinaisons sont si nombreuses que même nos ordinateurs modernes seraient impuissants à découvrir celle qui garantirait la victoire.

La guerre est un phénomène social encore bien plus complexe que le jeu d'échec. Les combinaisons

y sont infiniment plus nombreuses, et leur nombre va croissant. Certaines d'entre elles échappent à toute analyse logique. On ne peut pas nier, par exemple, la part jouée par la chance dans une victoire, mais il n'est pas possible d'intégrer ce facteur dans la planification des opérations. Lorsque Mussolini précipita l'invasion des Balkans, forçant ainsi Hitler à consacrer la plus grande partie du printemps 1941 à ce théâtre d'opération d'importance mineure et à retarder son attaque de la Russie soviétique, il a peut-être sauvé Moscou. On peut estimer que la chance n'a joué aucun rôle dans cette série d'événements, et qu'il s'agissait davantage d'une erreur flagrante commise par l'Axe : Mussolini aurait dû consulter son allié au préalable. Et cependant, puisque Staline n'est aucunement intervenu dans la décision de Mussolini, quelle conclusion en tirer sinon que Staline fut, en cette affaire, extrêmement chanceux ?

La profusion des combinaisons à la guerre n'a jamais freiné la quête d'une stratégie parfaite. Parce que la guerre peut être une question de vie ou de mort pour les États et les nations, peu d'autres activités humaines ont été analysées de façon aussi complète, profonde et passionnée. Depuis que les hommes pensent et combattent (pas toujours dans cet ordre), ils ont tenté d'analyser la guerre (l'esprit humain cherchant continuellement à s'appuyer sur un ensemble de repères) au plan philosophique comme pratique, dans le but de tirer des leçons utiles pour les conflits suivants.

De telles analyses ont débouché, à l'extrême, sur l'idée que nulle leçon ne pouvait être tirée des guerres passées, étant entendu que la conduite de la guerre n'est jamais qu'affaire d'intuition et de circonstances. À l'opposé, elles ont conduit à l'élaboration de doctrines soi-disant incontournables, érigées en articles de foi.

L'histoire militaire française est un exemple d'oscillation entre ces deux excès. Ainsi, lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, les Français n'avaient ni doctrine ni plan. À l'opposé, en 1940, ils ont reproduit le schéma victorieux de la première guerre mondiale et ont mené une guerre de type 1918 contre les divisions de Panzer allemandes. Le résultat, dans les deux cas, fut désastreux.

Cependant, le cumul d'expériences et d'études sur la guerre a permis l'observation de quelques faits récurrents auxquels on a donné valeur de « lois ». Elles ne sont pas, cela s'entend, à mettre strictement au même plan que des lois de sciences physiques. Quoi qu'il en soit, elles sont difficilement contestables, ne serait-ce que parce qu'elles apparaissent frappées au coin du bon sens. Ainsi, la première de ces lois pose que le vainqueur est généralement le plus fort des deux (d'où l'axiome napoléonien : « la victoire va aux gros bataillons »). La deuxième loi est que si les forces en présence sont comparables, la victoire appartient aux plus déterminés. La troisième loi est que si la détermination est la même de part et d'autre, c'est le camp qui a conquis et gardé l'initiative qui l'emporte. Enfin, la quatrième loi pose que

la surprise peut jouer un rôle crucial. Ces lois, vérifiées dans une multitude d'exemples, constituent l'ABC de la guerre. Elles ont depuis été déclinées en des principes généraux tels que la concentration des efforts, l'économie des forces, la liberté d'action et la sûreté[1]. L'application de ces principes a varié à travers les âges, notamment avec les évolutions de la technologie et de l'armement, mais ils n'ont globalement pas été remis en cause.

Dans la plupart des guerres, les mêmes lois et principes s'appliquent indifféremment aux deux adversaires. Les seules variables résident dans la façon dont chacun d'eux les applique, en fonction de son habileté et de sa situation propre. *La guerre conventionnelle* obéit à cette règle générale.

La guerre révolutionnaire, a contrario, représente une exception à double titre. Non seulement, comme chacun le sait, elle possède des lois propres qui diffèrent de celles de la guerre conventionnelle, mais en plus, la plupart des lois valables pour l'un des adversaires ne s'appliquent pas à l'autre. Dans le combat de la mouche et du lion, la mouche ne peut pas mettre le lion K.O. et le lion ne peut pas voler. Le cadre espace-temps est le même pour les deux, mais on assiste bien à deux combats différents : *le combat du*

1. N.D.T. : l'auteur cite ici, sans donner sa référence, les 3 principes de la guerre du Maréchal Foch, en y ajoutant « la sûreté ». On peut y voir une adaptation à son environnement au moment où il écrit : les Américains, pour leur part, retiennent 10 principes de la guerre, parmi lesquels la sûreté.

révolutionnaire et, si l'on peut dire, *le combat du contre-révolutionnaire.*

En cela, la citation de Mao qui précède manque de précision : ses « lois de la guerre révolutionnaire » ne s'appliquent qu'au camp qui était le sien, celui du révolutionnaire. L'homme qui dirige un combat contre un mouvement révolutionnaire ne trouvera pas chez Mao ou chez les autres théoriciens révolutionnaires de solution à ses problèmes. Il y trouvera à coup sûr des informations utiles sur la façon dont le révolutionnaire pense et agît. Il pourra peut-être en déduire les réponses qu'il est venu chercher, mais il ne les trouvera nulle part clairement énoncées. Certains contre-révolutionnaires ont fait l'erreur, comme nous le montrerons, de singer les révolutionnaires, à la fois à grande et à petite échelle. Leurs tentatives n'ont jamais été couronnées de succès.

La question se pose donc de savoir quelles sont les lois de la guerre contre-révolutionnaire. On peut souligner ici une autre curiosité : alors que les analyses de la guerre révolutionnaire par les révolutionnaires sont légions aujourd'hui, il existe un vide flagrant en matière d'études menées par le camp contre-révolutionnaire, en particulier dès qu'il s'agit de proposer des modes d'action concrets. On trouve peu de choses au-delà de quelques slogans, certes fondés : « le renseignement est la *clé* du problème » ou « on doit s'assurer du *soutien* de la population ». L'amertume de quiconque a, à quelque niveau que ce soit, combattu du « mauvais » côté (du moins du « plus diffi-

cile »), réside dans la recherche de cette *clé* et de la façon de s'assurer de ce *soutien*.

Le jeune officier engagé sur le terrain qui a enfin détruit le groupe de rebelles qu'il traquait depuis des semaines et des mois et le voit remplacé sur-le-champ par une nouvelle bande, le fonctionnaire qui a plaidé en vain pour obtenir deux sous et se voit contraint de mettre en place une réforme coûteuse dans une zone dont il a perdu le contrôle, le général qui a « nettoyé » le secteur A et se plaint qu'« ils » veulent lui retirer deux unités pour le secteur B, le porte-parole qui peine à expliquer à la presse pourquoi, après tant de « victoires décisives », les rebelles sont toujours si vivaces et prospères, le député qui ne voit pas pourquoi il devrait voter de nouveaux crédits à un gouvernement qui a si peu de résultats à présenter en regard de ce qui lui a déjà été accordé, le chef d'État attaqué de toute part qui se demande comment il va rester en place : tous ceux-là présentent *le visage amer de la contre-révolution*.

On voit clairement la nécessité de disposer d'une sorte de boussole conceptuelle pour ce combat. L'unique ambition de cet ouvrage est de construire un tel instrument, si imparfait et si rudimentaire soit-il. Nous nous proposons donc d'identifier les lois du combat contre-révolutionnaire et d'en déduire des principes, puis une stratégie et des tactiques.

L'entreprise est risquée. En premier lieu, alors que les guerres conventionnelles, dans leur diversité, se comptent par centaines dans l'histoire, il n'existe

qu'une poignée d'exemples de guerres révolutionnaires (principalement depuis 1945). Ce panel réduit est-il suffisant pour dégager des lois ? Il nous faudra, dans une certaine mesure, nous fier à notre intuition pour généraliser et extrapoler à partir de données si limitées, avec le risque de nous tromper. Ensuite, il existe dans tout exercice d'abstraction un risque de dogmatisme : l'objet de notre étude n'est pas limité à un type précis de guerre contre-révolutionnaire mais au problème dans son ensemble. Ce qui pourra sembler pertinent dans la majorité des cas ne le sera peut-être plus dans d'autres pour lesquelles des facteurs particuliers auront influencé le cours des événements de façon décisive.

Nous ne prétendrons donc pas apporter la réponse complète et entière aux problèmes du contre-révolutionnaire. Nous espérons simplement pouvoir corriger certaines des erreurs que nous avons si souvent et durant si longtemps observé dans le « mauvais » camp.

Nous limiterons notre étude, dans les pages qui suivent, à la guerre contre-révolutionnaire menée dans des régions qualifiées de « colonies » ou « semi colonies » par les communistes ou d'« en voie de développement » dans notre camp. Il n'est pas impossible qu'une guerre révolutionnaire ait lieu en dehors de telles régions, mais la victoire du camp révolutionnaire paraîtrait alors très improbable. Dans un passé récent, une seule guerre révolutionnaire a eu pour théâtre une région « capitaliste » – il s'agissait

de la Grèce, de 1945 à 1950 – et les révolutionnaires ont été battus.

Avant de nous lancer, il nous faut aussi préciser quelques points de sémantique. Nous refusons de concéder à Mao que l'opposant du révolutionnaire est le « contre-révolutionnaire », puisque cette appellation est devenue synonyme de « réactionnaire », ce qui n'est pas toujours conforme à la réalité. Nous appellerons donc l'un des acteurs l'« insurgé », et son action l'« insurrection » ; dans l'autre camp, nous parlerons de « loyaliste » et de « contre insurrection ». Enfin, nous appellerons « guerre révolutionnaire » le choc entre l'insurrection et la contre-insurrection.

CHAPITRE 1

NATURE ET TRAITS GÉNÉRAUX DE LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE

QU'EST-CE QU'UNE GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE ?

UNE guerre révolutionnaire est avant tout un conflit intérieur, bien que des influences extérieures manquent rarement de s'y exercer. Même si dans bien des exemples historiques les insurgés appartenaient à des groupes nationaux clairement identifiables (Indonésiens, Vietnamiens, Tunisiens, Algériens, Congolais, Angolais à présent), on peut observer une constante stratégique : ils combattaient tous un pouvoir local, possédant le contrôle de l'administration en place, de la police et des forces armées. En cela, les guerres de décolonisation n'ont

pas différé des guerres purement indigènes, comme celle de Cuba ou du Sud vietnam[1].

Le conflit résulte de l'action de l'insurgé qui tente de prendre le pouvoir (ou de faire sécession comme c'est le cas actuellement au Kurdistan) et de la réaction du loyaliste qui veut conserver son pouvoir. Il existe donc dès l'éclatement du conflit des différences majeures entre les deux camps. Alors que, dans une guerre conventionnelle, le choix du déclenchement des hostilités n'est pas réservé à l'un ou l'autre des belligérants, seul l'insurgé peut déclencher une guerre révolutionnaire puisque la contre-insurrection n'est qu'une conséquence de l'insurrection. De plus, la contre-insurrection ne se définit que par rapport à la cause qui lui donne naissance.

En paraphrasant Clausewitz, nous pourrions dire que « l'insurrection est la poursuite de la politique d'un parti, dans un pays donné, par tous les moyens possibles ». Il ne s'agit pas, comme pour une guerre ordinaire, de la « continuation de la politique par d'autres moyens », car une insurrection peut naître bien avant que l'insurgé commence à avoir recours à l'usage de la force.

RÉVOLUTION, COMPLOT ET INSURRECTION

La révolution, le complot (ou coup d'État) et l'insurrection sont les trois formes de la conquête du

1. N.D.T. : Au moment où Galula écrit ces lignes, l'engagement américain au Vietnam est encore embryonnaire.

pouvoir par la force. Pour le bien de notre étude, il est souhaitable que nous tentions de les distinguer.

La révolution est généralement une explosion – soudaine, brève, spontanée, non planifiée – comme en France en 1789, en Chine en 1911, en Russie en 1917 ou en Hongrie en 1956. Elle constitue un accident de l'histoire qui peut être analysé a posteriori mais ne peut pas être prédit. On peut, au mieux, qualifier de « révolutionnaire » telle ou telle situation, mais on ne peut jamais prévoir comment et quand l'explosion se produira. Il existe actuellement une situation révolutionnaire en Iran, mais qui peut dire ce qui va se passer, s'il y aura une explosion et, si elle a lieu, ce qui en jaillira ?

Dans une révolution, l'apparition des meneurs ne survient qu'après les mouvements de masse : Sun Yat-Sen était en Angleterre lorsque la dynastie mandchoue fut renversée, et Lénine était en Suisse lors de la chute des Romanov.

Le complot est l'action clandestine d'un groupe d'insurgés visant le renversement du pouvoir suprême dans leur propre pays. De par sa nature clandestine, le complot ne peut pas comporter de mouvement de masse. Si longue soit sa préparation, la phase d'action est toujours brève et soudaine. Un complot constitue toujours un pari : ce fut le cas des complots contre Hitler en 1944, contre le roi Faisal et contre Nuri Al Said en Irak en 1958, puis contre Kassem dans le même pays en 1963.

À l'inverse, l'insurrection est un combat dans la durée, mené avec méthode, pas à pas, avec des objectifs intermédiaires spécifiques débouchant au final sur le renversement de l'ordre existant, comme en Chine de 1927 à 1949, en Grèce de 1945 à 1950, en Indochine de 1945 à 1954, en Malaisie de 1948 à 1960 ou en Algérie de 1954 à 1962.

Assurément, elle n'est pas plus prévisible qu'une révolution. De fait, ses prémices sont si obscures que fixer la date exacte du début d'une insurrection est un problème difficile à la fois sur le plan légal, politique et historique. Devons-nous, par exemple, situer le début de l'insurrection chinoise à 1927, date à laquelle l'alliance entre le Guomindang et le parti communiste fut rompue et où débuta l'usage de la force, ou à 1921, date à laquelle fut fondé le parti communiste, qui se donna comme objectif d'établir un régime communiste dans le pays ?

Ce caractère imprévisible mis à part, l'insurrection n'est pas un accident et elle se développe généralement de façon lente : les meneurs font leur apparition, puis les masses se mettent en mouvement. Bien que toutes les insurrections récentes – à l'exception de celle de Grèce – aient été clairement liées à une situation révolutionnaire, des cas comme celui de la Malaisie (1948-1960), de la Tunisie (1952-1955), du Maroc (1958-1956), de Chypre (1955-1959) et de Cuba (1957-1959) semblent prouver que la naissance d'une insurrection n'a pas toujours nécessité l'aggravation de la situation révolutionnaire.

INSURRECTION ET GUERRE CIVILE

L'insurrection est une guerre civile. Cependant, il existe une différence entre une insurrection et une guerre civile dans les formes que prend le combat.

Une guerre civile divise brutalement une nation en deux groupes ou plus. Ces derniers, après une brève période de confusion initiale, se retrouvent chacun en possession d'une partie du territoire et des forces armées, ressources qu'ils mettent immédiatement à profit. La guerre entre ces groupes prend rapidement le caractère d'une guerre conventionnelle entre nations, à la différence près que les opposants sont des concitoyens, comme ce fut le cas durant la guerre de sécession américaine et durant la guerre civile d'Espagne.

ASYMÉTRIE ENTRE L'INSURGÉ ET LE LOYALISTE

Dans toute guerre révolutionnaire, il existe une asymétrie entre les deux camps. Cette asymétrie résulte de la nature même de la guerre, du décalage de puissance entre les opposants au départ, et de la différence de nature entre leurs forces et leurs faiblesses respectives.

Étant donné que seul l'insurgé peut déclencher le conflit (ce qui ne veut pas dire qu'il soit nécessairement le premier à faire usage de la force), l'initiative stratégique lui appartient par définition. Il est libre de choisir son heure et d'attendre à l'abri que se présente une situation favorable, à moins que des influences

extérieures ne le forcent à accélérer le mouvement. D'une façon générale, dans le monde bipolaire dans lequel nous vivons, nulle guerre révolutionnaire ne peut s'affranchir totalement de ces influences extérieures. Ainsi, il est probable que les partis communistes malais et indonésien ont reçu l'ordre de lancer la phase active (violente) de leur insurrection lors de la conférence de la jeunesse étudiante d'Asie du Sud-Est organisée avec l'appui des communistes à Calcutta en 1948. L'initiative de l'insurrection n'appartenait donc pas totalement aux partis malais et indonésien.

Jusqu'au moment de révéler clairement ses intentions en s'engageant dans l'action subversive ou dans la violence au grand jour, l'insurgé ne constitue qu'une menace potentielle et imprécise pour le loyaliste et n'offre pas de cible matérielle pouvant justifier le déploiement de la puissance de son adversaire. Et cependant l'insurrection peut atteindre une très grande ampleur par le seul usage de moyens légaux et pacifiques, du moins dans les pays dans lesquels l'opposition politique est tolérée. Cela limite considérablement la possibilité d'action préventive de la part du loyaliste. En général, le mieux que ce dernier puisse faire est d'éliminer ou de modifier les conditions favorables à une insurrection.

L'inventaire des forces en présence à l'orée d'une guerre révolutionnaire montre généralement une supériorité considérable des moyens matériels chez le loyaliste. Celui-ci possède toutes les marques du pouvoir national et international : reconnaissance

diplomatique, légitimité de l'exercice du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, contrôle de l'administration et de la police, accès aux ressources industrielles et agricoles sur place ou à l'étranger, contrôle des infrastructures de transport et de communication, contrôle des moyens d'information et de propagande, commandement des forces armées et possibilité de les renforcer. Il est *au pouvoir*, alors que l'insurgé, ne l'étant pas, ne possède aucun ou que très peu de ces moyens.

La situation s'inverse dans le domaine des ressources immatérielles. L'insurgé possède un atout considérable : la puissance idéologique d'une cause sur laquelle baser son combat. *A contrario*, le loyaliste doit supporter une lourde charge : celle du maintien de l'ordre à travers le pays. La stratégie de l'insurgé va, de façon naturelle, viser à convertir ses atouts immatériels en des ressources matérielles, et la stratégie du loyaliste va viser à ne pas épuiser ses forces dans un combat contre des puissances immatérielles.

L'insurgé doit donc au cours de la guerre passer de la faiblesse à la puissance, sans quoi il échouera. La puissance du loyaliste déclinera en proportion directe des succès de l'insurrection.

Les différences entre une guerre révolutionnaire et une guerre conventionnelle résident dans cette asymétrie singulière.

Un objectif : la population

Handicapé par sa faiblesse naturelle, l'insurgé commettrait une folie en lançant les quelques forces dont il dispose dans une attaque de son adversaire menée de façon conventionnelle, avec pour objectif la destruction des forces ennemies et la conquête du territoire. La logique veut au contraire qu'il porte l'affrontement sur un terrain différent, sur lequel il aura plus d'occasions de compenser son désavantage matériel.

La population constitue ce terrain différent. Si l'insurgé parvient à dissocier la population du loyaliste, à la contrôler physiquement et à obtenir son soutien actif, il gagnera la guerre : au bout du compte, la possibilité d'exercer un pouvoir politique ne dépend que de l'accord tacite ou explicite de la population ou, au moins, de sa soumission.

La bataille pour la population est une caractéristique majeure de la guerre révolutionnaire.

La guerre révolutionnaire est une guerre politique

Toute guerre est, en théorie, menée dans un but politique, même si dans certains cas le résultat politique diffère de l'objectif initial.

Dans la guerre conventionnelle, l'action militaire, secondée par la diplomatie, la propagande et la pression économique, est généralement le moyen principal d'atteindre le but. La politique, en tant qu'*ins-*

trument de la guerre, a tendance à s'effacer et à refaire surface – en tant qu'instrument – lorsque les combats cessent. Nous ne sommes pas en train de dire que la politique perd totalement son rôle de principale justification de la guerre. Nous disons plutôt qu'au cours d'une guerre conventionnelle, une fois les objectifs politiques définis (et même si le gouvernement peut les modifier par la suite), une fois les directives données aux forces armées (et bien que le gouvernement puisse aussi les changer), c'est l'action militaire qui joue le rôle principal. « *La parole passe aux armes*[1] » ; l'artillerie devient l'*ultima ratio regum*. Avec l'avènement des armes nucléaires et des risques de destruction mutuelle inhérents, la politique est sans doute amenée à interférer de façon plus marquée dans la conduite de la guerre, en en limitant les objectifs, et dans le choix des modes d'action militaires (définition de sanctuaires et rétention de la décision d'usage de la force nucléaire). Cependant, l'action militaire reste l'outil essentiel de la guerre conventionnelle.

Ce principe conduit à une répartition assez logique des rôles entre le gouvernement, qui dirige les opérations, la population, qui fournit les outils, et le soldat, qui les utilise.

La guerre révolutionnaire présente un visage différent. La population constituant par elle-même l'objectif, les opérations qui visent à s'assurer de son soutien (pour l'insurgé) ou à la maintenir au mini-

1. N.D.T. : en français dans le texte.

mum dans un état de soumission (pour le loyaliste) sont essentiellement de nature politique. L'action politique, en conséquence, joue le rôle principal tout au long de la guerre. Il ne suffit plus au gouvernement de définir les objectifs politiques, de décider le volume de puissance militaire à y consacrer et de nouer des alliances ou de chercher à en défaire : la politique devient par elle-même une fonction opérationnelle. Les interactions entre les opérations politiques et militaires deviennent si fortes qu'on ne peut plus nettement les séparer ; au contraire, toute opération militaire doit être planifiée en prenant en compte ses effets politiques, et *vice versa.*

L'insurgé, qui s'appuie sur un parti, bénéficie en la matière d'un avantage évident sur son adversaire. Ce dernier ne peut en effet réellement compter que sur son propre gouvernement, ne bénéficiant pas toujours du soutien d'un parti. Son armée étant l'émanation de la Nation, elle reflète le consensus ou l'absence de consensus dans la Nation.

TRANSITION PROGRESSIVE DE LA PAIX À LA GUERRE

Dans une guerre conventionnelle, l'agresseur, qui s'y est préparé dans les limites de son territoire national en consacrant ses ressources à cette préparation, a intérêt à attaquer de façon soudaine et avec toutes ses forces. La transition de la paix à la guerre est aussi brutale que la technologie le permet et le premier choc peut s'avérer décisif.

Cette situation se retrouve rarement dans une guerre révolutionnaire : l'agresseur, qui est cette fois l'insurgé, ne dispose pas de la puissance initiale lui permettant de se lancer dans une telle entreprise. En fait, il faut parfois des années pour qu'il constitue une force politique d'ampleur, et plus encore pour qu'il dispose d'une force armée. Dans une guerre révolutionnaire, il n'y a donc généralement pas ou peu de premier choc, pas ou peu de surprise et pas d'occasion de bataille décisive dans les premiers temps.

L'insurgé n'a même aucun intérêt à provoquer un choc avant de se sentir totalement prêt à encaisser la réaction de son adversaire. En retardant l'instant où la menace de l'insurrection se fait sérieusement sentir, il retarde celui de cette réaction. Il peut même gagner plus de temps encore, en profitant du retard avec lequel la population prend conscience du danger par rapport au gouvernement loyaliste.

La guerre révolutionnaire s'inscrit dans la durée

Le fait que la guerre révolutionnaire traîne en longueur n'est le choix d'aucun des deux camps ; il s'impose à l'insurgé à cause de la faiblesse de ses ressources initiales. Il faut du temps aux organisateurs d'une insurrection pour fédérer un mouvement révolutionnaire, pour lever et développer des forces armées, pour atteindre la parité avec leur adversaire, puis pour le surpasser en puissance. La guerre révolutionnaire n'est courte que si la contre-insurrection

s'effondre dès les premiers temps, comme ce fut le cas à Cuba où le régime de Batista se désintégra tout à coup, moins sous les coups des insurgés qu'à cause de ses propres faiblesses. On peut aussi assister à un accord politique rapide, comme en Tunisie, au Maroc ou à Chypre. À ce jour, il n'y a jamais eu d'effondrement rapide d'un mouvement d'insurrection.

Si on considère qu'elle a éclaté en 1927, la guerre révolutionnaire aura duré vingt-deux années en Chine. Elle a duré cinq ans en Grèce, neuf en Indochine, neuf aux Philippines, cinq en Indonésie, douze en Malaisie, trois en Tunisie, quatre au Maroc et huit en Algérie. La guerre a commencé en 1948 en Birmanie et se poursuit toujours, même de manière sporadique.

L'INSURRECTION EST BON MARCHÉ, LA CONTRE-INSURRECTION COÛTE CHER

La promotion du désordre est un objectif logique pour l'insurgé. Le désordre gêne l'activité économique et donc produit de l'insatisfaction. La force et l'autorité du loyaliste s'en trouvent amoindries. De plus, le désordre, état normal de la nature, est beaucoup moins cher à créer qu'à combattre : si l'insurgé fait sauter un pont, il faut faire garder tous les ponts ; il lui suffit de lancer une grenade dans un cinéma pour qu'il faille fouiller toutes les personnes entrant dans un endroit public. Lorsque les insurgés brûlent une ferme, tous les fermiers demandent une protection ; s'ils n'en reçoivent pas, ils peuvent être tentés

de négocier chacun de leur côté avec les insurgés, comme ce fut le cas en Indochine et en Algérie (pour ne donner que deux exemples). En lançant de simples alertes à la bombe par coup de téléphone anonyme dans une bagagerie d'aéroport, l'insurgé peut bouleverser le trafic aérien et terroriser les voyageurs.

Comme de son côté le loyaliste ne peut pas se soustraire à sa responsabilité en matière d'ordre public, il doit supporter des dépenses beaucoup plus élevées que celles de l'insurgé. Le ratio entre les deux peut être de dix ou de vingt contre un, voire même plus important. Les chiffres varient beaucoup, bien sûr, d'un cas à l'autre et au long de la guerre. Ils semblent qu'ils soient toujours particulièrement élevés au moment où les insurgés décident de recourir à la violence et de s'engager dans le terrorisme et le combat de guérilla. Les Britanniques ont calculé que chaque rebelle en Malaisie leur coûtait plus de 200 000 dollars. En Algérie, le budget du FLN ne dépassa jamais 30 à 40 millions de dollars par an, somme que les forces françaises dépensaient en deux semaines seulement.

Il semble aussi qu'il y ait une limite haute à ce ratio. Lorsque l'insurgé multiplie son activité de terrorisme ou de guérilla par deux, par trois ou par cinq, cela ne force pas le loyaliste à multiplier ses dépenses par le même facteur. Tôt ou tard, on atteint un point de saturation à partir duquel la loi des rendements décroissants s'applique pour les deux camps.

Une fois que l'insurgé a réussi à s'assurer de bases géographiques stables, comme le firent par exemple les communistes chinois dans le nord-ouest de la Chine ou le Vietminh au Tonkin, il devient *ipso facto* un promoteur actif de l'ordre dans ces régions, pour marquer clairement l'efficacité du régime qu'il promeut par opposition à l'inadéquation de l'ancien.

Ces disparités en matière de coût et d'effort supportés font que l'insurgé peut soutenir une guerre longue, alors que la durée de la guerre va à l'encontre des intérêts du loyaliste.

SOUPLESSE DE L'INSURRECTION ET RIGIDITÉ DE LA CONTRE-INSURRECTION

L'insurrection est souple car elle ne porte le poids d'aucune responsabilité et n'a aucune ressource à défendre ; la contre-insurrection est rigide car elle doit faire avec ces deux contraintes. Aucune recette miracle ne peut altérer ce principe. Chacun des deux camps doit accepter cette situation et en tirer le meilleur parti.

Si le loyaliste veut se débarrasser de sa rigidité, il doit renoncer à une partie du contrôle effectif qu'il exerce sur le pays et des ressources auxquelles il a accès. Une façon simple de le faire est de les abandonner à l'insurgé et de lancer à son tour une insurrection contre son adversaire, mais nul gouvernement loyaliste n'a osé recourir à cette solution extrême à ce jour.

De son côté, l'insurgé se doit de conserver sa souplesse, au moins jusqu'au point où il atteint l'équilibre de puissance avec le loyaliste. Même si la tentation est grande pour lui de s'approprier des territoires, des forces armées conséquentes et des armes puissantes, le faire de façon prématurée peut le conduire à sa perte. Ainsi, l'échec des communistes grecs peut être attribué en partie au risque qu'ils ont pris en organisant leurs forces en bataillons, régiments et divisions et en acceptant le combat. Le Vietminh a fait la même erreur au Tonkin en 1951, et il a subi des revers importants.

En conséquence, le seul à pouvoir exercer un harcèlement continu sous forme de coups de main dans une guerre révolutionnaire est l'insurgé, puisque seul le loyaliste offre des cibles fixes à son adversaire. De façon générale, le choix d'accepter ou de refuser le combat n'appartient qu'à l'insurgé, puisque le loyaliste reste prisonnier de ses responsabilités gouvernementales. En retour, seul le loyaliste peut user de moyens substantiels, puisqu'il est seul à les posséder.

La souplesse et la rigidité respectives des adversaires sont également perceptibles dans la nature des opérations qu'ils mènent. Celles-ci sont relativement simples à planifier et à exécuter pour l'insurgé, puisqu'elles consistent à générer le désordre sous toutes ses formes jusqu'à son accès au pouvoir. Elles sont complexes pour le loyaliste, qui doit faire face à des impératifs contradictoires : protéger la population et l'économie d'une part, mener des opérations offen-

sives contre l'insurrection d'autre part. Il doit aussi coordonner l'action d'acteurs très différents les uns des autres : l'administrateur, le soldat, le policier, l'employé de l'aide sociale, etc. L'insurgé peut s'offrir le luxe d'une organisation très décentralisée et primaire. Il peut, contrairement à son adversaire, déléguer une marge d'initiative considérable aux échelons subordonnés.

PUISSANCE DE L'IDÉOLOGIE

L'insurgé ne peut pas se lancer de façon sérieuse dans une insurrection s'il ne dispose pas d'une *cause* bien établie avec laquelle s'attirer des soutiens dans la population. La cause, comme nous l'avons vu, est sa seule richesse de départ, et seule une cause puissante peut lui permettre de compenser ses faiblesses.

Peut-on imaginer le cas de figure où deux causes explosives mais antagonistes existent de façon simultanée au sein d'un même pays, l'une servant l'insurgé et l'autre son adversaire ? L'histoire a montré qu'une telle situation peut se produire de façon occasionnelle, comme aux États-Unis lorsque le mouvement anti-esclavagiste entra en conflit avec la doctrine de la souveraineté des différents états vis-à-vis du pouvoir fédéral. Une telle situation débouchera plus vraisemblablement sur une guerre civile que sur guerre révolutionnaire.

Le plus souvent, il n'y a qu'une seule cause, et l'insurgé en a le monopole. La puissance de l'idéologie travaille donc exclusivement en sa faveur.

Cependant, ce principe se vérifie surtout dans les premiers temps du conflit. Plus tard, dans le cours des événements, c'est la guerre elle-même qui devient la préoccupation première, et la cause originale perd une partie de son importance.

L'idée a été avancée que l'on ne pouvait rien contre une idéologie insurrectionnelle dynamique et qu'aucun artifice tactique ou technique ne pouvait compenser le handicap idéologique du loyaliste. La réalité n'est pas forcément conforme à cela, car l'attitude de la population au cœur du conflit est moins dictée par les mérites et la popularité relative des adversaires que par son besoin vital de sécurité. Quel est celui des opposants qui offre la meilleure protection, celui qui menace le plus, celui dont la victoire est la plus probable : tels sont les critères qui déterminent le choix de la population en faveur de l'un ou de l'autre. C'est d'autant plus vrai, bien sûr, si l'un des camps ajoute la popularité à son efficacité.

La propagande : une arme souvent réservée à l'insurgé

L'existence d'une asymétrie entre les deux camps a des répercussions importantes dans l'utilisation que chacun des adversaires peut faire de la propagande. L'insurgé, détaché de toute responsabilité, peut en faire jouer tous les rouages ; il peut, en tant que de besoin, mentir, tricher ou embellir la réalité. Il n'a pas l'obligation de prouver les informations qu'il avance ; il est jugé sur ses promesses et non sur ses actes. La

propagande est donc pour lui une arme puissante. Il peut même réussir à masquer la faiblesse de son programme politique par une propagande efficace.

Le loyaliste est prisonnier de ses responsabilités et de son passif, et pour lui les actes en disent plus longs que les mots. S'il ment, triche ou embellit la vérité, s'il ne prouve pas les informations qu'il avance, il n'obtient que des victoires temporaires et est définitivement discrédité. Qui plus est, il ne peut, s'il évolue dans un régime multipartite, tricher que de façon limitée : l'opposition, sinon, sera prompte à démasquer chacune de ses manœuvres psychologiques. Le recours à la propagande ne peut donc être qu'occasionnel pour le loyaliste. Il ne lui sera profitable que s'il le fait dans le but d'informer l'opinion et non de la tromper. Le loyaliste peut donc rarement masquer l'inefficacité ou l'absence de politique par la propagande.

Une guerre révolutionnaire ne se transforme jamais en guerre conventionnelle

Il semblerait logique à première vue qu'une fois que l'insurgé a acquis suffisamment de puissance et qu'il possède des forces armées dignes de ce nom, la guerre doive suivre un déroulement conventionnel. On pourrait imaginer qu'elle évolue vers une sorte de guerre civile dans laquelle chaque camp s'appuie sur une partie du territoire à partir de laquelle il lancerait des attaques contre son adversaire.

Dans les faits, si l'insurgé a bien compris le problème stratégique qui se pose à lui, une guerre révolutionnaire ne se transforme jamais en une guerre conventionnelle.

D'une part, même si l'insurgé réussit à constituer une armée régulière, il ne mettra pas forcément fin à ses activités de subversion et de guérilla. Celles-ci gagneront au contraire en ampleur et en intensité et serviront à préparer les opérations des forces régulières et à amplifier leurs effets.

D'autre part, l'insurgé se doit de conserver à tout prix le soutien actif de la population. Une fois acquis l'avantage stratégique que constitue une population organisée et mobilisée pour son camp, pourquoi se passerait-il d'un atout qui donne à ses forces régulières la souplesse et la liberté d'action que le loyaliste ne pourra jamais obtenir ? Aussi longtemps que la population restera sous son contrôle, l'insurgé doit donc conserver la possibilité de refuser tout combat qui ne serait pas conforme à ses choix.

En 1947, les nationalistes chinois lancèrent une attaque contre la ville de Yenan, capitale de l'insurrection communiste située dans le nord du Shensi. Ils la prirent sans difficulté : le gouvernement communiste évacua la zone avec ses forces régulières sans opposer aucune résistance. Peu de temps après, cependant, la population, les milices locales, et un groupe restreint de guérilleros et de troupes régionales commencèrent à harceler les nationalistes tandis que les troupes communistes régulières attaquaient le

long de leurs voies de communication, qui s'étendaient au nord de Sian. Les nationalistes furent finalement forcés de se retirer, n'ayant rien gagné et ayant beaucoup perdu dans cette affaire.

En 1953, les forces françaises s'emparèrent de documents secrets du Vietminh montrant qu'il n'existait dans les territoires contrôlés par l'insurrection aucune position qui soit réellement défendue. La même année, dans la zone contrôlée par le Vietminh au nord-ouest d'Hanoi, les Français s'emparèrent même d'un immense dépôt de véhicules et de munitions sur lequel ils ne rencontrèrent aucune résistance : le dépôt n'était pas gardé.

Nous avons présenté dans ce chapitre les caractéristiques générales de la guerre révolutionnaire. Elles découlent directement de la nature même de cette guerre. Un insurgé ou un loyaliste qui tenterait de s'affranchir de ces lois n'augmenterait en rien ses chances de victoire.

Chapitre 2

CONDITIONS DE LA VICTOIRE DE L'INSURRECTION

La plupart des insurrections récentes ont été causées par des situations révolutionnaires qui, au lieu de déboucher sur des révolutions, ont fédéré des groupes d'activistes qui ont ensuite organisé et conduit la rébellion. Il serait injuste et faux de conclure que les insurrections ne sont que le produit des ambitions personnelles de leurs leaders, qui les auraient échafaudées pour ainsi dire de manière artificielle.

Pour les besoins de notre démonstration supposons que, dans un pays *X*, un petit nombre d'insatisfaits, capables de leadership, gonflés par le succès de nombre de mouvements insurrectionnels dans les vingt dernières années, au fait des enjeux stratégiques et tactiques d'une telle entreprise, a

formé un groupe et décidé de bouleverser l'ordre établi par la voie de l'insurrection.

Étant donnée la supériorité matérielle de départ du camp loyaliste, leurs chances de succès dépendront à l'évidence de certaines conditions. Quelles sont ces conditions ? Sont-elles *sine qua non* ? En d'autres mots, quels sont les pré-requis d'une insurrection ? C'est à ces quelques questions que nous nous proposons de répondre dans ce chapitre.

La connaissance de ces pré-requis nous permettra, en nous plaçant du point de vue de l'insurgé, de déterminer le degré de vulnérabilité d'un pays à une insurrection.

UNE CAUSE

Nécessité d'une cause

Au vu de sa faiblesse de départ, on se demande comment l'insurgé peut oser espérer ravir la population aux loyalistes, la contrôler et la mobiliser. La réponse est : en trouvant en son sein des éléments de soutien dont l'implication au profit de l'insurrection ira de la participation active à l'approbation franche et massive.

La première nécessité pour un insurgé qui vise à faire plus que simplement semer le désordre est de porter une *cause séduisante*. Il lui faut une cause pour deux raisons principales : les risques que l'entreprise comporte et le fait que les éléments de soutien préci-

tés, qu'ils soient spontanés ou non, ne peuvent être recrutés que par la persuasion.

Une bonne cause confère à l'insurgé un atout formidable, bien qu'immatériel, qu'il peut progressivement transformer en une force concrète. Un petit groupe d'individus chanceux dépourvus de cause peut s'emparer du pouvoir par coup d'État (c'est arrivé) mais, comme nous l'avons vu, un coup d'État n'est pas une insurrection. Le défaut de cause séduisante est ce qui dissuade les organisations criminelles apolitiques de tenter de s'emparer du pouvoir, car elles comprennent bien que seuls des criminels les suivraient sur ce chemin.

L'insurrection communiste survenue en Grèce entre 1945 et 1950, cas école de tout ce qui peut aller de travers dans une insurrection, est un exemple d'échec dû, outre des raisons moins essentielles, à l'absence de cause.

Le parti communiste grec (EAM) et son armée (ELAS) s'étaient développés durant la seconde guerre mondiale, à l'époque où la population était tout entière unie contre les Allemands. Une fois le pays libéré, l'EAM ne trouva pas de cause valable sur laquelle appuyer son action. La Grèce comptait peu d'industries et donc il n'existait pas de prolétariat à l'exception du groupe formé par les dockers du Pirée et les ouvriers des usines de tabac ; les commerçants naviguant, constamment en voyage, ne pouvaient offrir aucun appui suivi. Aucune crise agricole ne donnait matière à exploitation. Les riches capitalistes

grecs, dont les fortunes avaient généralement été amassées à l'étranger, étaient l'objet de plus d'admiration que d'hostilité dans un pays de tradition commerçante. Il n'existait pas réellement de classe sociale, le ministre de la marine pouvant tout à fait être le cousin d'un garçon de café. Pour rendre les choses plus difficiles encore, les communistes grecs avaient conclu une alliance de fortune avec les Bulgares, ennemis traditionnels de la Grèce, avec les Yougoslaves, qui revendiquaient une partie de la Macédoine grecque, et avec les Albanais, à qui la Grèce réclamait une partie de l'Épire. Les sentiments nationalistes étant particulièrement exacerbés dans les Balkans, ces alliances ne firent rien pour soutenir la popularité des communistes grecs.

En faisant usage des quelques forces qui leur restaient à la fin de la guerre, en s'appuyant sur des terrains difficiles, en trouvant asile dans les pays satellites voisins dès que nécessaire, les insurgés communistes parvinrent tout de même à mener quelques opérations commando, mais jamais de vraie guérilla. De plus, leurs unités clandestines devaient se cacher au sein d'une population qu'ils n'avaient pas réussi à rallier, et la durée de leurs opérations était limitée par le peu de moyens logistiques qu'ils emportaient avec eux. L'ELAS fut obligée d'enrôler de force des partisans. Chaque fois que ces « malgré-nous » le purent, ils désertèrent.

En réalité, l'insurrection ne perdura quelque temps qu'en raison de la faiblesse initiale des forces régulières, limitées à une seule brigade et épuisées par les

combats menés aux côtés des Alliés sur les théâtres méditerranéens. Dès que l'armée se trouva renforcée et réorganisée (avec l'aide de la Grande-Bretagne puis des États-unis), le commandement nationaliste put nettoyer le pays région par région. Une fois pacifiée, chaque région fut confiée à une milice armée, sans grand risque pour l'issue du conflit puisque la population avait alors clairement manifesté son anticommunisme.

Qualités essentielles d'une cause

Du point de vue de l'insurgé, la meilleure cause est par définition celle qui peut attirer le plus grand nombre de soutiens et dissuader le minimum d'opposants. Une cause bonne pour le prolétariat dans un pays industrialisé ou pour les paysans dans un pays en voie de développement est donc bonne pour l'insurgé. Un mouvement qui tenterait d'exploiter la question du racisme envers les noirs pour générer une insurrection aux États-Unis, où ils ne sont que 20 millions de noirs contre 160 millions de blancs, serait voué à l'échec. En Afrique du Sud, avec une population de 11 millions de noirs pour 4 millions de blancs, ses chances de réussite seraient meilleures (toutes choses égales par ailleurs). La conquête de l'indépendance dans un régime colonial est toujours une bonne cause comme on l'a vu en Indonésie, en Indochine, en Tunisie, au Maroc, en Algérie, à Chypre, au Congo belge et en Angola.

L'insurgé doit bien entendu pouvoir prouver qu'il s'identifie totalement à la cause ou, plus précisément, avec la majorité de la population qui est susceptible d'y adhérer. En Malaisie, la conquête de l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne fut choisie comme cause par le parti communiste malais. Cependant, 90 % des membres du parti étaient chinois et non pas malais de souche ; les vrais malais restèrent donc insensibles à l'insurrection. Le même phénomène s'est produit au Kenya, si l'on choisit de qualifier ce qui s'est passé là-bas de guerre révolutionnaire, l'insurrection ayant été conduite de façon si brutale que l'on peut s'interroger sur la nature de cette guerre. L'indépendance n'y était réclamée que par les membres d'une seule tribu, les Kikouyous, aucune autre n'ayant soutenu la rébellion.

Pour atteindre la perfection, la cause doit être telle que le loyaliste ne puisse pas l'épouser, ou ne puisse le faire qu'au risque de perdre son pouvoir alors qu'il cherche plutôt à le défendre. Ainsi, la lutte pour la réforme agricole paraissait être une bonne cause pour les Hukbalahaps après la défaite du Japon et l'accession des Philippines à leur indépendance ; mais lorsque le gouvernement les prit de vitesse en offrant la terre aux supporters potentiels des Huks, les insurgés perdirent leur cause et donc leur guerre. Le même mal frappa le parti communiste malais lorsque la Grande-Bretagne promit l'indépendance au pays, en fixant même une date.

Une cause, enfin, doit pouvoir survivre à l'épreuve du temps, sinon tout au long d'une guerre révolution-

naire, du moins jusqu'à ce que l'insurrection soit bien établie.

Ces critères permettent de distinguer une cause stratégique d'une cause tactique et une cause durable d'une cause éphémère résultant de l'exploitation d'une difficulté passagère comme, par exemple, l'inflation et le manque d'approvisionnement après une année de catastrophes naturelles.

Nature de la cause

Pour Mao Zedong, un *problème politique* est une « contradiction irrésolue ». Soutenir une cause politique consiste donc à défendre l'un des deux aspects de la contradiction. En d'autres termes, là où il n'y a pas de problème, il n'y a pas de cause. Cependant, il existe toujours au moins un problème dans chaque pays. La vulnérabilité d'un pays à une insurrection se mesure à l'importance et à l'acuité des problèmes que l'on y rencontre.

Une insurrection peut s'appuyer sur toutes sortes de problèmes, dès lors que les causes politiques qui leur correspondent remplissent les critères évoqués plus haut.

Le problème peut être de nature politique, lié à la situation nationale ou internationale du pays. La dictature de Batista pour les insurgés cubains, l'agression japonaise pour les insurgés chinois sont des exemples de problèmes politiques. Il en résulte que tout pays où le pouvoir appartient à une oligarchie,

qu'elle soit indigène ou étrangère, est un théâtre de guerre révolutionnaire potentiel.

Le problème peut être de nature sociale, comme lorsqu'une classe sociale est exploitée par une autre ou que toute amélioration de sa condition lui est interdite. Ce phénomène a été décrit de façon exhaustive depuis Karl Marx et il n'est rien besoin d'ajouter ici. La situation sociale est particulièrement propice à l'insurrection lorsque la société refuse d'intégrer ceux qui ont, de par leur niveau d'études ou par leurs actes, prouvé leur appartenance à l'élite. C'est en effet parmi ces exclus de l'élite que les insurgés recruteront leurs futurs leaders.

Le problème peut être de nature économique, comme en cas de décalage entre le prix des produits agricoles et celui des produits industriels, ou entre le prix des matières premières et celui des produits finis, ou lorsque le gouvernement choisit d'importer des produits étrangers plutôt que de développer l'industrie nationale. La question du néocolonialisme d'aujourd'hui est étroitement liée à ce problème.

Le problème peut être de nature raciale, comme ce serait le cas en Afrique du Sud. Ou religieux, comme au Liban, bien que la population y soit équitablement répartie entre chrétiens et musulmans. Ou encore culturel, comme en Inde, où la multiplicité des dialectes a déjà été à la source de bien des troubles.

Le problème peut même être virtuel, du moment qu'il puisse apparaître comme réel. Ainsi, le sort des agriculteurs chinois, victimes d'exactions des autori-

tés nationalistes et de la rapacité des usuriers locaux, était à l'évidence peu enviable. Les communistes ont exploité ce problème. Et cependant leur cause politique essentielle, empruntée aux théories plus anciennes de Sun Yat-Sen, a été la réforme agraire. Son caractère révolutionnaire reposait sur l'idée que la propriété était l'apanage d'une petite minorité; une guerre de classe menée à partir de cette idée devait, dès lors, mettre dans leur camp tous les agriculteurs. La seule étude complète réalisée sur le sujet de la propriété territoriale en Chine, par J. Lossing Buck, contredisait la présentation de la situation faite par les communistes[1] ; mais cela n'a en rien atténué la force

---

1. Le livre de Buck, *Land utilization in China* (Oxford University Press, 1937) est basé sur une enquête menée de 1929 à 1933 dans 16 786 fermes, 168 localités, 154 *hsien* (cantons) et 22 provinces.

Le tableau 22 de cet ouvrage montre le pourcentage de fermiers qui possédaient leurs terres, en possédaient une partie ou en étaient locataires :

Propriétaires :	54,2 %
Propriétaires d'une partie :	39,9 %
Locataires :	5,9 %

Dans la région du blé du nord de la Chine, où les communistes étaient fermement établis, les pourcentages étaient :

Propriétaires :	76,1 %
Propriétaires d'une partie :	21,8 %
Locataires :	2,1 %

Le tableau 23 donne la taille moyenne ferme (en ha) par type d'occupants. Dans la région du blé :

Propriétaires :	2,25
Propriétaires d'une partie :	2 25
Locataires :	2,05

Un autre tableau donne le nombre et le pourcentage de ferme de chaque type par taille. Pour la région du blé :

Très petites :	2
Petites :	4
Moyennes :	34

psychologique de slogans comme « *La terre aux travailleurs* ! ». Avec une machine de propagande efficace, un problème virtuel peut donc tout à fait apparaître comme réel.

Il n'est pas absolument nécessaire que le problème soit criant, bien que le travail de l'insurgé soit facilité si tel est le cas. Si le problème n'est que latent, la première chose à faire pour l'insurgé est de le rendre criant par « *l'élévation de la conscience politique des masses* ». Le terrorisme est un moyen de produire rapidement cet effet. Ainsi, la dictature de Batista n'est pas soudainement devenue d'elle-même insupportable au peuple cubain. Et le pays était prospère en 1958, bien qu'il existât une grande disparité dans la distribution des richesses. Batista aurait peut-être pu se maintenir au pouvoir bien plus longtemps si Castro et ses supporters n'avaient amplifié le problème de façon spectaculaire et focalisé l'opposition latente sur leur mouvement politique.

De moyennes à grandes :	17
Grandes :	12
Très grandes :	9
Très, très grandes :	2
Très, très, très grandes :	0

Les chiffres des communistes chinois sur la répartition de la terre, basé sur un rapport de Liu Shao-ch'i en juin 1950, étaient les suivants : « les propriétaires et les agriculteurs, qui représentaient moins de 10 % de la population rurale, possèdent 70 à 80 % de la terre, tandis que les paysans pauvres, les ouvriers agricoles et les paysans de la classe moyenne, qui représentaient environ 90 % de la population rurale, ne possèdaient que 20 à 30 % de la terre... » (Éditorial de Jen-min Jih-Pao cité par C.K. Yang dans *Un village chinois au début de la transition communiste*, Cambridge, Massachussets : La presse technologique, Masssachussets Institute of Technology, 1959).

Manipulation tactique de la cause

L'insurgé ne doit pas se limiter à l'exploitation d'une cause unique. À moins qu'il ne dispose d'une cause globale comme l'anticolonialisme, suffisante en elle-même car elle combine les problèmes politiques, sociaux, économiques, raciaux, religieux et culturels précédemment cités, il a tout à gagner à choisir un assortiment de causes spécialement adapté aux différents groupes composants la société dont il cherche à s'emparer.

Supposons par exemple que le mouvement révolutionnaire tente de s'appuyer, comme ce fut le cas en Chine, sur le parti communiste (« *avant-garde de la révolution, parti des travailleurs et des agriculteurs* ») et ses alliés (les agriculteurs riches et de classe moyenne, les artisans, plus la « bourgeoisie nationaliste » et les capitalistes mécontents du « capitalisme bureaucratique » et des échecs économiques des impérialistes).

La cause de l'insurgé doit pouvoir fédérer l'ensemble de ces groupes. Comme il est plus facile d'unir « contre » que « pour », en particulier lorsque les groupes sont si variés, la cause révolutionnaire doit préférentiellement se construire en opposition à quelque chose, sur des slogans comme « *balayons les chacals !* » (les *chacals* étant dans ce cas : Tchang Kaï-chek et les réactionnaires du Guomindang, les seigneurs de guerre féodaux, le « capitalisme bureaucratique », les compradores (« *chiens de guerre de l'impérialisme* ») et les propriétaires).

La cause doit également pouvoir séduire chaque groupe pris séparément, et pour cela comporter des éléments positifs pour chacun : pour le prolétariat, une société marxiste ; pour les agriculteurs pauvres, de la terre ; pour les agriculteurs des classes moyennes, un impôt juste ; pour les agriculteurs riches, des lois justes et pérennes ; pour la bourgeoisie nationaliste, la défense des intérêts nationaux, l'ordre, l'impôt juste, le développement du commerce de l'industrie et la protection contre la concurrence capitaliste.

Rien n'oblige l'insurgé à se tenir à une seule cause d'un bout à l'autre du conflit si une autre apparaît plus profitable en cours de route. Ainsi en Chine, les communistes prirent au départ la posture marxiste classique en faveur des travailleurs (1921-1925). Ils épousèrent ensuite activement la cause nationaliste du Guomindang, pour l'unification de la Chine contre les seigneurs de guerre (1925-1927). Après le schisme entre le Guomindang et les communistes, ils laissèrent nettement tomber les travailleurs en faveur des agriculteurs pauvres, réclamant la réforme agraire par des moyens radicaux (1928-1934). Ensuite, l'agression japonaise étant devenue le problème principal, les communistes se firent les champions de l'union patriotique contre le Japon (1937-1945), adoptant dans le même temps une politique agricole modérée : la redistribution de la terre fut arrêtée et, à la place, les communistes imposèrent un contrôle strict des loyers et des taux d'intérêt. Après la capitulation japonaise, ils revinrent à la cause de la

réforme agraire avec un bémol temporaire : les propriétaires se virent donné le droit de procéder eux-mêmes au partage de la terre (1945-1949). Après leur victoire, les communistes menèrent, entre 1950 et 1952, une réforme agricole « *par des luttes violentes* », pour attiser la lutte des classes dans la population rurale et mettre définitivement les activistes de leur côté en les impliquant dans leurs crimes. Après cela, le parti enterra définitivement la réforme agraire et collectivisa les fermes.

Ainsi, si l'idéalisme et l'éthique voudraient qu'une cause soit défendue jusqu'au bout, la tactique impose souvent un certain opportunisme politique.

Atténuation progressive de l'importance de la cause

L'importance de la cause, qui est très grande au départ de l'insurrection, s'atténue progressivement à mesure que l'insurgé acquiert de la force. La guerre elle-même devient le problème principal, obligeant la population à choisir un camp, de préférence celui du vainqueur. Nous avons déjà décrit ce phénomène dans le chapitre précédent.

FAIBLESSE DU RÉGIME LOYALISTE

Nous supposerons à présent que le noyau insurrectionnel du pays *X* peut s'appuyer sur plusieurs causes valables, certaines étant aiguës, certaines étant latentes, certaines étant même virtuelles.

S'étant accordés sur cette base de départ, ses dirigeants sont prêts à lancer leur action. Ils ne peuvent cependant le faire qu'à une autre condition préliminaire essentielle.

L'insurgé part de zéro ou presque, alors que son ennemi possède toutes les ressources. Il est donc aussi vulnérable d'un nouveau-né et ne peut pas développer son mouvement sans une sorte de protection. Personne, sinon le loyaliste lui-même, ne peut la lui offrir (de façon bien involontaire). Il nous faut donc comprendre comment un régime politique peut être infecté de l'intérieur.

Forces et faiblesses d'un régime politique

1. ***Absence de problèmes***. Un pays assez chanceux pour ne connaître aucun problème est, à l'évidence, immunisé contre les insurrections. Mais puisque nous avons fait l'hypothèse que nos insurgés potentiels avaient trouvé au moins une cause, celle-ci s'appuie forcément sur un problème. Nous éliminerons donc ces pays, s'il en existe, du champ de notre étude.

2. ***Consensus national***. La solidité d'un régime repose principalement sur ce facteur. En Thaïlande, la force du consensus national – les Thaïs réagiraient vigoureusement à toute attaque contre le roi et contre leur mode de vie – a jusqu'ici constitué un atout pour le régime au pouvoir, qu'il s'agisse d'une dictature ou d'une démocratie. À l'opposé, aucun consensus

national ne soutient actuellement le gouvernement d'Allemagne de l'Est.

3. ***Détermination des loyalistes***. La détermination est un facteur clé dans tous les styles de guerre, et particulièrement dans une guerre révolutionnaire. D'une part, l'insurgé possède l'avantage initial de s'appuyer sur une cause efficace, et d'autre part la réaction de la population contre une insurrection est lente, car elle n'en perçoit jamais immédiatement le danger. En conséquence, le rôle joué par les instances de direction de la contre-insurrection est essentiel.

4. ***Maîtrise des techniques de contre-insurrection par le gouvernement***. Il n'est pas suffisant pour les dirigeants de la contre-insurrection d'être déterminés ; ils doivent aussi connaître la stratégie et la tactique à appliquer contre une insurrection. La détermination du généralissime Tchang Kaï-chek ne fait aucun doute ; il l'a prouvée lors des combats contre le Japon, et il continue de la prouver aujourd'hui à Taiwan. Mais peut-on réellement considérer qu'il était armé pour faire face aux méthodes communistes ?

5. ***Qualité des instruments de contrôle de la population***. Quatre instruments de contrôle jouent un rôle clé dans une situation de guerre révolutionnaire : la structure politique, la bureaucratie administrative, la police et les forces armées.

a) *La structure politique*. Si le pays *X* est situé derrière le rideau de fer, où l'opposition politique n'est pas tolérée et où la population est maintenue

dans un système de terreur et de suspicion mutuelle, le noyau de l'insurrection n'a aucune chance de se développer ; au mieux, il réussira à survivre dans le secret total, et donc restera totalement inactif en attendant des temps meilleurs.

Comme il existe dans notre société quelques idéalistes qui rêvent de soutenir des insurrections dans les pays communistes, il peut être utile de donner quelques illustrations du degré de contrôle de la population que les techniques communistes de terreur et de suspicion mutuelle (arts dans lesquels les rouges chinois sont passés maîtres) permettent d'atteindre.

À Canton, en 1954, un homme aperçut un jour une vieille voisine chinoise qui donnait du riz à son chat.

« Pardonnez-moi, lui dit-il, mais je vais être obligé de vous dénoncer au prochain meeting de rue.

– Pourquoi donc ? demanda la vieille femme.

– Parce que le riz est rationné et que vous l'avez gâché avec votre chat.

– Si vous me dénoncez, ils vont diminuer ma ration de riz. Pourquoi ne pas vous taire ?

– Supposons que quelqu'un d'autre vous ait vu et vous dénonce. Que va-t-il m'arriver à moi, votre voisin, si je ne vous ai pas dénoncé en premier ? Et cependant, je suis votre ami. S'ils diminuent votre ration, je vous donnerai la moitié de la mienne. »

Cette situation incroyable s'est réellement produite, dans une ville où, d'après des visiteurs occi-

dentaux, le contrôle communiste était moins efficace que dans le reste de la Chine.

À la fin de 1952, un Européen fut expulsé de l'île de Hainan où il vivait depuis bien des années. À son arrivée à Hongkong, il rapporta que les agriculteurs de Hainan détestaient le régime communiste, et en donna plusieurs illustrations. Il raconta que les nationalistes avaient par deux fois essayé de parachuter des agents de Taiwan dans sa région. À chaque fois, les miliciens de la garde de nuit repérèrent les avions et les parachutes et donnèrent l'alerte, et les agents nationalistes furent acculés et capturés par plusieurs centaines de villageois armés. On demanda donc à l'Européen :

> « N'y a-t-il pas une contradiction entre votre appréciation des sentiments des agriculteurs sur le régime et l'attitude de ces miliciens qui, après tout, sont aussi des agriculteurs ? Pourquoi ont-ils rendu compte ? »

> « Mettez-vous à leur place, expliqua-t-il, comment savoir si aucun des membres de la milice ne va donner l'alerte ? Si l'un d'entre eux le fait et que les autres se taisent, ils se retrouveront en grand danger lorsque les cadres communistes mèneront leurs habituelles enquêtes *post mortem*. »

En juillet 1953, durant la guerre de Corée, les nationalistes décidèrent un raid en territoire chinois. Ils choisirent comme objectif la petite péninsule de Tunsgan, qui s'appuie sur la côte de Fukien et se transforme en île à marée haute. La garnison communiste locale était composée d'un bataillon régulier et d'une milice d'un millier d'hommes. Les nationalis-

tes pensaient que cette dernière n'offrirait aucune résistance réelle à leur action. De fait, tous les renseignements indiquaient que la population dans son ensemble était lasse du communisme.

L'intention des nationalistes était de parachuter un régiment chargé de neutraliser le bataillon communiste et de contrôler l'isthme de façon à empêcher l'arrivée de renforts du continent; un débarquement amphibie devait suivre pour finir de nettoyer toute résistance.

En raison d'une erreur sur le calcul des marées locales, le débarquement amphibie fut retardé et les parachutistes nationalistes durent faire face à l'ennemi seuls. Ils furent quasiment anéantis. Les miliciens se battirent comme des diables. Comment auraient-il pu agir autrement en sachant que l'opération des nationalistes se limitait à un raid ?

L'exercice d'un contrôle aussi strict supprime toute possibilité de lancer une insurrection. Dès lors qu'il n'existe plus de vie privée dans le pays, que tout mouvement inhabituel est dénoncé et fait l'objet d'une enquête et que même les parents craignent de parler devant leurs enfants, comment établir des contacts, propager des idées et recruter des militants ?

La seule alternative est le lancement d'un mouvement terroriste de faible ampleur : même un seul homme, bien que totalement isolé, peut mener une campagne terroriste (souvenons-nous de l'exemple du *mad bomber* à New York). Mais le terroriste lui-même est bien moins efficace que la publicité qu'il

cherche à produire, et il est peu probable que l'environnement communiste se prête facilement une telle publicité.

Une autre tactique, utilisée par les communistes en Grèce, est celle des opérations commando isolées, là où les conditions géographiques sont favorables.

À l'opposé, si l'anarchie prévaut dans le pays *X*, l'insurgé trouvera les infrastructures dont il a besoin pour rassembler ses militants, se déplacer, établir des contacts, faire connaître son programme, trouver et organiser les soutiens initiaux, recueillir et distribuer des fonds, créer le chaos et la subversion ou lancer une vaste campagne de terrorisme.

À mi-chemin entre ces deux extrêmes, on trouve une grande variété de structures politiques qui, à des degrés divers, facilitent ou gênent l'action de l'insurgé : des dictatures à parti unique, des dictatures coupées du peuple, des démocraties autoritaires, des démocraties laxistes, etc.

b) *La bureaucratie administrative.* La vie quotidienne d'un pays est contrôlée par sa bureaucratie. Cette dernière possède son propre niveau d'efficacité, qui ne correspond pas toujours avec celui du gouvernement. Ainsi, sous les III^{e} et IV^{e} Républiques, la France avait un exécutif faible mais une administration puissante ; la situation actuelle du Sud Vietnam est à l'opposé de cela. Une insurrection étant un mouvement du bas vers le haut, un vide administratif à la base et une bureaucratie incompétente jouent en faveur de l'insurgé.

Le cas de l'Algérie est un bon exemple. Le territoire était notoirement sous administré avant l'insurrection, non parce que les fonctionnaires étaient incompétents mais plutôt parce que l'appareil administratif était insuffisant au regard de la taille du pays.

Sans compter le Sahara, l'Algérie s'étend sur plus de 1 100 kilomètres le long de la Méditerranée et plus de cinq cent kilomètres à l'intérieur des terres, avec une superficie de 180 000 km² et une population de 10 500 000 habitants dont 1 200 000 étaient européens.

Placé sous le contrôle d'un gouverneur général à Alger, le territoire était divisé en trois départements dont les capitales étaient Oran, Alger et Constantine. Chaque département était dirigé par un préfet, assisté par de nombreux collaborateurs.

Chaque département était à son tour divisé en sous-préfectures ; par exemple, dans le département d'Alger, on trouvait la sous-préfecture de Kabylie, dont le siège était Tizi-Ouzou. La Kabylie était constituée de 8 000 km² de montagnes rocheuses et peuplée de 1 200 000 habitants, dont 90 % étaient musulmans.

Dans les zones à majorité musulmane, l'échelon subordonné à la sous-préfecture était la commune mixte, dirigée par un administrateur français secondé par un ou deux assistants et cinq gendarmes ; la commune mixte de Tigzirt, en Kabylie, couvrait une superficie de 50 km sur 30 et comptait 80 000 habitants.

Le plus petit échelon administratif était le *douar*, dans lequel l'autorité de l'État était incarnée par un garde champêtre: un policier local indigène armé d'un vieux pistolet placé dans un étui sur lequel brillait un insigne de cuivre frappé d'une inscription : « *la loi* ». Par exemple, l'un de ces douars couvrait une zone de 16 kilomètres sur 10, avec une population de 15 000 Kabyles.

C'est cet environnement qui constitua le « terrain de chasse » des insurgés.

c) *La police*. Source de renseignements et bras armé du gouvernement pour tout ce qui touche à l'ordre public, la police joue un rôle clé lors des prémices d'une insurrection ; elle est donc la première des organisations loyalistes que les insurgés s'emploient à infiltrer et à neutraliser.

L'efficacité des forces de police dépend de leurs effectifs, de la compétence des individus, de leur loyauté au gouvernement, et par-dessus tout de la qualité de leurs relations avec les autres administrations, en particulier avec la justice. Si des insurgés identifiés et arrêtés par la police peuvent bénéficier de complicités à l'intérieur du système judiciaire pour leur permettre d'être relâchés, la police est impuissante. Bien que très difficile, une prompte adaptation du système judiciaire aux circonstances exceptionnelles de l'insurrection est une nécessité.

Ici encore, on peut reprendre l'exemple de l'Algérie. En 1954, le total des effectifs de police du pays ne dépassait pas 50 000, à peine plus que la

police de la ville de Paris. Lors des premiers signes de l'insurrection, la police d'Algérie lança des signaux qui ne furent pas entendus. Un an après le début des évènements, l'Assemblée nationale française donna enfin au gouvernement les « pouvoirs spéciaux » nécessaires. Entre-temps, la police, particulièrement ses membres musulmans, avait été engloutie dans le chaos.

d) *Les forces armées*. Sans citer les éléments de puissance communs à tous les types de guerre, ceux qui comptent dans une guerre révolutionnaire sont :

i) *le ratio entre les effectifs des forces armées et la taille de la population du pays*. L'insurrection est une guerre menée dans un espace à deux dimensions pour le contrôle de la population. Il n'existe ni ligne de front ni zone de refuge. Aucune région, aucune tranche de la population ne peut être longtemps négligée dans le plan d'opérations, à moins que la population ne soit capable d'assumer sa propre défense. C'est la raison pour laquelle un rapport de forces de dix ou de vingt contre un entre loyalistes et insurgés n'est pas rare dans la phase où l'insurrection se transforme en guérilla. Les forces françaises en Indochine n'ont même jamais approché ce ratio ; c'est cet élément, plus que tout autre, qui explique pourquoi les Français, même s'ils avaient été dirigés par Napoléon, n'auraient jamais pu gagner cette guerre, indépendamment de la force de la cause nationaliste vietminh ;

ii) *l'articulation des forces armées*. La guerre conventionnelle moderne nécessite des forces modernes, bien organisées, avec des composantes aérienne, maritime et terrestre. *A contrario,* une guerre révolutionnaire est avant tout une guerre d'infanterie. Paradoxalement, moins les forces loyalistes sont sophistiquées, meilleures elles sont. Ainsi, les divisions françaises construites sur le modèle OTAN se sont révélées inadaptées à leur arrivée en Algérie ; elles ont laissé leur équipement moderne derrière elles et transformé leurs unités de génie en bataillons d'infanterie.

Comme les attaques navales de l'insurrection sont rares, les seules capacités maritimes utiles sont celles qui permettent d'exercer un blocus le long d'une côte.

Quant aux forces aériennes, dont les insurgés ne peuvent égaler la puissance, elles doivent disposer d'avions d'attaque lents, d'avions de transport pouvant décoller et atterrir sur de courtes distances, et d'hélicoptères ;

iii) *les sentiments des soldats* vis-à-vis de la cause des insurgés et du régime loyaliste. Alors que l'insurgé n'a au départ besoin que de faibles effectifs et peut donc faire son choix parmi les volontaires, les besoins des loyalistes sont si élevés qu'ils sont forcés de recourir à la conscription. Ils peuvent donc devoir faire face à des problèmes de loyauté de leurs troupes. Des cas de désertions collectives, même isolés, peu-

vent discréditer totalement les unités loyalistes. C'est ce qui s'est passé dans certains régiments de ligne algériens au début du conflit : bien que valeureuses et dignes de confiance, ces unités durent être immédiatement privées de tout contact direct avec la population et cantonnées à des tâches purement militaires ;

iv) *le délai d'attente des premiers combats*. La transition de la paix à la guerre étant très lente dans une guerre révolutionnaire, les forces armées ne sont pas engagées au combat aussi rapidement qu'elles le seraient dans une guerre conventionnelle. La réduction de ce délai d'attente, qui est contre productif, relève de la responsabilité politique des dirigeants du pays.

6. ***Les conditions géographiques***. La géographie d'un pays peut affaiblir le régime politique le plus fort ou renforcer le plus faible. Nous examinerons plus loin cette question en détail.

C'est la combinaison des différents facteurs que nous venons de détailler qui conditionne pour un groupe d'insurgés disposant déjà d'une cause la possibilité de lancer une insurrection.

Crise et insurrection

À l'évidence, l'insurgé ne possède pas le choix de son adversaire ; il doit l'accepter tel qu'il est. S'il est confronté à un régime fort, il n'a pas d'autre recours

que d'attendre que son adversaire soit affaibli par quelque forme de crise interne ou externe.

La série d'insurrections anticoloniales à laquelle nous venons d'assister est, à n'en pas douter, une conséquence de la deuxième guerre mondiale, qui a constitué une crise d'ampleur exceptionnelle pour les puissances coloniales. L'histoire montre qu'aucune insurrection ou révolte n'a réussi dans les colonies avant 1938, même si la situation d'alors n'était pas moins révolutionnaire que celle d'après la guerre. Il y eut bien quelques tentatives : une révolte dans l'Indonésie hollandaise en 1926-1927 et l'extraordinaire mouvement de résistance passive conduit par Gandhi en Inde sont les seules dont nous gardions mémoire.

L'histoire de l'insurrection communiste chinoise est aussi un bon exemple d'exploitation d'une situation de crise. Après une lente progression de 50 membres en 1921 à 1 000 membres en 1925, le parti communiste chinois (PCC) s'associa avec le Guomindang en 1926, et ses effectifs grimpèrent soudainement à 59 000. L'expansion fut facilitée par l'état d'anarchie qui régnait en Chine et par la popularité du combat mené par le Guomindang contre les seigneurs de guerre et les impérialistes.

Les deux partis se séparèrent en 1927, et le PCC s'engagea dans une rébellion à visage découvert. Instantanément, ses effectifs chutèrent jusqu'à 10 000. L'une des factions, à laquelle appartenait Mao Zedong, trouva refuge dans la région de

Kiangsi-Hunan, tandis que d'autres s'éparpillèrent dans différentes directions. Ils se lancèrent progressivement dans une guérilla et, bien qu'ils aient commis au départ l'erreur d'attaquer des villes bien défendues, ils réussirent à développer leurs forces militaires. Leurs effectifs montèrent à 300 000 en 1934. À cette date, le Guomindang avait réussi à s'imposer comme gouvernement central de la Chine, et seuls les communistes représentaient une menace pour son autorité. Le Guomindang, disposant de forces puissantes, tenta donc énergiquement de mettre fin à la rébellion. Après plusieurs offensives infructueuses, les forces nationalistes exercèrent une telle pression que le PCC se retrouva au bord du gouffre.

Pour échapper à la destruction, les communistes lancèrent leur *Longue Marche*, depuis Kiangsi jusqu'à une région éloignée dans le nord du Shensi. En 1937, après la *Longue Marche*, les effectifs étaient tombés à 40 000. Tchang Kaï-chek préparait une nouvelle grande offensive pour en finir avec les Rouges lorsque ceux-ci furent sauvés par l'éclatement d'une nouvelle crise : l'agression japonaise contre la Chine. Lors du V-J day[1], les effectifs du parti se montaient à 1 200 000 ; ils contrôlaient une région de 500 000 km² et une population de 95 millions d'habitants. Leur armée comptait 900 000 hommes et leurs milices 2 400 000. Les communistes étaient devenus invulnérables.

1. Victory in Japan day, le 15 août 1945.

La doctrine de la frontière

Tout pays est, pour des raisons administratives ou militaires, divisé en provinces, cantons, districts, zones, etc. Les zones de frontière constituent une source permanente de faiblesse pour le régime loyaliste quelles que soient ses structures administratives, et cette faiblesse est généralement exploitée par l'insurgé, particulièrement dans les premiers temps de l'insurrection. En se mouvant de part et d'autre de la frontière, l'insurgé réussit souvent à échapper à la pression ou, au minimum, à entraver les actions de son adversaire.

Ce n'est pas par hasard que les territoires dominés par les communistes chinois incluaient la région frontière du Shensi-Kansu-Ningsia, la région militaire du Shansi-Chahar-Hopei, la région militaire du Hopei-Shantung-Honan, et la région militaire du Shansi-Hopei-Honan. Opérer le long des frontières faisait partie intégrante de leur doctrine.

LES CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES

Le rôle de la géographie, qui est important dans une guerre ordinaire, peut être déterminant dans une guerre révolutionnaire. Si l'insurgé ne peut pas tirer avantage de la géographie pour compenser partiellement sa faiblesse de départ, il est sans doute condamné à l'échec. Ce qui suit est une description succincte des effets de divers aspects du terrain sur les opérations.

1. *Situation*. Un pays isolé par des frontières naturelles (mer, désert, chaîne de montagnes infranchissables) ou accolé à d'autres pays opposés à l'insurrection est un terrain favorable pour les loyalistes.

2. *Taille*. Plus un pays est grand, plus il est difficile pour son gouvernement de le contrôler. La taille d'un pays peut affaiblir même le plus autoritaire des régimes ; les difficultés actuelles des Chinois au Tibet l'attestent.

3. *Configuration*. Un territoire facile à compartimenter gêne l'insurgé. Ainsi, les forces loyalistes grecques n'eurent aucune difficulté à nettoyer la péninsule du Péloponnèse. Si le pays est un archipel, l'insurrection peut difficilement s'étendre, comme on l'a vu dans le cas des Philippines. Le gouvernement indonésien, qui ne peut pas être qualifié de régime fort, a cependant réussi à écraser des rébellions aux îles Moluques, à Amboina et ailleurs.

4. *Les frontières internationales*. La longueur des frontières, particulièrement si les pays voisins sont sympathisants de l'insurrection, comme ce fut le cas en Grèce, en Indochine, et en Algérie, favorise l'insurrection. Une proportion importante de rivages par rapport aux frontières intérieures favorise les loyalistes, car il est facile de contrôler le trafic maritime avec un arsenal de moyens techniques limité que les loyalistes possèdent ou qui lui sont généralement accessibles. Il était par exemple moins coûteux en ressources financières et humaines d'interdire les trafics le long de la côte d'Algérie que de le faire le

long des frontières tunisiennes et marocaines, où l'armée française dut construire et entretenir une clôture artificielle.

5. *Le terrain.* Un terrain rugueux et difficile (montagnes, marais, végétation impénétrable) favorise l'insurrection. Les collines du Kiangsi, les montagnes de Grèce, la Sierra Maestra, les marais de la Plaine des Joncs en Cochinchine, les rizières du Tonkin et la jungle de Malaisie ont donné chaque fois un fort avantage aux insurgés. De même, les communistes chinois ont pu retarder l'avancée nationaliste en Mandchourie dans les périodes où les champs étaient recouverts de kaolin.

À l'opposé, le FLN n'a jamais réussi à opérer de façon durable dans les vastes espaces du Sahara, les forces françaises gardant le contrôle des oasis et détectant tout mouvement et toute trace sur le sable à l'aide de la surveillance aérienne.

6. *Le climat.* Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les climats difficiles avantagent les forces loyalistes, qui disposent généralement de meilleures installations opérationnelles et logistiques. C'est particulièrement vrai si les soldats loyalistes sont des indigènes, accoutumés aux rigueurs du climat. La saison des pluies en Indochine a plus perturbé le Vietminh que les Français. Lors des périodes d'hiver en Algérie, l'activité du FLN était réduite à rien ou presque. Pour la guérilla, qui évolue constamment en terrain ouvert, le stockage des armes et des munitions dans de bonnes conditions est un casse-tête perpétuel.

7. *La population.* La taille de la population influe sur la guerre révolutionnaire au même titre que la taille du pays : plus il y a d'habitants, plus il est difficile de les contrôler. Néanmoins, ce facteur peut être compensé par la façon dont la population est répartie sur le territoire. Plus elle est dispersée, mieux c'est pour l'insurgé ; c'est la raison pour laquelle en Malaisie, en Algérie et au Sud Vietnam aujourd'hui, les forces loyalistes se sont efforcées de regrouper les populations pour en limiter la dispersion (ce fut également le cas au Cambodge entre 1950 et 1952).

Par ailleurs, une forte proportion de population rurale favorise les insurgés ; l'OAS, par exemple, fut gênée de ne pouvoir s'appuyer que sur la population européenne concentrée dans les villes, particulièrement à Alger et Oran. Le contrôle d'une ville, qui se limite souvent à celui des approvisionnements, requiert moins d'effectifs que le contrôle d'une même population éparpillée dans la campagne (à l'exception du cas du soulèvement de masse en ville, phénomène le plus souvent éphémère).

8. *L'économie.* Le niveau de développement et de sophistication de l'économie peut travailler pour les deux camps. Un pays très développé est très vulnérable à une campagne de terrorisme courte et intense. Mais si cette campagne se prolonge, les dégâts peuvent être tels que la population ne puisse plus les supporter et se retourne contre l'insurgé, même quand elle lui était favorable initialement.

Un pays sous-développé est moins vulnérable au terrorisme mais bien plus à la guérilla, notamment parce que les loyalistes ne disposent pas d'un bon réseau de transport et de communication et parce que la population est plus autarcique.

En résumé, la situation idéale pour l'insurgé serait un grand pays situé à l'intérieur des terres, en forme d'étoile aux pointes émoussées, avec des montagnes couvertes de jungle le long des frontières et quelques marais dans les plaines, dans une zone tempérée, avec une population importante, majoritairement rurale et dispersée, et une économie primitive (figure 1). Le loyaliste préférerait une petite île en forme d'étoile aux pointes aiguisées, avec quelques villes situées à égale distance les unes des autres, séparées par un désert, dans un climat tropical ou arctique, avec une économie industrielle (figure 2).

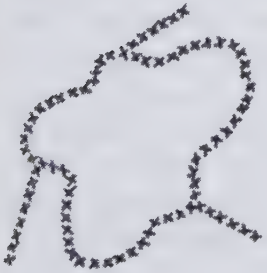


Figure 1

Figure 2

Soutiens extérieurs

Les soutiens extérieurs d'une insurrection peuvent prendre la forme de :

1) *soutiens moraux*, desquels l'insurgé bénéficie sans effort de sa part, sa cause allant « dans le sens de l'histoire ». Ainsi, dans le conflit actuel entre les Angolais et le gouvernement portugais, les premiers jouissent d'un soutien moral considérable, alors que le second est isolé. Ces soutiens moraux se mesurent dans l'opinion publique et dans l'attitude des médias. La propagande est le principal instrument du soutien moral ; elle peut être utilisée pour retourner l'opinion publique lorsqu'elle est défavorable, ou pour renforcer la sympathie du public lorsqu'elle existe ;

2) *soutiens politiques*, sous la forme de pressions exercées directement sur le gouvernement loyaliste ou indirectement par l'action diplomatique dans des forums internationaux. En reprenant l'exemple de l'Angola, on peut observer que beaucoup d'États africains ont rompu leurs relations diplomatiques avec Lisbonne et reconnu le gouvernement provisoire angolais ; ils ont également réussi à faire expulser le Portugal de différentes organisations internationales comme l'Organisation Internationale du Travail ;

3) *soutiens techniques*, sous la forme de conseils aux insurgés pour l'organisation de leur mou-

vement et la conduite de leurs opérations politiques et militaires. La similarité entre les méthodes du Vietminh et celles des communistes chinois, par exemple, n'a rien d'accidentel ;

4) *soutiens financiers*, au grand jour ou de façon cachée. Une grande partie du budget du FLN était constituée de dons de la Ligue arabe. Plus discrètement, la Chine communiste faisait parvenir du thé aux agents du FLN établis au Maroc ; le thé était ensuite vendu et les profits alloués à la lutte armée ;

5) *soutiens militaires*, soit par l'appui direct des insurgés au combat, soit par la fourniture d'installations d'entraînement et d'équipements.

Aucun soutien extérieur n'est absolument nécessaire au début d'une insurrection, même s'il constitue toujours une aide.

En particulier, les soutiens militaires, à l'exception de l'appui direct, ne sont d'aucune utilité pour l'insurgé avant que ses propres forces n'aient atteint un certain niveau de développement. La phase initiale d'une insurrection, qu'elle prenne la forme d'une vague de terrorisme ou d'un combat de guérilla, est peu consommatrice en équipements, armes, munitions et explosifs. Toutes ces ressources peuvent généralement être trouvées sur place ou importées par contrebande.

Toutefois, quand vient le temps pour l'insurgé de passer de la guérilla à une forme plus élaborée d'opérations et de constituer une armée régulière, ses besoins sont plus nombreux et variés. S'il ne peut pas dérober ces moyens aux loyalistes, il doit pouvoir se les procurer à l'extérieur. C'est la condition sine qua non pour la constitution de son armée.

Les communistes chinois ne reçurent que peu ou pas de soutien de l'étranger avant l'occupation de la Mandchourie par l'armée soviétique. À la fin de la guerre, les armes et les équipements de l'armée japonaise du Kwantung furent remis à l'armée populaire de libération, arrivée en Mandchourie forte d'une centaine de milliers de soldats, depuis Jehol et Shantung. Les communistes de Mandchourie se retrouvèrent soudainement en mesure de mener des opérations de grande ampleur en autonomie totale, et la nature du combat dans cette région se démarqua dès lors nettement de celle des opérations au sud de la Grande Muraille. L'apport soudain constitué par les stocks de l'armée japonaise ne doit pas être considéré comme l'élément décisif de cette guerre, puisque les forces communistes restées en Chine, qui ne reçurent que très peu de moyens de Mandchourie, réussirent à s'armer avec l'équipement confisqué aux nationalistes ; mais la défaite des meilleures troupes nationalistes en fut certainement accélérée. Les communistes se félicitaient même que leurs dépôts de commissariat et d'intendance soient installés si près du front, et « gardés par les nationalistes ». Leur slogan « *soutenir la guerre par la guerre* » n'était pas vide de sens.

Le début de l'afflux de l'aide de la Chine communiste au Vietminh, en 1950, constitue à l'évidence le tournant de la guerre d'Indochine. Jusque-là, les Viets avaient été impuissants à faire croître leurs effectifs et à soutenir des opérations à grande échelle, non par manque de troupes disponibles (il existait plus de recrues potentielles qu'ils n'en pouvaient absorber) mais parce que leurs arsenaux ne pouvaient suffire et qu'ils ne parvenaient pas à s'emparer de grandes quantités d'équipements français. Même si le Vietminh avait pu mener une guerre longue, et donc empêcher les Français de retirer le moindre bénéfice de leur occupation prolongée du pays, il n'aurait jamais réussi à lever une armée régulière puissante sans l'aide chinoise. En septembre 1950, 20 000 hommes des forces vietminh avaient déjà été équipés de mitrailleuses, de mortiers lourds et d'armes antiaériennes. Le haut commandement vietminh avait réussi à constituer une division lourde, la 351. En 1951, d'après les estimations françaises, le soutien fourni par les Chinois se montait à 18 000 fusils, 1 200 mitrailleuses, de 150 à 200 mortiers lourds, et environ 50 canons sans recul[1].

En Malaisie et aux Philippines, les insurrections ne sont jamais parvenues à s'étendre faute de soutien militaire extérieur.

En Grèce, les insurgés communistes recevaient un soutien des pays satellites, mais la rupture entre Tito et Staline a tari ces flux au moment où les insurgés,

1. Bernard Fall, *Le Vietminh*, Paris, librairie Armand Colin, 1960, p. 195.

qui venaient de se lancer dans la constitution de forces régulières, en auraient eu le plus grand besoin.

En Algérie, le blocus naval français et la fermeture des frontières empêchaient toute arrivée de soutien depuis la Tunisie et le Maroc, où d'importants stocks avaient été accumulés par les rebelles. L'insurrection ne pouvait donc plus s'étendre. La situation des forces du FLN après 1959 devint si critique que la plupart de leurs armes automatiques furent enterrées par manque de munitions.

Le conflit Est-Ouest qui s'étend aujourd'hui à la planète entière ne peut pas manquer d'influencer toute nouvelle insurrection. Ainsi, une insurrection communiste est à peu près certaine de recevoir un soutien automatique du bloc communiste. Ce soutien peut même être apporté à des insurgés non communistes dès lors, bien sûr, que leurs adversaires sont des « impérialistes » ou des alliés de l'« impérialisme ».

Toutefois, l'influence du conflit Est-Ouest précipite parfois l'éclatement d'une insurrection, et ce n'est pas toujours une bonne chose pour les insurgés comme nous l'avons vu dans le cas les mouvements communistes asiatiques après le meeting de Calcutta en 1948. D'autres fois, cette influence peut s'exercer comme un frein à ces mouvements s'ils ne cadrent pas dans la politique globale du bloc communiste. Bien qu'il soit difficile de le prouver, on peut présumer fortement que l'attitude étonnamment pacifique du parti communiste indonésien aujourd'hui puisse

être attribuée à une sorte de veto de Moscou et (ou) de Pékin, alors que ce mouvement est aujourd'hui suffisamment puissant pour se lancer dans la lutte armée.

Si les soutiens extérieurs sont trop faciles à obtenir, ils peuvent compromettre l'autonomie des mouvements d'insurrection. C'est en partie pour cette raison que les insurrections communistes en Asie se sont toujours efforcées de ne compter que sur leurs propres moyens. La résolution de la première session du comité central du parti Lao Dong (communiste) vietnamien en 1951 le rappelait à ses membres : « notre guerre de résistance est un combat long et dur, (...) nous devons d'abord compter sur nos propres forces ».

En conclusion, les conditions de la réussite d'une insurrection sont : premièrement une cause efficace, deuxièmement l'existence de failles dans la police et l'administration du régime loyaliste, troisièmement un environnement géographique favorable et quatrièmement un soutien extérieur à mi-vie et dans les derniers temps de l'insurrection. Cette dernière condition, qui est le plus souvent facultative, peut dans certains cas s'avérer obligatoire.

CHAPITRE 3

DOCTRINE DE L'INSURGÉ

DEUX MODÈLES DE STRATÉGIE D'INSURRECTION

PUISQUE la contre-insurrection n'existe qu'en réaction à une insurrection, les problèmes stratégiques qui se posent au loyaliste ne peuvent se comprendre qu'une fois connue la doctrine de l'insurgé. Nous allons tenter de la résumer dans ce chapitre.

L'histoire des guerres révolutionnaires passées a permis d'identifier deux modèles principaux de stratégie d'insurrection.

Le premier est essentiellement basé sur l'expérience des communistes chinois. Il a été édicté par Liu Shao-ch'i comme canevas de révolution à adopter dans les pays coloniaux et semi-coloniaux :

« La route qui a mené le peuple chinois à la victoire se résume aux principes suivants :

1) *la classe laborieuse doit s'unir avec les autres classes, partis politiques, organisations et individus désireux de s'opposer à l'oppression de l'impérialisme et de ses laquais, former un grand front uni à travers toute la Nation et mener un combat résolu ;*

2) *ce front doit être dirigé et construit autour de la classe laborieuse, qui est celle qui s'oppose à l'impérialisme de la façon la plus résolue, la plus courageuse et la plus désintéressée, et autour de son parti, le parti communiste, ce dernier étant placé à son centre. Il ne doit pas être abandonné au leadership de la bourgeoisie nationaliste, coutumière de retournements et de compromis, ni à la petite bourgeoisie et à ses partis ;*

3) *dans le but de permettre à la classe laborieuse et à son parti, le parti communiste, de devenir le ferment d'unité de toutes les forces du pays contre l'impérialisme et de mener efficacement le front uni à la victoire, il est nécessaire, au prix de grands efforts, de former un parti communiste qui soit solidement armé de la théorie du marxisme-léninisme, qui comprenne la stratégie et la tactique, pratique l'autocritique et la stricte discipline, et qui soit profondément ancré dans les masses ;*

4) *il est nécessaire de former, là où c'est possible et lorsque c'est possible, une armée nationale qui soit menée par le parti communiste et qui soit puissante et capable de combattre ses*

ennemis. Il faut établir des bases sur lesquelles l'armée de libération puisse s'appuyer pour ses activités et coordonner la résistance des masses dans les zones contrôlées par l'ennemi avec le reste de la lutte armée. La lutte armée est la principale forme de combat dans les mouvements de libération nationale des colonies et des semi-colonies.

Ce sont ces règles générales qui ont été suivies et mises en pratique en Chine par le peuple chinois sur sa route vers la victoire. Ce sont les règles de Mao Zedong. Elles peuvent servir de référence pour permettre l'émancipation des peuples d'autres pays coloniaux et semi-coloniaux là où des conditions similaires existent[1]. »

Le second modèle, qui est une variante du premier, a été adopté dans plusieurs insurrections nationales.

Ces modèles vont être décrits dans ce qui suit. Il est important de garder à l'esprit qu'ils ne constituent que des théories construites par généralisation de phénomènes observés. Bien qu'ils s'appliquent substantiellement aux conflits en cours, certains exemples spécifiques peuvent les en éloigner quelque peu.

---

1. Discours à la conférence de l'organisation commerciale des pays asiatiques et australiens, Pékin, novembre 1949. Les pays coloniaux et ses semi-coloniaux comprennent toute l'Asie (à l'exception des États communistes), toute l'Afrique, et toute l'Amérique latine (voir cartes p. 207 et 208).

LE MODÈLE ORTHODOXE (COMMUNISTE)

Pour les communistes, la révolution ne consiste pas simplement à renverser l'ordre existant, mais aussi à mener une transformation complète du pays, pour y implanter une société collectiviste.

- ***Première étape : la création d'un parti***

Le principal instrument du processus insurrectionnel est un parti politique, et la première chose à faire pour l'insurgé est de le créer.

Par définition, ce parti doit être celui du prolétariat, mais comme la classe prolétarienne est limitée ou inexistante dans les pays coloniaux et semi coloniaux, la classe des paysans pauvres doit lui être adjointe. L'adhésion des paysans devient même une condition *sine qua non* lorsque le combat armé doit être mené dans des zones rurales. Les meneurs de l'insurrection ne pouvant être recrutés dans le prolétariat, ils doivent être choisis parmi les intellectuels et particulièrement les étudiants, qui allient l'intelligence à la fougue.

L'intensité et les vicissitudes des longs combats à venir imposent au parti d'être fort, discipliné et éprouvé. Le parti ne doit pas être une organisation décentralisée, qui pourrait voler en éclats au premier changement de ligne politique ou céder devant la réaction des loyalistes. De plus, le parti ne doit pas se désintégrer au lendemain de la victoire, lorsque les réformes communistes sont sur le point de débuter et

lorsque les alliés d'hier deviennent des ennemis. Il doit être et rester un parti d'élite.

Il est possible de préserver sa cohésion en imposant à ses membres d'accepter deux règles essentielles pour son fonctionnement : le centralisme démocratique et la pratique de la critique et de l'autocritique. Il faut de plus que les candidats à l'adhésion soient sélectionnés essentiellement sur leur classe sociale d'appartenance. Il faut enfin que ceux qui parrainent des candidats au recrutement soient tenus responsables du comportement présent et à venir de leurs filleuls.

La pureté du parti est préservée par des purges régulières et systématiques dans le cadre des « *combats internes* », présentés par Liu Shao-ch'i comme une heureuse nécessité. Ceux qui dévient de l'orthodoxie sont remis dans l'axe par des méthodes conciliatoires ou expulsés s'ils ne confessent pas leurs erreurs.

En prévision de ses futures opérations, le parti doit pouvoir disposer de deux organisations, l'une visible et l'autre clandestine. Cette dernière est destinée à la fois à des opérations défensives dans le cas où le loyaliste décide de supprimer le parti, et à des opérations offensives de subversion ou de combats de masse dans les zones ennemies une fois que le parti est entré en rébellion ouverte.

On ne peut nier que la phase de création et d'expansion d'un tel parti est au mieux lente et pénible. Dans le cas du parti communiste chinois, cinq

années se sont écoulées entre la réunion de ses douze fondateurs à Shanghai le 1er juillet 1921 et le jour où il a atteint 1 000 adhérents. La construction d'un parti puissant et fiable est à coup sûr la phase la plus difficile de l'insurrection. S'il en était autrement, le monde dans lequel nous vivons serait sans doute déjà totalement sous l'emprise des communistes au vu de l'organisation, de l'expérience, des efforts, et des ressources financières que l'Internationale Communiste a consacrées à ce but. Des erreurs dans la gestion, l'inertie humaine, des circonstances indépendantes de la volonté des insurgés et la malchance ont constitué les obstacles considérables et récurrents qui ont empêché cela.

Il faut aussi noter que cette première étape de l'insurrection peut s'accomplir par des moyens totalement légaux et pacifiques, du moins dans les pays où une opposition politique est tolérée.

- ***Deuxième étape : un front uni***

Un tel parti est par définition minoritaire. Il ne peut pas renverser le pouvoir en place par ses propres moyens. Et donc la deuxième étape, qui peut parfaitement être lancée avant la fin de la première, consiste à réaliser un maximum d'alliances autour du parti.

Cela pose plusieurs problèmes :

– un large front uni inclut nécessairement des alliés moins fiables que d'autres, que l'on ne doit pas laisser compromettre le projet initial

des insurgés. La solution est la tactique du «saucissonnage » : une fois le parti bien établi au pouvoir, les alliés inutiles seront rejetés un à un ;

- l'identité du parti risque de se dissoudre. De façon à réduire ce risque, le parti devra toujours garder un statut de « bloc indépendant » dans les coalitions auxquelles il sera amené à prendre part. Il pourra faire alliance avec d'autres partis, mais il ne pourra jamais fusionner avec eux. Il ne pourra pas non plus les absorber ; les entités qui lui seront favorables mais sur lesquelles il ne pourra pas compter totalement devront former un groupe identifié au sein de l'organisation ;

- à chaque étape du conflit, le projet politique affiché par le parti devra comprendre des propositions séduisantes pour chacun des mouvements alliés et exclure toutes celles qui pourraient être inacceptables par l'un d'entre eux. Le vrai projet du parti pour l'après-victoire devra donc être tenu secret ; seuls les plus hauts dirigeants devront le connaître. Si les militants sont disciplinés, ils accepteront un programme officiel imposé à des fins tactiques. Lorsque l'on interrogeait les communistes chinois sur leur programme futur, ils répondaient en toute bonne foi que la Chine n'était pas mûre pour des réformes communistes et qu'une longue période de transition serait

nécessaire. La « période de transition » a duré en fait moins de deux ans (1949-1951).

Au cours de cette deuxième étape, l'appareil clandestin du parti se lancera dans une action subversive dirigée contre trois objectifs majeurs :

- les loyalistes, pour prévenir et saboter une réaction éventuelle ;
- les alliés, pour canaliser leur activité dans la direction choisie par le parti et empêcher toute fissure dans l'unité du front ;
- les masses, pour les préparer au combat politique contre les loyalistes.

Tout cela se fait par infiltration, noyautage, agitation et propagande. Ce travail s'accompagne le plus souvent de la récolte de renseignements de qualité.

Lorsque le moment du combat armé approche, il devient particulièrement important de rallier la population dans les zones rurales choisies pour lancer les premières opérations militaires de l'insurgé. Un large ralliement de la population à la cause et une forte implantation du parti dans la zone sont des conditions essentielles au succès des premières opérations de guérilla, desquelles dépend beaucoup.

Les activités de l'insurgé au cours de cette deuxième étape restent généralement dans les limites de la légalité et de la non-violence. Elles ne constituent pas une rébellion ouverte ou un défi lancé aux loyalistes. Conservant l'initiative, l'insurgé peut à

tout moment ralentir ou battre en retraite si une réaction menace.

- ***Troisième étape : le combat de guérilla***

On peut imaginer que, dès l'étape précédente, l'insurgé se soit emparé du pouvoir par le simple effet de la subversion politique. Si tel n'est pas le cas, la suite logique des événements est un combat armé.

Pour les communistes chinois, le combat armé est non seulement nécessaire mais indispensable, et la victoire doit être conquise par la force. La « libération » ne doit pas être accordée ou obtenue par compromis.

Leurs arguments sont que :

- une guerre révolutionnaire locale n'est qu'un élément du combat mondial contre le capitalisme et l'impérialisme. Une victoire militaire contre un ennemi local représente en fait une victoire sur l'ennemi global et contribue à sa défaite finale ;
- lorsqu'un insurgé prend le pouvoir à l'issue d'un combat armé, sa victoire est complète et son autorité est absolue. La guerre a polarisé la population, séparant les amis des ennemis, ce qui facilite la mise en place du régime communiste après la victoire ;
- le parti se fortifie dans le combat armé. Il acquiert de l'expérience, guérit une fois pour toutes de ses maladies infantiles, élimine les

maillons faibles et permet aux meilleurs, aux vrais chefs, de se distinguer.

La conclusion logique est que l'insurgé doit vaincre avant tout par ses propres forces ; si le parti est porté au pouvoir par une intervention extérieure, ses faiblesses internes le rongeront durant de nombreuses années.

Le parti prend le pouvoir avec un appareil militaire fiable et éprouvé, qui sera sa garantie dans les bouleversements politiques à venir.

Ainsi donc, que ce soit en raison de l'impossibilité de vaincre autrement ou parce qu'il a foi dans la lutte armée, l'insurgé accepte la confrontation. La décision de l'affrontement lui appartenant[1], il choisit le moment où les conditions lui semblent réunies : lorsque, dans le pays, le gouvernement est affaibli par une crise ou que ses entreprises de subversion commencent à produire des résultats, que l'opinion publique est divisée et que le parti est établi dans des zones rurales. Lorsque, par ailleurs, l'intervention directe de pays étrangers au profit des loyalistes est improbable, et qu'il peut compter sur une aide morale et un soutien politique immédiat, voire sur une aide militaire plus tard si nécessaire.

L'affirmation progressive de la puissance militaire de l'insurgé constitue le but de cette troisième étape.

---

1. Avec les réserves précédemment exprimées : une insurrection communiste peut être ordonnée par l'Internationale Communiste pour accélérer ou pour ralentir sa propre action.

La guérilla est le seul mode d'action envisageable. À ce stade, l'objectif premier est la survie des forces d'insurrection ; l'objectif à long terme est la conquête de zones dans lesquelles un gouvernement et une administration insurgés seront établis, les ressources (notamment humaines) exploitées, et des forces régulières créées. Pour Mao Zedong, le combat de guérilla sans base arrière n'est rien d'autre que du banditisme itinérant : incapable de maintenir des liens avec la population, il ne peut pas proliférer et se condamne à la défaite. Objectivement, il n'y a aucune différence entre le banditisme ordinaire rencontré dans tous les pays et les premiers temps d'une guérilla.

Seule la complicité de la population rend possible la survie et le développement des guérillas. Elle est la clé du combat de guérilla et même de l'insurrection : cela a été exprimé dans la formule du *poisson nageant dans l'eau*. Cette complicité ne doit pas être confondue avec la sympathie que la population peut éprouver pour l'insurrection : la complicité est active, tandis que la sympathie est passive.

Le fait que la cause de l'insurgé soit populaire est insuffisant pour s'assurer de la complicité de la population. L'implication de la population dans le conflit s'obtient avant tout par l'action d'une organisation politique (le parti) vivant en son sein, s'appuyant sur la force armée (les bandes de guérilla) et sur certains éléments actifs de la communauté, éliminant les ennemis déclarés et dissuadant les ennemis potentiels.

La persuasion rallie une minorité de supporters (ils sont indispensables), mais la force fait plier les autres. Il existe, bien sûr, une limite pratique (sinon éthique) à l'usage de la force ; la règle d'or est de ne jamais s'aliéner plus de monde à la fois que l'on ne peut en contrôler.

La qualité des liens entre les forces armées de l'insurrection et les masses est aussi importante que celle des liens entre l'organisation politique et la population. Les commissaires politiques ont pour rôle de s'assurer que ces liens sont maintenus et que l'armée ne devient jamais une rivale du parti. Une embuscade contre une patrouille loyaliste peut être considérée comme un succès militaire, mais si elle ne permet le ralliement d'aucun village et ne « mouille » pas la population contre les loyalistes, ce n'est pas une victoire car elle ne favorise pas la croissance du mouvement. En d'autres mots, l'attrition de l'ennemi est un effet secondaire du combat de guérilla mais ne représente pas son but essentiel.

Les insurgés doivent opérer avant tout dans les zones que les loyalistes peuvent difficilement contrôler et où les bandes de guérillas peuvent donc survivre et se développer. Les critères à prendre en compte dans la sélection des premières zones d'opération sont :

- le niveau d'implantation de l'organisation insurgée dans la population, atteint au cours des étapes précédentes ;

- l'éloignement entre ces zones et le centre du pouvoir loyaliste ;
- leur inaccessibilité en raison du terrain et de l'état des communications ;
- leur étalement de chaque côté de frontières administratives, qui rend plus difficile la coordination de la réaction par le loyaliste.

Plus tard, le succès appelant le succès, le premier de ces critères devient moins important, et le combat de guérilla peut-être exporté vers d'autres régions en y injectant des équipes de guérilla et des responsables politiques, même si le parti n'y a pas été bien implanté. Cela souligne l'importance des premiers succès.

Les ressources en armes ne représentent pas un problème à ce stade : les besoins de l'insurgé sont limités. Les armes (pistolets, fusils, carabines) sont généralement disponibles ou importées par contrebande. Des engins de fortune (grenades, mines, et même mortiers) peuvent être fabriqués, et des équipements peuvent être capturés chez l'ennemi.

La démoralisation des forces ennemies est une tâche d'importance. La façon la plus efficace d'y parvenir est d'employer une politique d'indulgence vis-à-vis des prisonniers. Ceux-ci doivent être bien traités et ils doivent avoir la possibilité de choisir entre rejoindre le mouvement ou être libéré, même si cela implique qu'ils vont retourner du côté des loyalistes. Malgré ses inconvénients dans les premiers temps, c'est la méthode qui paye le plus à long terme.

Durant un voyage en Chine orientale en avril 1947, l'auteur de ces lignes a été capturé par des forces communistes commandées par le général Ch'en Keng à Hsinkiang, ville de la province du Shansi. Il fut traité en prisonnier le premier matin, placé sous surveillance le reste de la journée, puis considéré « hôte d'honneur » durant le reste de sa semaine de séjour involontaire, mais hautement intéressant, au sein de l'Armée de Libération Populaire. Au cours de cette semaine, différents cadres militaires et politiques entreprirent de lui exposer leur politique, leur stratégie et leurs tactiques. Un commissaire politique expliqua l'approche communiste pour le traitement des prisonniers du Guomindang. On leur laissait le choix entre rejoindre l'armée communiste, s'installer en territoire communiste où ils recevraient un lopin de terre à cultiver, retourner chez eux ou retourner dans l'armée nationaliste. Quelques jours plus tard, l'auteur visita un camp de prisonniers où les communistes gardaient un groupe de 200 jeunes officiers nationalistes qui venaient d'être capturés. Alors qu'un commissaire politique s'adressait à un groupe de prisonniers, l'auteur demanda en chinois à un autre groupe si quelqu'un parmi eux avait déjà été capturé par les communistes. Trois officiers nationalistes reconnurent qu'il s'agissait de leur seconde capture.

Ce même mois, un confrère de l'auteur visita un camp à Hsunchow, en Chine centrale, où les nationalistes gardaient 5 000 prisonniers communistes.

« – Où ont-ils été pris ?, demanda-t-il au général nationaliste commandant le camp.

– De vous à moi, il n'y a pas plus de dix vrais soldats communistes parmi ces prisonniers.

– Mais qui sont donc les autres ?

– Ce sont des soldats nationalistes capturés puis relâchés par les communistes. Nous ne voulons pas qu'ils contaminent notre armée. »

Ainsi, les communistes avaient réussi l'exploit d'obliger des nationalistes à se méfier de leurs propres hommes ! Les communistes chinois avaient utilisé pour la première fois cette technique avec un succès inattendu sur des prisonniers japonais durant la guerre sino-japonaise. Dans les premiers temps après la guerre, plusieurs des hauts responsables communistes japonais étaient même des diplômés de « l'école chinoise pour prisonniers japonais ».

Le premier indicateur de l'influence chinoise sur le Vietminh fut observé en 1950, lorsque les Viets changèrent brusquement leur attitude vis-à-vis des prisonniers français. Au lieu de les massacrer comme par le passé, ils se mirent à leur laver le cerveau.

En plus des contraintes logistiques opérationnelles classiques, l'insurgé doit résoudre le problème qui découle de ce que nous avons cité comme l'un de ses atouts : la nature dispersée de ses opérations. L'insurgé doit aussi réconcilier la nécessité de diluer ses forces dans le pays avec celle de conserver une certaine unité d'action. La solution à ce problème est

simple : une doctrine commune, largement diffusée et bien acceptée par les troupes.

Le front uni de l'insurrection reste actif tout au long du conflit. La phase de conflit armé est l'occasion de le matérialiser. Néanmoins, il est difficile de faire entrer de nouveaux alliés dans les structures politiques et dans les unités de guérilla sans affaiblir l'insurrection. Il faut pour cela imposer aux alliés la supériorité du parti en matière d'organisation, de discipline, de doctrine, de politique et de leadership. Seul le parti doit diriger : les caciques des autres mouvements doivent être soit ralliés, soit neutralisés. Par ailleurs, seul le parti doit prospérer : les partis alliés ne doivent être autorisés qu'à stagner.

Quant aux tactiques militaires de la guérilla, elles sont trop connues pour que nous prenions la peine de les commenter dans ce résumé.

- ***Quatrième étape : la guerre de mouvement***

Le combat de guérilla ne suffit pas pour emporter la décision contre un ennemi déterminé. Des activités de guérilla, si peu onéreuses à mener mais si coûteuses à combattre, peuvent si elles se prolongent trop longtemps générer une crise dans le camp loyaliste, mais elles peuvent aussi bien aliéner la population et compromettre l'unité du front.

L'ennemi devant être combattu sur son propre terrain, une armée régulière insurgée doit donc être créée pour détruire les forces loyalistes.

Cela pose un problème de tempo. Si elle est prématurée, la création de cette armée régulière, qui sera nécessairement moins facile à dissimuler que les bandes de guérillas, pourra conduire au désastre. Elle ne doit donc pas être entreprise avant que des zones refuge n'aient été établies et que l'ennemi n'ait été dissuadé de les envahir trop fréquemment, et avant qu'une solution n'ait été trouvée au problème de l'armement.

Lorsque ces conditions sont remplies, les meilleures unités de guérillas peuvent être progressivement transformées en troupes régulières, en commençant par le niveau de la compagnie, puis du bataillon, et ainsi de suite jusqu'au niveau de la division ou même plus haut.

L'approvisionnement en armes constitue la plus importante des difficultés à ce stade. Le nombre et le type d'armes et d'équipements disponibles définissent la limite de l'expansion des forces régulières de l'insurgé. On ne peut pas compter uniquement sur la production réalisée dans les zones refuge, car les arsenaux sont des cibles trop statiques et faciles pour les loyalistes. Cela ne laisse que deux possibilités : *capturer ces équipements chez l'ennemi* ou *recevoir du soutien de l'étranger*.

La capture d'équipements chez l'ennemi doit être un fil rouge des opérations de l'insurgé. Celui-ci devra « faire son marché », en concevant et en exécutant des opérations permettant plus de gains que de

pertes[1]. Ces opérations impliquent la possibilité de réaliser rapidement un rapport de forces favorable aux insurgés contre des unités loyalistes isolées engagées en terrain ouvert (et non pas enterrées dans une tranchée). Elles constituent une *guerre de mouvement* dans laquelle l'insurgé peut profiter de sa souplesse, de sa supériorité en renseignement, et d'un réseau rustique mais efficace de bases logistiques à travers le pays, s'appuyant sur une population contrôlée. Pour conserver cette souplesse, le choix des armements lourds doit être écarté ; en raison du caractère limité des bases logistiques, les phases de combat doivent être brèves, et aucune attaque prolongée ne peut être entreprise. Pour conserver la supériorité en matière de renseignements, les opérations seront plutôt conduites dans des zones ou l'appareil politique de l'insurrection est bien établi et actif au sein de la population.

Si un soutien de l'étranger existe, les insurgés doivent s'assurer de disposer de bases sur ou à proximité de la frontière du pays concerné, au plus près des sources de ravitaillement.

Le manque d'endurance des unités de l'insurgé (leur faible assise logistique) interdit les opérations de défense ferme. Et même, les unités régulières sont si précieuses, particulièrement dans les premiers temps, que le gros de la défense des bases doit être confiée à d'autres forces insurrectionnelles : à la population et

1. Tenter de détruire trop et trop tôt fut l'erreur commise par le général Giap au Tonkin en 1951, lorsqu'il tenta d'imposer une défaite aux forces françaises commandées par le général de Lattre de Tassigny. Le résultat fut un échec cuisant pour les insurgés.

à ses milices ou aux unités de guérilla. De même, dans les opérations offensives, ces unités de deuxième plan doivent dégager les forces régulières des tâches de couverture et reconnaissance.

L'organisation territoriale de l'insurrection, qui découle de sa stratégie, est reflétée par la typologie des zones qu'elle établit :

- *les bases régulières*, qui sont les garnisons des troupes régulières (au repos, à l'entraînement, ou en cours d'organisation) avec une administration fonctionnant au grand jour et dirigeant l'économie, les impôts, la justice, l'enseignement et les services publics dans la région, à l'abri des intrusions ennemies sauf si les loyalistes mobilisent des forces dans d'autres régions du pays pour une campagne de grande ampleur ;
- *les bases de la guérilla,* comprenant quelques troupes régulières d'active en plus des autres, totalement contrôlées par l'insurrection, avec des organismes administratifs dédiés à des fonctions précises, de façon ouverte ou clandestine selon les circonstances. Ces bases sont sujettes à des intrusions plus fréquentes, mais l'ennemi est généralement incapable de s'y maintenir ;
- *les zones de guérilla,* dans lesquelles les forces loyalistes sont constamment aux prises avec celles de l'insurrection ;
- *les zones occupées,* sous le contrôle politique et militaire des loyalistes, dans lesquelles les

insurgés ne peuvent opérer que de façon clandestine.

L'objectif de l'insurgé est donc de transformer les zones occupées en zones de guérilla, les zones de guérilla en bases de guérilla, et ces dernières en bases régulières.

De façon à mobiliser la population pour un effort de guerre totale, chaque citoyen tombant sous le contrôle des insurgés doit être rattaché simultanément à deux organisations. L'une, *horizontale*, est une organisation géographique, par hameau, village, ou district ; l'autre, *verticale*, regroupe les habitants par catégorie, par âge, par sexe, par profession. Les cellules du parti se retrouvent à tous les niveaux de cette structure et en fournissent le ciment.

Une autre organisation permet de maintenir chacun dans l'axe : le service secret du parti, dont les membres demeurent inconnus des cadres locaux et ne répondent qu'au haut commandement, qui se retrouve ainsi en position de contrôler ceux qui administrent les masses. En 1947, lorsque l'auteur fut capturé par les communistes chinois à la chute d'Hsinkiang, dans la province du Shansi, il remarqua qu'une équipe de fonctionnaires communistes prit aussitôt la tête de l'administration de la ville, qui était le siège d'un *hsien* (comté). Ces officiels, lui dit-on, avaient été désignés de longue date pour cette tâche et avaient fonctionné comme un gouvernement de l'ombre au sein des unités de guérillas actives dans la région.

Je demandai alors au commissaire politique de l'armée du général Ch'en Keng :

« – Vos forces ne vont pas continuer à occuper Hsinkiang de façon permanente : que va-t-il arriver à vos fonctionnaires civils lorsque votre armée partira ?

– Ils partiront aussi, et reprendront leurs activités clandestines, répondit-il.

– N'avez-vous pas peur qu'ils perdent de leur efficacité maintenant qu'ils se sont dévoilés ?

– Nous avons des agents secrets dans cette ville qui ne se sont pas démasqués lorsque nous l'avons prise. Nous ne savons même pas qui ils sont. Ils seront toujours là lorsque nous partirons. »

L'expansion de l'insurrection soulève le problème de la multiplication du nombre de cadres politiques et militaires. Ceux-ci doivent être sélectionnés d'abord sur la base de leur loyauté et ensuite sur celle de leur réussite concrète sur le terrain. L'importance que les communistes accordent à la loyauté de leurs troupes peut être illustrée par l'anecdote suivante : en 1952, un commandant de régiment vietminh malmené par les troupes françaises dans le delta du fleuve Rouge demanda à bénéficier de troupes fraîches. La réponse du commandement vietminh fut : « Impossible de vous envoyer des troupes fraîches maintenant ; elles n'ont pas encore reçu la totalité de leur endoctrinement politique. »

Les officiers communistes, chinois comme vietminh, étaient le produit d'une sélection naturelle. Ils avaient montré leur fougue sur le terrain avant d'être sélectionnés pour de plus hautes responsabilités. Des

études théoriques de haut niveau à l'échelon supérieur complétaient leur formation. Actuellement, les officiers de l'armée du Sud Vietnam font pâle figure auprès de ces produits du système communiste: recrutés sur la base de leur niveau académique, ils sont généralement fils de petits bourgeois urbains. Ils sont tout aussi étrangers et perdus dans les rizières que l'étaient les officiers blancs, et ils y sont sans doute moins adaptables.

- ***Cinquième étape : la campagne d'annihilation***

La force de l'insurgé croissant à mesure que celle de son adversaire décroît, l'équilibre est atteint à un certain point.

Dans l'inventaire des atouts dont dispose l'insurgé à ce stade, on doit inclure outre la puissance de son outil militaire la solidité de sa structure politique, le degré de mobilisation de la population dans les zones qu'il contrôle, l'activité de subversion de ses agents clandestins dans les régions contrôlées par les loyalistes et enfin sa supériorité psychologique.

À partir de ce point, l'ampleur et l'échelle des opérations de l'insurgé vont croître de façon brutale. L'étape finale de l'insurrection consiste en une série d'offensives visant la destruction complète de l'ennemi.

À chaque étape du processus, l'insurgé pourra faire des propositions d'armistice, étant donné qu'il a plus à gagner par la négociation que par le combat.

LE MODÈLE BOURGEOIS NATIONALISTE : UN RACCOURCI

Le but que poursuit l'insurgé dans ce second modèle est en général limité à la prise du pouvoir ; les questions relatives à l'après-insurrection sont des préoccupations secondaires, mises de côté au départ. L'objectif immédiat et précis des fondateurs de l'insurrection, un groupe résolu mais nécessairement restreint d'hommes, ne disposant pas d'une large organisation sur laquelle s'appuyer, est d'établir rapidement un parti révolutionnaire.

- ***Première étape : le terrorisme aveugle***

Le but de cette étape est d'obtenir de la publicité pour le mouvement et pour sa cause et, en focalisant l'attention du public, d'attirer des supporters potentiels. Cette étape est matérialisée par des attaques terroristes aveugles : des attentats à la bombe, des incendies criminels, des assassinats, menés de façon aussi spectaculaire que possible, en vagues concentrées, coordonnées et synchronisées. Ce style d'opération requiert peu d'effectifs. D'après Mohamed Boudiaf, l'un des fondateurs du FLN, les nationalistes algériens qui prirent part aux actions terroristes de la « Toussaint rouge » n'étaient pas plus de 400 ou 500.

De même, le détournement d'un navire portugais par un opposant du Premier ministre Salazar et l'enlèvement d'un célèbre champion de course automobile par les hommes de Castro à La Havane

n'avaient pas d'autre but que de faire la une des journaux.

- ***Deuxième étape : le terrorisme sélectif***

Cette étape succède immédiatement à la première. Les buts poursuivis sont d'isoler le loyaliste des masses et d'obtenir la complicité passive de la population.

Ces buts sont atteints par l'assassinat, en différents lieux du pays, de certains des fonctionnaires de base qui travaillent de façon quotidienne avec la population, comme des policiers, des facteurs, des maires, des conseillers et des professeurs. Tuer des responsables loyalistes de haut rang serait inutile puisqu'ils sont trop éloignés de la population pour que leur mort serve d'exemple.

Les activistes de la première heure doivent aussi organiser des récoltes d'argent dans la population. Si l'argent récolté présente un intérêt propre pour le combat, cette opération a d'autres effets non négligeables. Le montant des sommes collectées fournit un indicateur permettant de jauger l'efficacité des agents de l'insurrection et de sélectionner parmi eux des futurs responsables. De plus, le processus implique la population et l'oblige à prouver son engagement révolutionnaire (« Si vous donnez de l'argent, vous êtes avec nous. Si vous refusez, vous êtes un traître »). Quelques-uns de ceux qui refusent de payer sont exécutés. Pour impliquer encore plus la population, des mots d'ordre simples sont diffusés, comme

« boycottez le tabac » ; certains des contrevenants pris à fumer sont exécutés. Ces assassinats n'ont de valeur que s'ils servent d'exemple ; par conséquent, ils ne doivent pas être commis en cachette. Les cadavres des victimes sont généralement retrouvés avec un message expliquant qu'elles ont été condamnées par un tribunal révolutionnaire et exécutées pour tel ou tel crime.

L'insurgé doit couper tous les liens entre la population, le loyaliste et ses alliés potentiels. Parmi ceux-là, les personnes (généralement les modérés) inclinant à chercher un compromis avec les insurgés devront servir de cible pour les attaques terroristes.

Quand tout cela est achevé, les conditions sont réunies pour permettre le lancement des opérations de guérilla et la mobilisation efficace de la population. À partir de ce point, si le gouvernement loyaliste n'est pas encore tombé, le modèle bourgeois nationaliste se confond avec le modèle orthodoxe.

Le modèle bourgeois nationaliste, inscrit dès le départ dans la violence et l'illégalité, dangereux pour l'insurgé à cause du possible effet boomerang du terrorisme, permet néanmoins de s'affranchir de plusieurs années d'un fastidieux travail d'organisation.

Par l'action terroriste, de petits groupes insurgés se sont ainsi retrouvés en quelques heures à la tête de mouvements révolutionnaires de grande ampleur ; certains ont même conquis leur victoire dans le même temps, sans qu'il ait été besoin d'aller plus loin. Toutefois, il y a un prix à payer à la fin à cause de

l'amertume générée par le terrorisme. Par ailleurs, le parti de l'insurrection, qui a le plus souvent été constitué à la hâte, peut facilement se désintégrer.

Vulnérabilité de l'insurgé dans le modèle orthodoxe

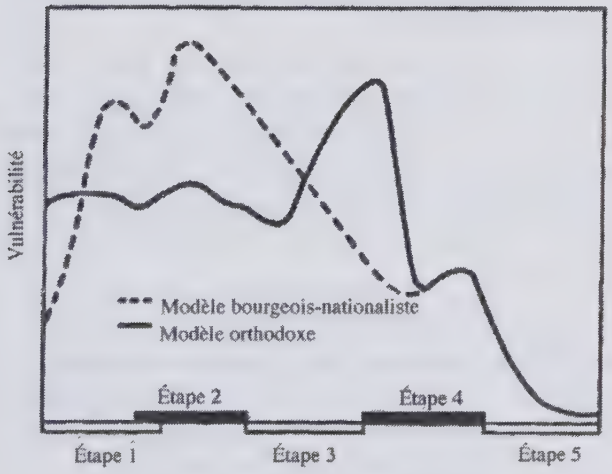
Dans le cas où l'insurgé choisit de suivre le modèle orthodoxe, il opère nécessairement dans un pays où l'opposition politique est tolérée. Durant les deux premières étapes – création d'un parti et organisation d'un front uni – sa vulnérabilité est directement proportionnelle à la tolérance dont fait preuve le loyaliste à son égard. Elle peut en conséquence être forte ou faible.

Tôt ou tard, le loyaliste réalise le danger insurrectionnel et commence à réagir. La vulnérabilité de l'insurgé augmente car il n'a pas encore acquis de puissance militaire et n'est donc pas en position de résister par la force. Si la réaction du loyaliste est suffisamment faible, l'insurgé survit à cette première épreuve, au cours de laquelle il a appris jusqu'où il pouvait aller. Sa vulnérabilité décroît à partir de ce point.

Si tout s'est bien passé, l'insurgé a donc, à ce stade, créé son parti et organisé un front uni. Il décide donc de lancer un combat de guérilla (étape 3). Sa puissance militaire est toujours nulle ou faible, alors que son adversaire peut concentrer l'ensemble de sa force contre lui. C'est donc à ce point que la vulnérabilité de l'insurgé augmente rapidement jusqu'à son plus haut degré et qu'il court le risque d'être détruit.

S'il survit, sa vulnérabilité retombe à nouveau jusqu'à ce qu'il commence à organiser une armée régulière (étape 4). Ses unités militaires, qui ne sont plus de petites unités mobiles de guérilla, offrent des cibles plus faciles aux forces conventionnelles loyalistes. La vulnérabilité augmente une nouvelle fois. Ce dernier obstacle franchi, l'insurgé n'est plus vulnérable.

Si la vulnérabilité pouvait être mesurée, elle pourrait être représentée graphiquement comme dans la figure 3.



Vulnérabilité de l'insurgé dans le modèle bourgeois nationaliste

Dans le cas où l'insurgé choisit le modèle bourgeois nationaliste, sa vulnérabilité est plus faible au

départ puisque son action est alors clandestine. Elle augmente rapidement à cause du danger inhérent au terrorisme, que les forces de police classiques peuvent parvenir à éradiquer si les actions n'ont pas été correctement planifiées et menées à une échelle suffisante. L'insurgé est également à la merci d'une censure prompte et sévère, puisque son premier besoin est alors la publicité de ses actions.

Toutefois, la surprise joue en sa faveur et il peut compter sur le fait que la réaction des loyalistes n'est jamais immédiate. Si l'insurgé réussit à survivre aux premiers jours de terrorisme aveugle, sa vulnérabilité décroît quelque peu.

Elle croît à nouveau peu de temps après car les loyalistes se mettent à mobiliser toutes leurs forces contre lui ; ses forces armées, en particulier, entrent en action bien plus tôt que dans le modèle orthodoxe. La vulnérabilité atteint un nouveau pic. Si l'insurrection survit, sa vulnérabilité diminue alors progressivement.

Lorsque l'insurrection atteint l'étape 3 (combat de guérilla) et se confond avec le modèle orthodoxe, elle est moins vulnérable que si l'insurgé avait choisi le modèle orthodoxe au départ, car elle a déjà tenu le choc de la réaction maximale des loyalistes.

CHAPITRE 4

CONTRE-INSURRECTION DANS LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE « FROIDE »

DU point de vue des loyalistes, une guerre révolutionnaire peut être divisée en deux périodes :

1) la guerre révolutionnaire « froide », durant laquelle l'activité de l'insurgé reste exclusivement non-violente et dans les limites de la légalité (comme dans les étapes 1 et 2 du modèle orthodoxe) ;
2) la guerre révolutionnaire « chaude », durant laquelle l'activité de l'insurgé devient ouvertement illégale et violente (comme dans les autres étapes du modèle orthodoxe et dans la totalité des étapes du modèle bourgeois nationaliste).

Comme nous l'avons vu précédemment, la transition entre la « paix » et la « guerre » peut, dans ce type de conflit, être floue et très progressive. Même lorsque l'insurgé suit le modèle bourgeois nationaliste, la violence est toujours précédée par une courte période d'agitation qui se confond parfois avec les premières étapes de la lutte armée.

En Algérie, par exemple, la police, l'administration et le gouvernement suspectaient que quelque chose se préparait durant l'été de 1954.

Pour articuler notre étude, nous choisirons comme ligne de rupture entre les deux périodes le moment à partir duquel les forces armées loyalistes reçoivent l'ordre d'entrer en action et nous suivrons l'ordre chronologique des opérations, en commençant par la guerre révolutionnaire « froide ».

Comme nous l'avons dit en introduction, cette première phase est caractérisée par le fait que l'insurgé opère principalement de façon légale, et seulement partiellement à la limite de la légalité lorsqu'il utilise les techniques de subversion. Il n'est pas sûr que l'insurgé soit démasqué avant de passer à la lutte armée ; s'il l'est, généralement seule la police et un petit groupe de membres du gouvernement réalisent ce qui se profile.

Le problème essentiel pour le loyaliste vient du fait que le danger réel de l'insurrection apparaîtra toujours bien faible au regard des exigences qu'impose une riposte adéquate dès ce stade. Le danger latent est immense, mais comment le faire sentir à

l'opinion sur la base de faits tangibles et objectifs ? Comment justifier les efforts et sacrifices nécessaires pour étouffer l'insurrection naissante ? L'insurgé, s'il maîtrise son rôle, compte précisément sur cette confusion et l'entretient en s'assurant que la transition de la paix à la guerre soit réellement très progressive.

Le cas de l'Algérie offre une excellente illustration de ce problème : même après l'éclatement de l'insurrection armée, le doute persistait encore sur la réalité de l'insurrection. Les rebelles algériens, cherchant avant tout la publicité, avaient choisi le 1er novembre 1954 comme jour *J*. Ils lancèrent soixante-dix actions distinctes disséminées à travers le pays (projections de bombes, assassinats, sabotages, harcèlements contre des postes militaires isolés), généralement sans résultat marquant. Ensuite, plus rien. Mohamed Boudiaf, l'un des principaux stratèges de l'insurrection, a même qualifié les résultats de ces opérations de « désastreux dans une grande partie de l'Algérie. Dans la région d'Oran, notamment, la répression fut extrêmement brutale et efficace... Il fut impossible pour moi durant les deux premiers mois d'établir ne serait-ce qu'une liaison entre le Rif (au Maroc espagnol) et la région d'Oran[1] ». Et néanmoins, cela n'a pas suffit pour provoquer la mobilisation des ressources françaises, la réorientation de l'économie et le passage à l'état

1. *Le Monde*, Paris, 2 novembre 1962.

d'urgence qui auraient été nécessaires pour combattre l'insurrection dès ce stade.

Dans cette phase, le loyaliste a le choix entre quatre modes d'actions différents (il peut aussi réaliser des combinaisons) :

1) il peut agir directement contre les dirigeants de l'insurrection ;
2) il peut agir indirectement sur les conditions propices à une insurrection ;
3) il peut infiltrer le mouvement d'insurrection et tenter de le rendre inopérant ;
4) il peut renforcer son appareil politique.

ACTION DIRECTE CONTRE LES DIRIGEANTS DE L'INSURRECTION

L'action directe consiste à priver l'insurgé de toute possibilité physique de renforcer son mouvement. À ce stade, le mouvement des insurgés n'a généralement pas d'assise dans la population; tout repose sur ses dirigeants. En arrêtant ou en restreignant la capacité de ces derniers à établir des contacts, en les faisant condamner en justice, en interdisant leurs organisations et leurs publications si nécessaire, le loyaliste peut encore tuer l'insurrection dans l'œuf.

Une telle méthode est bien sûr plus facile à appliquer dans un pays totalitaire que dans une démocratie. Deux situations peuvent se présenter. Soit le gouvernement loyaliste a déjà pris des mesu-

res conservatoires contre l'insurrection (même en l'absence de pression) assorties de pouvoirs spéciaux et de lois spéciales. Dans ce cas, le principal problème est d'agir sans fournir de publicité inutile à l'insurgé, ce qui est particulièrement important si la cause de l'insurgé est très populaire.

Si les loyalistes ne se sont pas donné par avance les moyens nécessaires, lancer des actions directes contre l'insurrection revient à ouvrir la boîte de Pandore. En effet, sur quelles bases justifier les arrestations ? Quelle limite tracer entre l'opposition politique classique et les tentatives de subversion, toujours difficiles à définir ? Tout insurgé arrêté peut compter de façon quasi systématique sur un soutien de la part des partis et des groupes d'oppositions légitimes. Présenté devant une cour de justice, il chicanera et exploitera toutes les failles du système légal. Pire encore, le procès peut lui servir de tribune pour défendre sa cause. Les organisations interdites réapparaissent sous d'autres appellations, et le gouvernement loyaliste peine souvent à prouver leurs liens avec les anciennes.

Le loyaliste sera inévitablement amené à réformer les procédures judiciaires du temps de paix, mais dans ce cas il doit le faire sous la pression de l'insurrection. On mesure la difficulté de cette tâche en se rappelant que les États-Unis mirent environ dix ans à prononcer l'interdiction du parti communiste, dont les théories n'étaient pourtant pas particulièrement susceptibles de séduire l'opinion publique (certains font observer, à raison, que ce délai aurait

été réduit si les communistes s'étaient montrés plus menaçants).

Puisque les changements législatifs sont lents, le loyaliste pourra être tenté de franchir une ligne rouge et d'agir en dehors des limites de la légalité. Il peut ainsi prononcer une série de mesures arbitraires contraignant l'ensemble du pays, mais cela ne fait généralement que renforcer l'opposition, ce qui bénéficie au final à l'insurrection.

On peut donc conclure de façon relativement certaine que l'approche directe fonctionne bien si :

1) la cause de l'insurgé est peu séduisante (mais nous avons estimé qu'aucun groupe d'insurgés avisé ne lancerait une insurrection sans disposer au préalable d'une cause séduisante) ;
2) le loyaliste a les moyens légaux d'agir ;
3) le loyaliste peut empêcher que l'insurgé bénéficie de publicité.

Action indirecte sur les conditions de l'insurrection

Nous avons vu au deuxième chapitre qu'une insurrection ne peut a priori pas se développer sans que deux pré requis essentiels soient remplis : l'insurgé doit posséder une cause et être avantagé au départ par des failles dans le régime loyaliste. Deux autres conditions, bien que non nécessaires, peuvent également favoriser l'insurrection : les facteurs géographiques, et le soutien extérieur. En agissant sur ces différences conditions, le gouvernement loyaliste

peut espérer gêner la croissance d'un mouvement d'insurrection.

Les conditions géographiques sont ce qu'elles sont et elles ne peuvent pas être modifiées ou influencées sinon en déplaçant des populations ou en construisant des clôtures artificielles, ce qui est généralement inenvisageable en temps de paix. La question du soutien extérieur offre plus de marges de manœuvre, mais elle est en grande partie indépendante de la volonté du loyaliste.

Priver l'insurgé d'une bonne cause implique de résoudre les problèmes de base du pays. Si c'est possible, c'est bien ; mais nous savons qu'une bonne cause pour l'insurgé est une cause que son adversaire ne peut pas adopter sans y perdre son leadership. Et il existe des problèmes qui, bien que l'insurgé prétende y apporter une solution, ne peuvent pas être résolus. Par exemple, le problème racial en Afrique du Sud perdurera tant que deux races différentes continueront de cohabiter sur le territoire.

Un objectif plus raisonnable pour le gouvernement loyaliste est de combler les failles sur lesquelles l'insurrection peut s'appuyer. En adaptant le système judiciaire à la menace, en renforçant la bureaucratie, la police et les forces armées, le gouvernement pourra décourager les tentatives d'insurrection. Il lui faut pour cela être à la fois déterminé et vigilant.

INFILTRATION DU MOUVEMENT D'INSURRECTION

Dans ses premiers temps, un mouvement d'insurrection est nécessairement limité en effectifs; il est en conséquence plus sujet aux risques d'éclatement liés aux querelles politiques entre ses dirigeants. Ces dirigeants sont tous, pour ainsi dire, des généraux sans soldats à commander. L'histoire est pleine de cas d'obscurs mouvements politiques qui ont pataugé puis disparu peu de temps après leur création à cause de querelles entre leurs dirigeants.

Un jeune mouvement d'insurrection est également plus aisé à infiltrer par des agents chargés de le désintégrer de l'intérieur et le faire dérailler. S'ils n'y parviennent pas, ils peuvent au moins renseigner sur ses activités.

Deux célèbres cas d'infiltrations méritent d'être cités. Dans la Russie tsariste, l'*Okhrana* avait réussi à infiltrer le parti bolchevique de façon si profonde et avec un tel zèle qu'il était parfois difficile de déterminer si les agents agissaient au profit du tsar ou des bolcheviques (un grand duc fut même assassiné suite à une provocation orchestrée par l'*Okhrana*). Lorsque, après leur victoire, les Bolcheviques s'emparèrent des archives de ce service, Lénine découvrit que certains des compagnons en qui il avait eu le plus confiance étaient en fait à la solde de la police du tsar.

Dans le cas de la Russie, les opérations d'infiltration n'ont donc pas permis la victoire du camp loyaliste. De meilleurs résultats ont pu être observés

ailleurs : il est bien connu que la paralysie actuelle du parti communiste américain est partiellement due à l'infiltration de nombreux agents du FBI dans ses rangs.

Cette tactique peut donc s'avérer très efficace, mais il faut garder à l'esprit que plus le mouvement d'insurrection dure, meilleures sont ses chances de réduire sa vulnérabilité de départ et de prendre racine. Il est bien sûr possible qu'il s'éteigne de lui-même, mais espérer cela serait s'en remettre à la chance, ce qui ne constitue pas une stratégie.

RENFORCEMENT DE L'APPAREIL POLITIQUE LOYALISTE

Dans la guerre révolutionnaire « chaude », qui succède à cette phase, le plus gros des efforts loyalistes tend, comme nous le montrerons, à ancrer un appareil politique dans la population pour permettre de couper ses liens avec l'insurrection.

Cet effort mérite d'être entrepris dès le début de l'insurrection, d'autant plus qu'il est plus facile d'agir dans la population avant que les insurgés en aient pris le contrôle. Pour nous, cette démarche constitue la stratégie la plus payante, car elle laisse peu de place au hasard et maximise l'utilisation des ressources du loyaliste. Il peut être utile de rappeler qu'en temps de paix, un appareil politique repose essentiellement sur un système de protections.

CHAPITRE 5

CONTRE-INSURRECTION DANS LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE « CHAUDE »

PARADOXALEMENT, lorsque l'insurrection s'engage dans la lutte armée, le loyaliste se trouve débarrassé d'un certain nombre de difficultés, parmi lesquels la question de l'immanence du danger. Fatalement, le brouillard de la phase précédente se dissipe, les intentions de l'ennemi apparaissent de façon plus claire et les mesures répressives sont plus faciles à justifier. Mais le recours à la force implique aussi, bien entendu, l'apparition de nouvelles difficultés.

Au point de départ que nous avons défini pour la guerre révolutionnaire « chaude » – le moment où les forces armées ont reçu l'ordre d'entrer en action – la

situation se conforme habituellement au modèle suivant :

L'insurgé a réussi à bâtir son organisation politique. Il est à la tête soit d'un parti d'élite soutenu par un front uni, soit d'un large mouvement révolutionnaire appuyé sur une cause. Bien que ses actions (à part la subversion) soient connues de tous, il opère de façon clandestine.

La cartographie du pays montre trois types de régions :

- les régions « rouges », dans lesquelles l'insurgé exerce un contrôle effectif de la population et mène un combat de guérilla ;
- les régions « roses », dans lesquelles il tente de s'établir ; des efforts y sont faits pour organiser la population et mener quelques actions de guérilla ;
- les régions « blanches », pas encore affectées par le mouvement mais déjà menacées ; l'insurrection y mène des opérations de subversion mais tout y paraît calme ;

Dans le camp des loyalistes, la confusion règne. Chacun est conscient d'être en présence d'une situation d'urgence, mais le sentiment de crise est plus vif dans les cercles gouvernementaux que dans la population des régions blanches et même roses. L'allégeance de chaque citoyen est sujette à caution. Les structures politiques, judiciaires et militaires du temps ordinaire n'ont pas encore été adaptées aux besoins de la situation. L'économie se détériore rapi-

dement ; les dépenses du gouvernement augmentent tandis que ses ressources déclinent. Sur le plan psychologique, l'insurgé possède l'avantage puisqu'il exploite une cause sans laquelle il n'aurait pas pu s'engager dans la guérilla et le terrorisme. Les forces loyalistes sont tiraillées entre la nécessité de défendre certaines installations clés et de protéger les personnes et les biens, et celle de chasser les forces insurgées du territoire.

Ayant cette situation à l'esprit, nous allons à présent examiner les différentes voies qui s'offrent aux loyalistes.

RÈGLES ET PRINCIPES DU COMBAT DE CONTRE-INSURRECTION

Limites de la guerre conventionnelle

Imaginons que les difficultés politiques et économiques du régime loyaliste aient été résolues par magie ou qu'elles s'avèrent négligeables[1] et que seul subsiste un problème militaire, celui de la suppression des forces d'insurrection. Il ne s'agit pas d'un problème de moyens, puisqu'à ce stade les forces loyalistes sont toujours largement supérieures à celle de l'insurrection, même si elles sont excessivement

1. À l'exception, bien sûr, du handicap psychologique, qui ne peut être compensé que par la durée de la guerre. Pour le résoudre, il faudrait que le loyaliste épouse la cause de l'insurgé sans y perdre son leadership. Si cela lui est possible, c'est que la cause l'insurgé était mauvaise au départ d'un point de vue tactique.

dispersées sur le territoire. Il s'agit plutôt d'un problème de stratégie, de tactique, de méthode et d'organisation.

Dans une guerre conventionnelle, la finalité de la stratégie consiste en la conquête du territoire de l'ennemi et la destruction de ses forces. Dans une guerre révolutionnaire, l'ennemi ne possède pas de territoire propre et refuse de combattre pour en défendre un. Il est partout et nulle part à la fois.

En concentrant un volume de forces suffisant, le loyaliste peut à tout moment envahir la région rouge et y établir ses cantonnements. Une telle opération, si elle est menée dans la durée, peut permettre de limiter l'activité de la guérilla. Mais si, lorsque la situation devient intenable pour les guérilleros, ceux-ci déplacent le combat dans une autre région, le problème reste entier. Il pourra même être aggravé si la concentration des loyalistes s'est faite au prix d'une prise de risques trop importante dans les autres régions.

Pour détruire des forces insurgées, il faut pouvoir les encercler rapidement, dès qu'elles ont été localisées. Mais généralement, les unités de guérilla sont trop petites pour être repérées facilement par les moyens d'observation directe des loyalistes. La principale source d'information sur la guérilla est le renseignement obtenu de la population. Cependant, celle-ci ne livre des informations que si elle se sent en sécurité, ce qui est impossible tant que la menace des forces d'insurrection s'exerce sur elle.

De plus, les forces insurgées sont généralement trop mobiles pour qu'il soit facile de les encercler et de les détruire. Si le loyaliste, en recevant l'indication que des guérilleros ont été repérés, ne déploie que ses forces placées en alerte immédiate, il se peut que celles-ci soient sous dimensionnées pour la tâche. Mais s'il prend de temps de rassembler des forces plus importantes, il risque de perdre le bénéfice de la surprise.

Certes, les moyens de transport modernes – particulièrement l'hélicoptère, lorsqu'on en dispose – permettent aux loyalistes de combiner la force et la vitesse. De plus, l'ampleur systématique des opérations permet de compenser partiellement la faible mobilité et le manque de renseignement des loyalistes. Et cependant, les opérations conventionnelles n'ont généralement pas plus d'effet qu'une tapette à mouches. Si certains guérilleros ne peuvent échapper à la capture, de nouvelles recrues les relèvent immédiatement. Au demeurant, les pertes de la guérilla ne sont pas compensées aussi facilement si les opérations des loyalistes sont menées sur plusieurs mois. Mais il est difficilement imaginable que le régime puisse les soutenir sur une telle durée.

Si les loyalistes sont suffisamment puissants pour arriver à saturer la totalité du pays avec des garnisons, des opérations militaires menées de façon conventionnelle déboucheront, bien entendu, sur des résultats. Les insurgés, incapables d'étendre leur mouvement au-delà d'un certain niveau, disparaîtront

progressivement. Mais ce niveau de saturation peut rarement être atteint.

La doctrine de l'insurrection ne convient pas aux loyalistes

La doctrine adoptée par l'insurrection est spécifiquement destinée à permettre à un mouvement politique affligé au départ de faiblesses importantes d'acquérir progressivement de la puissance tout en combattant. Le loyaliste est, pour sa part, encombré par sa stature. En tentant d'adopter la doctrine de l'insurrection, il serait comparable à un géant tentant de rentrer dans une tenue de Lilliputien.

Comment, et contre qui, par exemple, pourrait-il utiliser les tactiques de son ennemi ? Il est le seul à offrir des cibles aux opérations de guérilla. Il ne peut pas se muer en guérillero sans disposer du soutien effectif de la population, que seul peut garantir une organisation politique ancrée dans les masses. Si tel était le cas, l'insurgé n'en disposerait pas et donc ne pourrait pas exister. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de place dans le combat de contre-insurrection pour de petites opérations de type commando, mais plutôt que ces dernières ne peuvent pas constituer la forme principale du combat de contre-insurrection.

Le gouvernement loyaliste pourrait aussi être tenté d'organiser une force clandestine capable de triompher de l'insurrection suivant ses propres règles. Mais il semble que la clandestinité soit aussi l'une de ces contraintes que l'insurgé transforme en atout. Com-

ment le loyaliste, dont la puissance réside précisément dans les moyens militaires qu'il expose à tous les regards, pourrait-il former une force clandestine qui soit autre chose qu'un outil secondaire mineur ?

De plus, il n'y a pas assez de place pour deux organisations clandestines dans une guerre révolutionnaire. L'expérience montre que deux mouvements clandestins rivaux – sans même parler d'hostilité – ne peuvent pas coexister longtemps ; l'un est toujours absorbé par l'autre. Ainsi, au cours de l'occupation japonaise, les maquis communistes chinois ont éliminé la quasi-totalité de leurs équivalents nationalistes dans le nord et le centre du pays. Plus tard, durant la phase finale de la guerre révolutionnaire, les petits truands (une profession presque honorable dans certaines régions de Chine) ont été balayés par les guérillas. De même, Tito a éliminé Mikhailovitch, et si les communistes grecs du ELAS n'ont pas éradiqué les groupes de résistance nationalistes, ce n'est qu'en raison d'une certaine modération de façade à laquelle ils devaient se tenir pour conserver le soutien de leurs alliés occidentaux. Plus récemment, le FLN algérien a, pour des raisons pratiques, procédé à l'élimination de son rival et ancêtre, le MNA.

L'insurgé ayant occupé dès l'origine toute la place disponible, les tentatives de former d'autres mouvements clandestins ont donc peu de chances de réussir.

Le loyaliste peut-il recourir au terrorisme ? Ce serait contre-productif, puisque le terrorisme est une

source du désordre qu'il s'efforce précisément de combattre.

Si le gouvernement loyaliste ne peut appliquer ni les tactiques de guerre conventionnelle, ni la doctrine de l'insurgé, la conclusion inévitable est qu'il doit élaborer ses propres tactiques. Celles-ci doivent prendre en compte non seulement la nature et les caractéristiques de la guerre révolutionnaire, mais aussi les ***lois spécifiques de la contre-insurrection*** et les principes qui en découlent.

- *Première loi : le soutien de la population est aussi vital pour les loyalistes que pour l'insurgé*

Le nœud du problème tactique qui se pose au loyaliste est de savoir comment nettoyer une zone. Nous avons vu qu'il lui est facile d'envahir une région contrôlée par l'insurrection, même s'il doit pour cela prendre des risques en ponctionnant des troupes ailleurs. La difficulté est de continuer à contrôler chaque région tout en conservant la liberté d'action nécessaire pour opérer ailleurs.

Le gouvernement loyaliste ne peut y arriver qu'avec le soutien actif de la population. S'il est relativement aisé de disperser et d'expulser les forces insurgées d'une zone donnée par une action purement militaire ou de détruire l'organisation politique de l'insurrection par des actions de police, il est impossible d'empêcher le retour des unités de guérilla et la résurrection des cellules politiques sans la coopération de la population.

C'est la raison pour laquelle la population constitue l'objectif du loyaliste au même titre que pour son ennemi. Cependant, à ce stade, la loyauté de celle-ci envers le régime et sa soumission aux forces de l'ordre, tenues pour acquises en temps normal, ont généralement été compromises par l'enracinement local de l'insurrection.

- *Deuxième loi : ce soutien s'obtient par l'action d'une minorité active*

Le gouvernement loyaliste doit donc trouver le moyen de s'assurer non seulement de la sympathie de la population, mais aussi de sa participation active dans le combat contre les insurgés.

Il lui faut pour cela appliquer le principe premier de l'exercice du pouvoir politique : quelle que soit la cause politique, il existe toujours une minorité active soutenant la cause, une majorité neutre et une minorité active combattant la cause. L'exercice du pouvoir consiste à s'appuyer sur la minorité favorable de façon à rallier la majorité et à neutraliser ou à éliminer la minorité hostile.

Dans des cas extrêmes, quand les circonstances sont extraordinairement favorables ou défavorables, l'une des minorités peut disparaître ou devenir négligeable, et il peut même exister une solide unanimité pour ou contre la cause au sein de la population. Mais de tels cas sont à l'évidence rares.

Cette loi est valable pour tout régime politique, de la dictature la plus dure à la démocratie la plus modérée. Les circonstances et les régimes peuvent imposer des limites particulières, la cause peut être juste ou injuste mais la loi reste vérifiable quels que soient les cas de figure, qui peuvent être très variés

Les pays menacés par une guerre révolutionnaire qui choisissent de l'ignorer et de poursuivre leurs propres objectifs, prisonniers d'un système légal calqué sur le temps de paix, verront tous leurs efforts réduits à néant.

Jusqu'où faut-il repousser les frontières de la loi ? Cette question relève de l'éthique ; elle est très sérieuse, mais pas plus que la décision de bombarder une population civile dans une guerre conventionnelle. Toute guerre est cruelle ; la guerre révolutionnaire l'est peut-être plus encore, car chaque citoyen, quelle que soit sa volonté, y est impliqué directement et de façon active par l'insurrection, qui ne peut pas se permettre de le laisser conserver sa neutralité. La cruauté d'une guerre révolutionnaire ne résulte pas de frappes massives et anonymes mais de l'addition de situations individuelles et personnelles.

Pour cette raison, le plus grand crime que puisse commettre le gouvernement loyaliste est de se résigner à une guerre longue. Il ferait tout aussi bien de renoncer dès le départ.

Le gouvernement loyaliste se trouve donc face au problème stratégique suivant : identifier la minorité favorable, et l'organiser de façon à mobiliser la popu-

lation contre la minorité insurgée. Toute opération, qu'elle soit menée dans les domaines militaire, politique, social, économique ou psychologique, doit être orientée vers ce but.

Le gouvernement loyaliste doit considérer que la minorité active qui lui est favorable sera renforcée et que sa tâche sera facilitée si le statu quo politique et social qu'il incarne correspond aux aspirations de la population. De ce truisme découle l'objectif principal à fixer pour la propagande loyaliste : prouver que le statu quo loyaliste est plus profitable à la population que la révolution prônée par les insurgés. Les loyalistes doivent donc tout simplement inventer une contre-cause.

Définition de la victoire du camp loyaliste

Nous pouvons maintenant tenter de définir ce qu'est la victoire du camp loyaliste.

La victoire n'est pas la destruction des forces insurgées et de leur appareil politique dans une région donnée. Si les premières sont détruites, elles seront recrées localement par le second ; si les deux éléments sont détruits, ils seront tous deux recréés par l'action des insurgés de l'extérieur. Ce fut le cas après chacune des opérations de nettoyage menées par les Français dans la Plaine des joncs durant la guerre d'Indochine.

La victoire est cela, plus la rupture définitive des liens entre l'insurgé la population, non pas aux

dépens de la population mais avec l'aide de celle-ci. On peut citer l'exemple de la défaite du FLN dans la région d'Oran en 1959-1960. Dans cette région, qui recouvre au moins un tiers du territoire algérien, le nombre des actions du FLN – en comptant tout ce qui va de la grenade lancée dans un café jusqu'au poteau téléphonique sectionné – avait chuté significativement (jusqu'à une moyenne de deux par jour).

Même si une telle victoire est indirecte, elle est décisive (à moins bien sûr que, comme dans le cas de l'Algérie, la ligne politique du gouvernement loyaliste change en cours de route[1]).

- *Troisième loi : le soutien de la population ne s'obtient que sous certaines conditions*

Une fois que l'insurgé a établi son contrôle sur la population, la minorité qui lui était hostile s'efface ou disparaît. Certains de ses éléments sont éliminés physiquement, pour l'exemple ; d'autres fuient vers l'étranger. La plupart sont forcés de cacher leurs vraies convictions et se fondent dans le reste de la population ; un petit nombre apporte même son soutien à l'insurrection. La population, surveillée par les éléments actifs de l'insurrection, vit sous la menace de la dénonciation à la police politique et des représailles de la guérilla.

---

1. N.D.T. : ce commentaire feutré sur l'attitude l'État français révèle une certaine amertume de Galula qui, deux ans avant la rédaction de cet ouvrage, combattait encore en Algérie.

La minorité hostile aux insurgés ne pourra plus agir ouvertement tant que la menace n'aura pas été en partie levée. Qui plus est, même après que le danger ait été écarté, la population ne se ralliera que lorsqu'elle sera convaincue que les loyalistes ont la volonté et les moyens de gagner. Quand la vie d'un homme est en jeu, des actions de propagande ne suffisent pas pour le convaincre.

De cette loi, il faut retenir quatre principes :

- toute action politique efficace sur la population doit être précédée par des opérations policières et militaires contre les unités de guérilla et les organisations politiques des insurgés ;
- les réformes politiques, sociales et économiques ne peuvent pas être lancées tant que l'insurgé contrôle la population, même si celle-ci les réclame. Par exemple, une tentative de réforme agricole lancée en Algérie en 1957 a échoué car le FLN a assassiné les paysans musulmans qui avaient accepté la terre que leur offrait le gouvernement ;
- le loyaliste doit obtenir un succès significatif dans les tout premiers temps du conflit pour prouver qu'il a la volonté et les moyens de gagner ;
- le loyaliste ne doit pas s'engager dans des négociations à moins d'être en position de force, car il risque de perdre des supporters potentiels.

Dans une guerre conventionnelle, la force relative des adversaires s'évalue suivant des critères militaires (ou du moins de nature matérielle), comme le nombre des divisions, les ressources industrielles, etc. Dans une guerre révolutionnaire, la force relative des adversaires peut-être mesurée par le degré de soutien reçu de la population, reflété dans les organisations politiques au niveau local. Le gouvernement loyaliste n'est dans une position de force que s'il peut s'appuyer sur une organisation politique solidement ancrée dans la population.

- ***Quatrième loi : l'intensité des efforts et la quantité des moyens sont essentielles***

Les opérations permettant de libérer la population de la menace insurgée et de la convaincre de la future victoire des loyalistes sont par nature intensives ; elles s'inscrivent dans la durée et requièrent une forte concentration d'efforts, de ressources et de personnel.

Cela signifie que les efforts ne peuvent pas être dilués à travers le pays : ils doivent être appliqués successivement à chaque région.

STRATÉGIE DU LOYALISTE

Les quatre lois qui précèdent peuvent être traduites dans la stratégie suivante :

Dans une région donnée

1) concentrer suffisamment de forces pour détruire ou pour expulser le gros des forces de guérilla ;
2) affecter dans la région un volume de troupes suffisant pour empêcher tout retour en force de l'insurgé. Installer des unités dans chaque hameau [1], chaque village et chaque ville ;
3) nouer des liens avec la population et contrôler ses mouvements de façon à briser les liens entre elle et la guérilla ;
4) détruire l'organisation politique locale des insurgés ;
5) organiser des élections locales pour désigner de nouveaux dirigeants provisoires ;
6) tester la fiabilité de ces dirigeants en leur confiant des missions précises. Remplacer les mous et les incompétents et distinguer les bons. Organiser des unités de défense passive ;
7) regrouper les dirigeants au sein d'un mouvement politique national et les former ;
8) rallier ou neutraliser le reliquat des insurgés.

Une fois l'ordre ré-établi dans une région, le procédé peut être répété ailleurs. Il n'est pas nécessaire pour cela d'attendre l'étape n° 8.

---

1. N.D.T. : le terme « hameau » rappelle les « hameaux stratégiques » dont parle le colonel Roger Trinquier dans *La guerre moderne*, paru en 1961.

Les étapes décrites ci-dessus seront détaillées plus loin. Nous allons tout d'abord commenter cette stratégie. Comme tout concept de ce type, celui-ci peut paraître valide « sur le papier » mais échouer en réalité s'il est appliqué avec trop de rigidité à un cas spécifique. Il est difficile, toutefois, de dénier sa logique car les axiomes (nous pourrions même dire les faits) sur lesquels il est basé sont aisément vérifiables dans notre environnement politique quotidien et dans toutes les guerres révolutionnaires récentes.

Cette stratégie a également le mérite d'être applicable dans la pire situation qui puisse se présenter pour un loyaliste, à savoir la nécessité de combattre l'insurrection dans ce que nous avons appelé une région « rouge », où elle a acquis le contrôle total de la population. Certaines des étapes proposées peuvent à l'évidence être sautées dans une région « rose » ; la plupart peuvent l'être dans une région « blanche ».

En revanche, l'ordre dans lequel elles sont listées doit être respecté. Par exemple, il est impossible d'implanter de petits détachements armés dans les villages tant que l'insurrection conserve la capacité de regrouper une force supérieure et de lancer une attaque surprise sur ces détachements : l'étape n° 2 doit à l'évidence survenir après l'étape n° 1. Il ne faut pas non plus organiser d'élections tant que les cellules politiques de l'insurrection sont en place, car elles déboucheraient vraisemblablement sur l'accès au pouvoir d'alliés des insurgés.

Économie des forces

Ces opérations étant étalées dans le temps, elles peuvent aussi l'être dans l'espace. Notre stratégie peut donc respecter le principe de l'économie des forces, qui est essentiel dans une guerre où l'insurgé peut faire beaucoup avec peu de moyens tandis que le loyaliste a besoin de beaucoup de moyens pour obtenir le moindre résultat.

Au moment où les efforts sont concentrés dans une région donnée, nécessairement au détriment de la sécurité des autres, le gouvernement loyaliste se doit de conserver un œil sur ces autres régions. Il doit y maintenir les capacités permettant d'empêcher l'insurgé de passer à un stade plus avancé de son action, c'est-à-dire d'organiser une armée régulière. Il peut notamment empêcher la constitution de zones refuges au moyen de raids conventionnels, qui sont peu consommateurs de troupes.

Grâce à cette stratégie, la force opposée aux insurgés peut croître en volume et en rythme d'activités puisque dès qu'une région a été sécurisée, la plupart des unités peuvent en être retirées pour être transférées vers les régions voisines. Elle peut aussi être renforcée par des milices recrutées localement, une fois leur loyauté éprouvée. Les mouvements de troupes peuvent débuter dès que l'étape n° 1 s'est achevée.

Irréversibilité

Le mythe de Sisyphe est l'un des cauchemars récurrents du loyaliste.

En adoptant la stratégie que nous proposons, le loyaliste ajoute à ses opérations la dimension d'irréversibilité. Lorsque des troupes loyalistes vivent dans la population et lui fournissent une protection jusqu'au moment où elle s'avère capable de se protéger elle-même avec un minimum d'appui extérieur, le pouvoir insurgé ne peut pas être ré-établi aisément.

Cette garantie n'est pas chose aisée à obtenir.

Mais le point de non-retour n'est réellement atteint que lorsque des dirigeants ont émergé de la population et se sont engagés aux côtés des loyalistes. Dignes de confiance, ayant prouvé leur loyauté par des actes et non pas par des mots, ils ont tout à perdre d'un retour des insurgés.

Initiative

Notre stratégie étant offensive, l'un des effets qui en sont attendus est la reprise et la conservation de l'initiative des opérations.

À l'échelon national, le gouvernement loyaliste est libre de choisir la région sur laquelle il place son effort. Il s'affranchit donc de la pression de l'insurgé.

C'est également le cas à l'échelon local car les loyalistes imposent un dilemme à l'insurgé : soit accepter leurs défis et donc se retrouver dans une

posture défensive, soit quitter la zone et ne plus pouvoir s'opposer à l'action des loyalistes dans la population.

Dans une guerre conventionnelle, lorsque le camp bleu attaque le camp rouge au point *A*, les rouges peuvent échapper à cette pression en attaquant les bleus au point *B*, et les bleus ne peuvent pas se soustraire à cette parade. Dans une guerre révolutionnaire, lorsque l'insurgé exerce une pression dans la région *A*, le loyaliste ne peut pas échapper à cette pression en lançant une attaque contre l'insurgé dans la région *B* car l'insurgé y refuse tout simplement le combat, grâce à sa fluidité.

L'offensive des Chinois nationalistes au Yenan en 1947 illustre ce dilemme ; de même, lorsque le Vietminh se mit à exercer une pression contre le camp retranché de Dien Bien Phu dans le nord-est de l'Indochine, le commandement français lança l'opération Atlante contre les fiefs vietminh dans le centre du Vietnam. Mais Atlante n'eut aucun effet sur l'autre bataille.

Cependant, lorsque le loyaliste met la pression non pas sur directement l'insurgé mais sur la population, qui est la vraie source de puissance de son adversaire, celui-ci ne peut pas réellement refuser le combat car il courrait alors à sa perte.

Pleine utilisation des moyens du loyaliste

Si l'insurgé est fluide, la population, elle, ne l'est pas.

En concentrant ses efforts dans la population, le loyaliste compense sa propre rigidité et assure le plein emploi de ses moyens.

Ses ressources administratives et économiques, ses outils d'information et de propagande, sa supériorité militaire reposant sur de l'armement lourd et de grandes unités, tout ce qui est encombrant et relativement inutile dans la traque d'insurgés évasifs retrouve sa valeur dans l'entreprise de séduction d'une population sédentaire.

Peu importe, en fait, que les loyalistes soient incapables de se mouvoir aussi vite que les insurgés. Ce qui compte est que l'insurgé ne puisse ni déloger un détachement de loyalistes mieux armé d'un village, ni l'empêcher de consacrer la plus grande partie de son énergie à la population.

Simplicité

Il a régné, dans les récentes affaires de contre-insurrection, une confusion intellectuelle plus grande encore que celle normalement observée dans une guerre conventionnelle. Cela s'explique essentiellement par deux phénomènes.

Premièrement, lorsqu'une guerre conventionnelle éclate, la brusque transition de la paix à la guerre et la nature même de la guerre clarifient la plupart des problèmes pour les deux camps (en particulier pour le camp agressé). Le problème essentiel devient alors de vaincre l'ennemi. L'objectif, de nature militaire, est la destruction de ses forces et l'occupation de son

territoire. À un tel objectif correspondent des critères d'évaluation et des définitions claires de la victoire, du match nul ou de la défaite. L'objectif s'atteint par l'action militaire, qui s'appuie sur la diplomatie et le blocus économique de l'adversaire. L'organisation de la Nation pour la guerre est simple : le gouvernement dirige, l'armée exécute et la Nation fournit des outils.

Nous avons vu que cela ne peut pas être le cas dans une guerre révolutionnaire. Le passage de la paix à la guerre y est très progressif, les problèmes n'apparaissent jamais clairement, l'objectif est lié à la population, les actions militaires et politiques ne peuvent pas être clairement distinguées et l'action militaire, si essentielle soit-elle, ne peut pas être la forme principale d'action.

Deuxièmement, la guerre conventionnelle a été analysée sous tous ses aspects à travers les siècles (en fait, presque depuis le début des temps). L'affrontement armé suit une chronologie assez immuable : la marche à l'ennemi, la prise de contact, l'évaluation du rapport de force, l'attaque, l'exploitation, éventuellement la retraite, etc. Les élèves des écoles militaires apprennent ce qu'ils doivent faire dans chacune des phases, en fonction de la doctrine du moment. On organise des exercices pour les entraîner aux manœuvres qu'ils pourraient avoir à conduire. Quand l'un de ces élèves se retrouve en situation de combat réel, le seul problème intellectuel qui se pose à lui est de déterminer dans quelle phase du combat il se trouve ; il applique ensuite la méthode qu'il connaît à cette

situation particulière. Son talent et son jugement se résument à cela.

De telles analyses n'ont pas encore été menées dans le domaine de la contre-insurrection. On n'a, par exemple, jamais entendu parler d'exercice de conquête du soutien de la population. Et d'ailleurs, qui jouerait dans un tel exercice le rôle de la « population » ? De plus, aucun critère n'a encore été établi pour évaluer les résultats d'une telle action qui, dans tous les cas, requiert des mois entiers d'efforts continus.

La simplicité des concepts et de leur exécution est un pré requis de toute doctrine de contre-insurrection. La stratégie que nous avons proposée s'y conforme. Car il ne suffit pas de définir le but (gagner le soutien de la population) de façon grossière ; il faut également expliquer comment on va y arriver (en trouvant des relais pour les loyalistes dans la population et en organisant leur action). Il faut aussi le faire de telle façon que les hommes qui mènent la contre-insurrection, qu'ils soient politiciens, fonctionnaires, économistes, travailleurs sociaux ou militaires, disposent d'une certaine marge d'initiative tout en restant sous le contrôle du gouvernement. Il faut, enfin, que la stratégie loyaliste soit articulée en étapes clairement distinctes. Cela facilite le travail des agents, qui connaissent à chaque fois l'objectif intermédiaire visé et savent ce qu'ils doivent faire pour l'atteindre.

Commander, c'est contrôler

Avec l'approche par étapes, le loyaliste dispose d'un moyen d'apprécier à chaque instant où il en est et quels progrès il a réalisé. Il peut donc piloter son action en basculant les efforts d'une région en passe d'être gagnée vers une autre dans laquelle le combat fait rage, en confiant de plus larges responsabilités à ceux de ses subordonnés qui ont prouvé leur valeur et en relevant de leurs responsabilités ceux qui ont échoué. En d'autres mots, il peut commander car il peut contrôler.

Il doit absolument éviter toute faille dans son système de pilotage : le plan d'ensemble des loyalistes produirait alors une mosaïque hasardeuse, un patchwork dans lequel une région pacifiée voisinerait avec une autre qui le serait moins ou qui serait même éventuellement sous le contrôle de l'insurrection. La situation serait idéale pour l'insurgé, car il pourrait manœuvrer comme il l'entend sur ce territoire, en plaçant son effort sur une zone tandis qu'il disparaîtrait temporairement des autres.

Le quadrillage du terrain est une entreprise très délicate, dont la réussite exige une maîtrise de tous les instants.

CHAPITRE 6

DE LA STRATÉGIE À LA TACTIQUE

FONDAMENTAUX DU SYSTÈME DE COMMANDEMENT

Unicité

LA destruction ou l'expulsion du gros des forces de guérilla dans une zone donnée, la prévention de leur retour, l'établissement de garnisons pour la protection de la population et la chasse aux reliquats de la guérilla sont des tâches essentiellement militaires.

L'identification, l'arrestation, l'interrogatoire des agents politiques insurgés, leur traduction en justice et la réhabilitation de ceux qui peuvent être retournés sont des tâches essentiellement judiciaires.

L'établissement de liens avec la population, l'imposition de mesures de contrôle, l'organisation

d'élections locales, la mise à l'épreuve des nouveaux dirigeants, leur regroupement au sein d'un parti politique et le long travail permettant de s'assurer du soutien indéfectible de la population sont des tâches essentiellement politiques.

Le résultat final recherché – la défaite totale des insurgés – n'est pas une addition mais une multiplication de ces différentes opérations. Chacune est essentielle, et si l'une d'elles présente un résultat nul, le produit de l'ensemble sera nul.

De façon claire, plus que dans toute autre forme de guerre, il faut dans le combat de contre-insurrection respecter le principe de l'unicité du commandement. Un seul et même chef doit diriger les opérations du début à la fin.

Cette unicité n'est malheureusement pas simple à réaliser. Les missions et les responsabilités ne peuvent pas être clairement réparties entre les civils et les militaires, car les opérations civiles et militaires se recoupent trop souvent tout au long de la guerre.

Ainsi, le soldat ne reste pas l'arme au pied dans sa garnison sans rien faire une fois les premières grandes opérations terminées ; il doit constamment patrouiller, tendre des embuscades et ratisser. Plus tard, il aura la charge d'organiser, d'équiper, d'entraîner et de diriger des unités de défense passive créées dans la population.

Le policier, de son côté, collecte les informations nécessaires à ses futures opérations dès les premiers

temps de la lutte ; son rôle ne s'arrête pas lorsque les cellules politiques ont été détruites, car l'insurgé tente alors d'en former de nouvelles.

De même, le fonctionnaire civil n'attend pas pour se mettre à la tâche que l'armée ait balayé la guérilla.

Qui plus est, aucune opération ne peut être strictement militaire ou politique, ne serait-ce que parce les effets psychologiques des opérations influent toujours sur l'ensemble de la situation, en bien ou en mal. Par exemple, si un juge relâche un insurgé repenti de façon trop prématurée, les effets négatifs de cette libération se feront rapidement sentir à la fois pour le policier, pour le fonctionnaire et pour le soldat.

Un autre élément complique la situation. Si volumineuse soit l'administration du temps de paix, ses effectifs ne sont jamais suffisants pour mener à bien un combat de contre-insurrection. Une fois l'étape majeure du ralliement de la population franchie, il faut la concrétiser par l'accomplissement d'un grand nombre de tâches administratives, qui sont chacune multipliée par le nombre de villages, de villes et de cantons. Le besoin en fonctionnaires explose. En général, les forces armées possèdent les effectifs permettant d'effectuer ces tâches.

Le gouvernement loyaliste se retrouve alors devant deux tentations :

a) donner des pouvoirs politiques et policiers à l'armée ;

b) laisser l'armée diriger l'ensemble du processus (si ce n'est dans l'ensemble du pays, du moins dans certaines régions).

Il ne peut pas réellement éviter de céder à la première de ces tentations. Cantonner les troupes à des tâches purement militaires à l'heure où certaines actions urgentes et vitales doivent être entreprises et où personne d'autre n'est disponible pour cela n'aurait pas de sens. Le soldat doit être préparé à tenir chacun des rôles clés de cette situation : il doit pouvoir être à la fois un travailleur social, un conducteur de travaux, un instituteur, un infirmier ou même un chef scout. Mais cela ne doit être le cas que dans la période où il est seul disponible, car il vaut mieux confier les missions civiles à des civils.

C'est ce que les communistes chinois ont toujours essayé de faire. Au cours du printemps et de l'été 1949, à la veille du lancement de leur offensive en Chine du Sud, ils recrutèrent et entraînèrent dans des écoles spéciales plus de 50 000 étudiants dont la mission était de suivre l'armée et de l'appuyer en prenant en charge « *l'intendance militaire, la communication, l'enseignement et la mobilisation des masses*[1] ».

Reproduire un tel exemple n'est pas chose aisée. Comment, en effet, recruter un aussi grand nombre de civils dignes de confiance quand la loyauté de chacun est sujette à caution ? Et néanmoins, cet effort est incontournable.

---

1. Général Chang Ting-chen, commandant la logistique en Chine du Sud, membre du comité central, cité dans le *New York Times*, 4 juillet 1949.

Quant à la seconde tentation – celle de laisser les militaires diriger l'ensemble du processus – elle est si dangereuse qu'elle doit être repoussée à tout prix[1].

Primauté du pouvoir politique sur le pouvoir militaire

La primauté du pouvoir politique est essentielle, pour des questions de principe comme pour des raisons pratiques. C'est le régime politique du pays qui est en jeu : sa défense reste donc avant tout un problème politique. Même si cette défense inclut des opérations militaires, celles-ci sont constamment tournées vers des objectifs politiques. Si essentielle soit-elle, l'action militaire est secondaire par rapport à l'action politique puisque son but est de permettre au pouvoir politique de disposer de suffisamment de liberté d'action pour évoluer en sécurité au sein de la population.

Les forces armées ne sont que l'un des divers outils dont disposent les loyalistes. Seule l'action politique permet d'employer les outils non militaires, de s'assurer que les subsides arrivent à temps pour parachever l'action militaire et que les réformes politiques et sociales suivent.

Pour les communistes chinois, « *une guerre révolutionnaire est faite de 20 % d'action militaire et de*

1. N.D.T. : l'allusion à la situation algérienne et au putsch des généraux d'avril 1961, dont Galula connaissait sans doute bien les protagonistes, est évidente.

80 % d'action politique[1] » : cette proportion est sans doute très proche de la réalité.

Confier le pouvoir à des militaires plutôt qu'à des civils reviendrait donc à contredire l'un des principes fondamentaux de ce type de guerre. En pratique, cette décision donnerait la primauté à l'action militaire sur l'action politique, ce qui reviendrait à une approche de type « guerre conventionnelle ».

Dans le cas où les forces armées sont un instrument du parti, que leurs chefs figurent parmi les dirigeants de ce parti et qu'ils sont à la fois secondés et contrôlés par des commissaires politiques ayant un accès direct à la direction centrale du parti, l'abandon total de l'autorité aux militaires peut fonctionner. Toutefois, cette situation se présente plus souvent chez l'insurgé que chez son adversaire.

Cette décision pourrait aussi s'avérer contre-productive : le gouvernement loyaliste pourrait sembler abdiquer en faveur des militaires, faute de capacité à gérer l'insurrection par des moyens gouvernementaux classiques. L'armée deviendrait alors immédiatement la cible de la propagande insurgée. Il faudrait un miracle pour empêcher l'insurgé de retourner les soldats contre leur gouvernement.

En conséquence, la responsabilité d'ensemble doit toujours rester dans les mains du pouvoir civil, à tous les niveaux. Si les fonctionnaires dignes de confiance

---

1. Général Chang Ting-Chen, commandant la logistique en Chine du Sud, membre du comité central, cité dans le *New York Times*, 4 juillet 1949.

manquent, rien n'empêche de combler les vides avec des militaires investis de pouvoirs civils. Mais il faudra, au minimum, préserver les apparences.

Coordination des efforts

Le dirigeant loyaliste, dont nous supposerons dorénavant qu'il est un civil, doit prendre en compte les spécificités et les conditions d'emploi de chacune des composantes civiles ou militaires des forces qu'il dirige avant chaque décision, particulièrement dans les phases où ces composantes sont amenées à coopérer. Il doit aussi coordonner et canaliser leurs efforts dans une même direction.

Deux types d'organisation de commandement peuvent être mis en place.

Le premier est le *comité* : en Malaisie, par exemple, le contrôle de chaque district était assuré par un comité dirigé par un chef de district et composé de policiers, de civils locaux (planteurs européens et représentants des communautés chinoise et malaise) et de militaires.

Le second est l'*état-major civilo-militaire*, au sein duquel les militaires sont directement subordonnés à l'autorité civile locale. L'auteur ne connaît pas d'illustration de ce cas de figure. Le cas inverse (les autorités civiles directement subordonnées aux autorités militaires locales) s'observe régulièrement, comme aux Philippines où l'armée a remplacé une administration civile inexistante, ou en Algérie, où

tous les pouvoirs furent confiés aux militaires durant une brève période, en 1958-1959.

Chacune de ces formules présente des avantages et des inconvénients. Le comité[1] est une structure souple, qui offre plus de liberté à ses membres et peut fonctionner avec un effectif réduit, mais il fonctionne généralement assez lentement. L'état-major civilo-militaire possède une chaîne hiérarchique plus directe et fonctionne de façon plus rapide, mais il est aussi plus rigide et peut tomber dans les pièges de la lourdeur bureaucratique.

Ces deux structures peuvent coexister au sein d'un même appareil de contre-insurrection. L'organisation en comité est préférable pour les échelons les plus élevés, chargés des questions à long et moyen terme. La formule de l'état-major civilo-militaire demeure préférable pour les échelons subordonnés, pour lesquels la réactivité est essentielle car, aux petits échelons, la contre-insurrection est une guerre de détails, pleine d'opportunités fugaces qu'il faut saisir instantanément.

Au plus haut niveau, là où le système du comité prévaut et où les composantes civile et militaire sont distinctes, chacune d'elle doit être organisée de façon à favoriser la coopération avec l'autre.

---

1. L'idée du comité ne contredit pas le principe d'unicité du commandement que nous avons présenté plus haut : le comité ne doit pas être considéré comme une organisation dans laquelle les décisions se font par vote à la majorité, mais plutôt comme un cercle au sein duquel un dirigeant est conseillé.

Dans une guerre conventionnelle, l'état-major d'une grande unité militaire est généralement organisé autour de deux grandes fonctions : « renseignement/opérations » et « logistique ». Dans un état-major de contre-insurrection, il est impératif de disposer d'une troisième fonction « politique », de même poids que les autres. L'officier en charge de cette fonction doit garder un œil sur toutes les affaires liées à la politique ou au monde civil. Il doit conseiller ses chefs et se faire entendre tout au long du processus de planification, pour éviter que les plans soient trop avancés pour pouvoir être modifiés. De la même façon, un cabinet civil qui, dans une guerre conventionnelle, n'a que peu de prise sur les questions militaires, doit inclure une cellule militaire chargée de faire la liaison avec le responsable civil[1]. Ainsi, ces deux composantes travaillant de façon étroitement liée, le risque de divergence entre les actions civiles et militaires pourra être réduit.

Toutefois, quel que soit le système choisi, la valeur d'une organisation est avant tout celle de ses membres.

Même avec le meilleur organigramme possible, il est plus que probable que les conflits de personnalités soient quotidiens. Éliminer les éléments fauteurs de troubles ne résoudra pas forcément les problèmes du comité ou de l'état-major concerné.

---

1. N.D.T. : on retrouve là une idée déjà présente chez Clausewitz : les structures militaires et civiles doivent être mixées pour assurer la continuité de la stratégie.

La difficulté est donc de faire fonctionner ces organisations de façon optimale en s'affranchissant des questions de personnalités. Sachant que chacune de ces organisations possède une forme de personnalité propre, il faut aussi éviter que la combinaison des actions d'organisations très différentes les unes des autres ne produise un effet d'éclatement dans le domaine opérationnel.

Si tous les individus qui composent une organisation fonctionnent de la même façon et si toutes les organisations fonctionnent sur le même modèle, le problème est résolu. C'est précisément le bénéfice qui est attendu de l'emploi d'une *doctrine* cohérente, bien comprise et acceptée par tous. Plus que tout autre outil, la doctrine apparaît comme la réponse pratique au besoin de canalisation des efforts dans une même direction.

Primauté du commandement local

Les forces armées loyalistes doivent remplir deux types de mission : la réduction du potentiel militaire des insurgés et la sécurisation de tout le territoire. Pour cela, les armées loyalistes vont, d'une façon naturelle, s'organiser en deux types d'unités : les unités mobiles, qui combattront de façon relativement conventionnelle, et les unités statiques (locales), qui vivront au sein de la population pour la protéger et pour servir de bras armé à l'action politique.

À l'évidence, les unités statiques seront celles qui connaîtront le mieux la situation et la population à

l'échelon local. Si une bavure est commise, ce sont elles qui en subiront les conséquences. Il en découle que lorsque des unités mobiles sont engagées temporairement dans une région, elles doivent être placées sous le commandement du responsable des unités statiques du lieu, même s'il se trouve être moins gradé que le chef des unités mobiles. De même que l'ambassadeur des États-Unis a autorité sur toute organisation américaine opérant dans le pays où il est nommé[1], le chef de l'unité locale doit avoir autorité sur toute force militaire opérant dans sa zone.

Adaptation des forces armées aux nécessités de la contre-insurrection

Tant que l'insurgé n'est pas parvenu à se doter d'une armée régulière suffisamment puissante, le loyaliste a peu l'usage de ses unités lourdes et modernes, taillées pour la guerre conventionnelle.

Pour ses forces terrestres, il lui faut toujours plus d'infanterie, légère et très mobile, de l'artillerie de campagne pour fournir un appui ponctuel aux opérations, des unités de reconnaissance blindée et, si le terrain s'y prête, des unités hippomobiles pour la surveillance des axes.

Pour ses forces aériennes, il lui faut des avions d'attaque et d'observation lents, à long rayon d'action, dotés d'une bonne puissance de feu et protégés contre les tirs des armes légères d'infanterie. Il

1. N.D.T. : Galula s'adresse à des lecteurs américains.

lui faut aussi des avions de transport capables de décoller et d'atterrir sur de courtes distances et des hélicoptères, qui jouent un rôle clé dans ce type d'opérations.

La seule mission qui puisse être confiée à la marine, et sur laquelle il n'est pas besoin que nous nous étendions, est l'imposition d'un blocus maritime.

En plus de tout cela, le loyaliste doit pouvoir disposer d'un réseau de transmissions extrêmement dense.

Le gouvernement loyaliste se doit donc de procéder avant toute autre chose à une refonte de ses forces armées pour les adapter aux besoins que nous venons de décrire. Il doit notamment transformer en infanterie toutes les unités d'autres spécialités dont il n'a pas besoin.

Toutefois, l'adaptation des forces armées doit aller plus loin. Il existe un stade du combat à partir duquel les unités locales, qui ont initialement pris part à des opérations d'envergure dans leurs zones, se retrouvent confrontées à une multitude de tâches non militaires qui doivent être menées à bien pour s'assurer du soutien de la population, mais qui ne peuvent l'être que par des militaires en l'absence de leaders politiques et d'agents administratifs dignes de confiance.

Ces tâches sont par exemple le recensement complet de la population, le contrôle de la circulation des

personnes et des biens, la propagande (ciblée à un niveau individuel), la collecte de renseignements sur les responsables politiques insurgés, la mise en œuvre des réformes économiques et sociales, etc.

Les forces doivent donc être organisées, équipées et soutenues en conséquence. On pourra, dans ces circonstances, préférer une ronéo à une mitrailleuse, un médecin militaire qualifié en pédiatrie à un spécialiste des mortiers, du ciment à du barbelé et des employés de bureau à des fantassins.

Adaptations des mentalités

De même que les forces armées doivent s'adapter à ce type de combat, il est primordial que les individus de tout rang, civils comme militaires, qui servent le régime, s'adaptent aux exigences du combat de contre-insurrection.

Les réactions naturelles d'un soldat dans une guerre conventionnelle et d'un fonctionnaire du temps de paix ne sont pas toujours adaptées aux situations de contre-insurrection.

Dans une guerre conventionnelle, un soldat qui, pris à partie, ne riposterait pas avec la puissance de feu maximale, manquerait à son devoir. Dans une guerre révolutionnaire, la situation est inverse : la règle est de faire un usage de la force aussi limité que possible.

Dans une guerre conventionnelle, les militaires se tiennent à une certaine neutralité politique : ils esti-

ment que leur rôle doit se limiter à vaincre l'ennemi par le feu. *A contrario,* dans une guerre révolutionnaire, le rôle du soldat est d'aider le gouvernement à gagner le soutien de la population ; il doit pour cela s'engager un minimum politiquement.

Un système de récompense et de promotion des militaires qui, comme dans le cadre d'une guerre conventionnelle, encouragerait les hommes à tuer ou à capturer le plus grand nombre d'ennemis possible et donc à multiplier les actions offensives, pourrait s'avérer particulièrement contre-productif dans une guerre révolutionnaire.

En temps de paix, un préfet se doit de conserver en public sa neutralité politique et de laisser « *fleurir cent fleurs et s'opposer cent écoles de pensée* ». Dans une guerre révolutionnaire, son devoir est de s'assurer que seuls les bons bourgeons fleurissent, du moins jusqu'à ce que la situation revienne à la normale.

On perçoit bien la nécessité dans laquelle se trouve le gouvernement de contre-insurrection de disposer d'une élite ayant compris la nature de cette guerre. Il y a deux façons de la constituer : par l'endoctrinement et la formation ou par le recrutement direct.

La théorie de la contre-insurrection peut s'enseigner comme n'importe quelle autre doctrine. À l'évidence, le loyaliste doit s'assurer de sa diffusion à l'intégralité de ses agents militaires et civils. La difficulté est d'accompagner cet enseignement de travaux pratiques : s'il est aisé de créer des exercices et des

cas concrets d'entraînement aux opérations militaires, on peut rarement recréer les conditions des opérations non militaires. En premier lieu, ce sont les attitudes et le comportement de la population qui définissent ces opérations : les répliquer parfaitement dans un exercice est impossible. D'autre part, alors que la pertinence d'une décision militaire se mesure généralement de façon quasi immédiate, il existe souvent dans ces opérations un temps de latence entre la prise des décisions et l'observation de leurs effets sur le terrain.

Quoi qu'il en soit, l'endoctrinement et la formation sont des actions de long terme, alors que le besoin de dirigeants pour la contre-insurrection est immédiat. Il n'est pas aisé de déterminer des critères de sélection permettant de trouver de bons dirigeants parmi des personnes n'ayant jamais été exposées à une situation de guerre révolutionnaire. Une solution a minima consiste à ne recruter dans un premier temps que ceux qui adhèrent sans rechigner aux principes de la contre-insurrection et de promouvoir par la suite ceux qui se distinguent sur le terrain.

Ceux qui, dans les forces armées, se seront montrés incapables d'abandonner leurs raisonnements issus de la guerre conventionnelle, pourront éventuellement être affectés aux unités mobiles. Ils ne doivent en aucun cas être placés dans des structures civiles.

Bien entendu, dès lors que la fiabilité politique des individus est en jeu comme c'est le cas ici, seuls les

cadres les plus fiables doivent être affectés aux tâches impliquant des contacts avec la population.

CHOIX DE LA ZONE DE CONCENTRATION DES EFFORTS

Perspective stratégique

Deux options s'offrent au loyaliste, plus une troisième qui est un compromis des deux autres.

La première option consiste à aller de la difficulté vers la facilité : il concentre d'emblée ses efforts sur les régions *rouges*, avant de s'étendre vers les régions *roses* et *blanches*. Quand elle fonctionne, cette méthode est la plus rapide. La seconde option, qui consiste à aller du plus facile vers le plus difficile, requiert moins de moyens au départ mais elle est plus lente et laisse plus de marge de manœuvre à l'insurgé, ce qui lui permet de consolider ses positions dans les régions rouges. Le choix entre ces deux options se fait essentiellement sur des questions de rapport de forces.

En Grèce, les nationalistes avaient choisi au départ une approche ressemblant beaucoup à la première option. Ils s'attaquèrent d'abord à la région de Thessalie, dans le centre du pays. Tout de suite après, ils s'élancèrent vers le nord et vers l'est, contre les places fortes communistes établies le long des frontières. Les communistes réussirent à s'en retirer sans dommage et à se réfugier dans des pays satellites du bloc soviétique, pour mieux revenir en Grèce par la

suite. La première offensive nationaliste se solda donc par un échec.

Lors de leur seconde tentative, en 1949-1950, les nationalistes choisirent l'approche opposée : ils commencèrent par éliminer les communistes du Péloponnèse, puis opèrent en force en Thessalie, pour enfin ratisser les frontières. Cette fois-là ils réussirent, en partie grâce à la rupture entre Tito et le bloc soviétique, qui mit fin à la possibilité pour les communistes grecs de se servir de la Yougoslavie comme zone refuge.

Lors de la reprise de la guerre révolutionnaire en Chine après la reddition japonaise, trois options s'offraient aux nationalistes :

1) concentrer leurs efforts en Mandchourie, la région la plus éloignée du centre du pouvoir des nationalistes et où les forces communistes, qui s'étaient emparé des équipements abandonnés par les Japonais, étaient le mieux établies ;
2) ratisser en premier le centre de la Chine, puis le nord, pour terminer par la Mandchourie ;
3) attaquer toutes les régions à la fois.

Ce choix était en fait limité par l'impératif de ne pas laisser leurs adversaires prospérer en Mandchourie, qui était la plus riche des régions industrielles chinoises, avec accès direct à l'Union soviétique. De plus, la Mandchourie ayant été occupée par les Soviétiques durant les derniers jours de la seconde

guerre mondiale, les nationalistes se devaient d'y réaffirmer leur souveraineté. Ils furent donc presque forcés d'engager leurs meilleures unités en Mandchourie.

Il serait osé d'affirmer que les nationalistes auraient vaincu les communistes s'ils avaient agi autrement, car ces derniers étaient en 1945 quasi invincibles. Néanmoins, leurs chances auraient pu être meilleures s'ils avaient choisi la deuxième option.

En Algérie, où les Français disposaient à partir de 1956 d'une supériorité militaire écrasante sur le FLN, leurs efforts furent initialement dispersés sur l'ensemble du territoire, avec des concentrations de forces le long des frontières de la Tunisie et du Maroc et en Kabylie, une région rocheuse et très peu peuplée. Les forces du FLN furent rapidement brisées, mais l'absence, entre autres, de doctrine et d'expérience de ce qu'il convenait de faire au-delà des opérations militaires, empêcha que la victoire française fût totale.

En 1959-1960, la stratégie française s'appliqua d'ouest en est, en commençant par la région d'Oran, puis par les montagnes de l'Ouarsenis, pour se poursuivre en Kabylie et s'achever dans la région de Constantine. Cette fois, des leçons avaient été tirées de l'expérience précédente, et il y eut moins d'atermoiements. À la fin de l'année 1960, lorsque le gouvernement français décida de changer totalement de politique et de se désengager d'Algérie, les forces du

FLN avaient été réduites à un effectif compris entre 8 000 et 9 000 hommes, isolés du reste de la population et divisés en petits groupes inoffensifs. Ils ne possédaient plus que 6 500 armes, dont la plupart avaient été enterrées faute de munitions. Les chefs de *wilaya* (région militaire) avaient perdu tout contact (même par radio) avec l'organisation du FLN exilée à l'étranger. Des purges internes décimaient leurs rangs et quelques-uns des principaux dirigeants du FLN en Algérie commençaient même à parler de reddition. L'étanchéité des frontières empêchait toute infiltration autre que ponctuelle et limitée. Les forces françaises comprenaient 150 000 musulmans, sans compter les groupes de défense passive établis dans presque tous les villages.

Il ne restait plus, si la politique n'avait pas changé, qu'à éliminer les irréductibles, ce qui aurait pris un temps considérable étant données la taille du pays et la nature du terrain. En Malaisie, cette phase finale de la contre-insurrection a duré cinq ans.

Le choix du point initial de concentration des efforts doit donc être dicté avant tout par l'option stratégique retenue. Il est bon de rappeler que, dans tous les cas, le loyaliste se doit d'obtenir une victoire claire dès que possible, même si elle est géographiquement limitée. Au vu des bénéfices psychologiques qui peuvent en être retirés pour la suite de la guerre révolutionnaire, cela mérite de prendre des risques, même s'il faut pour cela laisser l'insurgé prospérer dans d'autres régions.

Par ailleurs, il importe que le loyaliste, qui n'a généralement pas d'expérience pratique des opérations non militaires de contre-insurrection, en acquière une rapidement.

Ces deux considérations montrent qu'il est souhaitable que le choix du point initial de concentration des efforts permette une victoire tactique facile au prix d'un risque stratégique. En d'autres termes, il semble préférable d'aller du facile au difficile, à moins que le loyaliste soit si puissant qu'il puisse se permettre d'adopter l'option inverse.

Perspectives tactiques

Dans le choix du point de concentration des efforts, des éléments classiques de la guerre conventionnelle comme le terrain, les réseaux de transport et le climat demeurent valables. Le loyaliste doit ainsi porter une attention particulière à la facilité qu'il aura d'isoler la zone et de la compartimenter, en s'appuyant sur des obstacles naturels comme les mers, les rivières et les plaines. Il peut paraître étrange qu'une plaine soit considérée comme un obstacle naturel, mais il faut rappeler qu'*a contrario* les montagnes, les forêts et les marais ne sont pas des obstacles pour l'insurgé ; ils constituent même plutôt son terrain d'action favori. De même, les frontières internationales n'existent pas pour lui : elles ne s'appliquent qu'au loyaliste. Si les obstacles naturels manquent, il faut évaluer la possibilité de construire des obstacles artificiels comme les Français le firent

le long des frontières tunisienne et marocaine. Bien qu'onéreuse, cette solution produit de tels bénéfices en matière de sécurité et d'économie de main-d'œuvre qu'elle peut être souhaitable.

Quoi qu'il en soit, l'objectif étant la population, les facteurs qui sont attachés à cette dernière revêtent une importance particulière.

Certains de ces facteurs sont des caractéristiques objectives de la population :

- sa taille : plus nombreuse est la population, plus grands sont les enjeux ;
- sa répartition entre les villes et les campagnes : une population très concentrée est plus facile à protéger et à contrôler. Une compagnie d'infanterie peut réussir à contrôler une petite ville de 10 à 20 000 habitants – sauf en cas de soulèvement généralisé – alors qu'il faudra une force beaucoup plus importante si la même population est dispersée dans la campagne ;
- son degré de dépendance vis-à-vis des approvisionnements extérieurs et des structures économiques fournies par l'administration loyaliste (doit-elle importer ses subsides ? Le commerce est-il l'une de ses activités principales, ou peut-elle vivre en autarcie ?).

D'autres facteurs, plus importants, sont subjectifs :

- comment la population considère-t-elle chacun des adversaires ?

- quelle est la proportion de supporters, d'ennemis ou d'attentistes potentiels ?
- ces catégories apparaissent-elles clairement par avance ? Peut-on, par exemple, considérer que la bourgeoisie, les agriculteurs riches, les petits agriculteurs, etc., vont adopter telle ou telle attitude ?
- existe-t-il des moyens de pression sur ces différentes classes sociales ?
- existe-t-il des facteurs de division par lesquels l'une de ces classes pourrait se détacher des autres au profit de l'un des deux adversaires ?

Une telle analyse politique revêt en guerre révolutionnaire la même importance que l'étude des cartes dans une guerre conventionnelle, car elle permet de déterminer, même de façon grossière, la difficulté à tenir telle ou telle région. En Algérie, par exemple, les Français tenaient pour acquis que les anciens combattants musulmans, qui recevaient une pension du gouvernement français, seraient hostiles au FLN et que les femmes musulmanes vivant sous la contrainte de la coutume islamique souhaiteraient leur émancipation. Malgré quelques erreurs, ces postulats ont généralement été vérifiés.

Il existe une *taille optimale* de région test. Au-dessus de cette taille, il est difficile de maintenir la population dans un isolement du reste du pays et les efforts des loyalistes sont trop dilués. Au-dessous, l'influence de l'insurrection continuerait à affluer de l'extérieur avec trop de facilité et la population, cons-

ciente de sa faiblesse et se sentant trop exposée, rechignerait à basculer du côté des loyalistes.

Cette taille optimale ne peut pas être déterminée de façon abstraite ; elle varie trop suivant les cas. Toutefois, le fait que l'insurgé se déplace généralement à pied permet de définir une unité de mesure approximative. Le diamètre minimum de la région choisie peut par exemple être de trois jours de marche, de façon que les guérilleros qui tentent de s'infiltrer en profondeur aient à marcher plus d'une nuit. Cela laisse plus de chances au loyaliste pour les attraper.

Préparation politique

Avant de s'engager dans cette entreprise de taille, le loyaliste doit faire face à ce qui est probablement le problème le plus difficile de la guerre : il doit s'armer d'une contre-cause compétitive.

Examinons tout d'abord les cas faciles :

1) *L'insurgé n'a pas de vraie cause ; il exploite la faiblesse et les erreurs du loyaliste.* C'est la situation qui se dessine au Sud Vietnam à l'heure actuelle. Le Vietcong ne peut ni réclamer de la terre pour le peuple, puisqu'elle constitue une ressource illimitée dans ce pays, ni brandir la bannière de l'anticolonialisme puisque le Vietnam n'est plus une colonie, ni proposer le paradis communiste puisque le régime actuellement en place au nord ne

satisfait pas la population. Le programme de l'insurrection est simple : « *mettons les chacals à la porte* ». Il suffirait aux « chacals » (les membres du gouvernement de Saigon) de s'amender pour que l'insurrection perde sa cause.

2) *L'insurgé a une cause que le loyaliste peut épouser sans exposer excessivement son gouvernement.* Cette situation était, comme nous l'avons vu, celle des Philippines durant l'insurrection des Huk. La seule chose que le loyaliste ait à faire dans ce cas est de promettre les réformes nécessaires et de prouver sa bonne foi.

Plaçons-nous à présent dans le cas plus général où la cause de l'insurgé semble inattaquable. Quelle ligne de conduite le loyaliste peut-il adopter ? Savoir que son handicap idéologique se réduira lorsque les ravages causés par la guerre deviendront insupportables ne constitue pas réellement un réconfort, car il lui faut tenir jusque-là ; de plus, nous avons vu qu'il lui fallait lancer une contre-offensive dès le début de l'insurrection.

Ce serait une erreur de considérer que le loyaliste ne peut pas obtenir le soutien de la population sans concéder de réforme politique. Si impopulaire soit-il, s'il est suffisamment déterminé et puissant et s'il peut s'appuyer sur un petit nombre de supporters actifs, qui lui resteront loyaux car ils perdraient tout (y

compris la vie) en cas de victoire de l'insurrection, il peut se maintenir au pouvoir.

Il peut, par exemple, limiter les avantages que la population retire habituellement de l'existence de son régime comme l'ordre public, la régulation de la vie économique, des services publics, etc., et les restaurer de façon graduelle en échange de sa coopération. Une technique simple consiste à rationner la nourriture, en faisant en sorte que seuls ceux qui coopèrent reçoivent des cartes de rationnement. Dans le même temps, le loyaliste peut tirer le meilleur parti de ceux qui sont prêts à le soutenir, en augmentant leurs privilèges et en gouvernant par leur truchement, même si le reste de la population les vomit. C'est la façon dont se maintient actuellement au pouvoir le régime de Kadar en Hongrie, et il n'est certainement pas le seul. Mais une telle politique, tout en force, ne peut déboucher au mieux que sur un *statu quo ante* et un état de tension perpétuelle et non pas sur une paix durable.

Sans même parler de défense de la démocratie ou de la justice, si tant est que les revendications des insurgés soient légitimes, la sagesse commande que le loyaliste s'arme d'un programme politique visant à rendre moins attrayant celui de l'insurgé. Cela soulève de sérieuses questions de contenu et de calendrier.

Dans sa recherche d'une contre cause, le loyaliste ne peut s'appuyer que sur des problèmes de second ordre, qui font invariablement appel à la raison en un

temps où la passion est le moteur principal. Par ailleurs, il existe une limite à l'ampleur des réformes qu'il peut concéder sans mettre en danger son leadership. Lorsque, comme dans la plupart des insurrections anti-coloniales ou dirigées par des communistes, la cause de l'insurgé est sans appel, sa marge de manœuvre politique est très limitée. Là où l'insurgé exige l'indépendance immédiate, parle de révolution, de lutte des classes et de dictature du prolétariat, son adversaire ne peut offrir que l'autonomie (ou l'une de ses variantes), proposer des réformes à long terme et promouvoir la solidarité entre les classes.

Et cependant, tout en sachant que ses propositions n'auront que peu ou pas de succès, le loyaliste doit, d'une manière ou d'une autre, élaborer un programme de réformes même mineures ou secondaires. Il doit parier sur le fait que dans le long terme, la raison l'emportera sur la passion.

Il doit aussi être suffisamment sage pour vérifier que ce qu'il propose est réellement voulu par le peuple. Des réformes conçues dans l'abstrait au niveau gouvernemental peuvent paraître bonnes sur le papier mais s'avérer très éloignées des attentes du peuple. Une solution pratique consiste à enquêter objectivement sur les revendications populaires, à en établir une liste, puis à rejeter celles qui ne peuvent pas être honorées sans danger et à accepter les autres.

Le loyaliste doit aussi décider du moment où il rendra son programme public. S'il le fait trop tôt, cela

peut être pris comme un signe de faiblesse, inciter l'insurgé à surenchérir dans ses revendications et même encourager la population à soutenir l'insurrection dans l'espoir d'obtenir plus de concessions de la part du pouvoir ; de plus, si la guerre dure, l'impact du programme s'affaiblira. Si l'annonce est trop retardée, la conquête du soutien de la population sera plus difficile. Il s'agit donc d'une question de jugement au cas par cas, et aucune solution ne peut être proposée à l'avance.

Quoi qu'il en soit, il semble judicieux de séparer clairement le programme politique de la liste des réformes concrètes envisagées. Le programme peut être publié assez tôt en termes très généraux. Quant aux réformes, qui ne sont valables que si elles peuvent être mises en œuvre sans danger, elles peuvent être lancées localement dès que les opérations militaires préliminaires sont achevées. Elles ne sont ensuite publiées au niveau national que lorsque l'expérience locale a montré leur bien-fondé.

La première région choisie est une région test

Quel que soit le niveau de préparation, d'entraînement et d'endoctrinement des forces loyalistes, la réalité du combat diffère toujours de la théorie. Et s'il est normal que des erreurs soient commises, il est inexcusable ne pas en tirer des leçons. C'est la raison pour laquelle la première région choisie pour les opérations de contre-insurrection doit être considérée

comme une région test. Les leçons tirées de l'expérience acquise ont autant d'importance que le résultat des opérations qui sont menées.

Tester signifie expérimenter, apprécier de façon objective ce qui se passe et être prêt et prompt à corriger ce qui ne va pas. Il faut ensuite tirer les bonnes leçons des événements et faire partager l'expérience à d'autres. Tout cela ne peut pas être le fait du hasard et de l'initiative personnelle des chefs locaux ; ce retour d'expérience doit être organisé avec attention et de façon délibérée.

Les communistes chinois, convaincus de l'importance de l'expérience et de la combinaison de la théorie avec la pratique, ont appliqué au début des années 1950 une méthode qui relève plus de la science expérimentale et du bon sens que du marxisme. Ils ne l'ont jamais énoncé clairement, aussi ce qui suit n'est qu'une reconstitution basée sur l'observation des faits et sur des conclusions logiques.

Lorsque les plus hauts dirigeants communistes chinois (c'est-à-dire les dix à douze membres permanents du comité central) avaient à décider d'une réforme majeure, par exemple la mise en place de coopératives agricoles socialistes, l'idée était en premier lieu examinée avec attention au sein de ce groupe restreint.

Si elle passait ce filtre, une première version, le *projet numéro un*, était soumise ensuite au reste du comité central (environ 70 membres), où elle était à nouveau examinée en détail et amendée ou éventuel-

lement rejetée. De ces débats sortait un *projet numéro deux*, soumis à l'une des chaînes hiérarchiques du parti, composée de membres sélectionnés à tous les niveaux et dans toutes les régions de Chine. Dans la pure tradition communiste chinoise, chacun était tenu d'exprimer son avis personnel et ses convictions avant de voter pour ou contre le projet. De cette discussion élargie découlaient de nouveaux amendements ou (à nouveau) son rejet. Il en résultait le *projet numéro trois*.

Les dirigeants du parti choisissaient assez longtemps à l'avance les régions qui devaient servir de test. Ainsi, la Mandchourie dans son ensemble était l'une d'elles, car elle était considérée comme l'avant-garde de l'industrialisation de la Chine. Plusieurs provinces, un ou plusieurs districts dans chaque province, un ou plusieurs villages dans chaque district, étaient sélectionnés pour des raisons précises : parce qu'ils étaient idéologiquement avancés (ou dans la moyenne, ou en retard), parce qu'ils étaient proches d'une grande ville ou étaient peuplés par certaines minorités ethniques. Plusieurs « projet numéro trois » furent ainsi secrètement testés, avec un minimum de publicité locale. Le déroulement des opérations y fut observé attentivement par des cadres de tout niveau venus d'autres régions.

À la fin de chaque expérience, le projet était critiqué en détail puis rejeté dans son ensemble ou modifié en fonction des leçons tirées. S'il était approuvé, une décision officielle était annoncée en fanfare dans l'ensemble du pays. Les observateurs de l'expérience

retournaient à leur poste et servaient de formateurs et d'inspecteurs de la réforme à leurs niveaux respectifs, pour les masses et des cadres locaux.

C'est ainsi que Pékin parvint à mener en quelques semaines seulement le premier recensement à peu près exact de la Chine[1] et à imposer en moins d'un mois un strict rationnement des céréales. Le fait que le régime communiste ait quasiment fait faillite dans la période du « *grand bond en avant* » qui a suivi ne remet pas en cause la validité de cette méthode. Et bien que l'exemple qui précède ne soit pas tiré d'une situation de contre-insurrection, ce principe peut être appliqué dans n'importe quelle guerre révolutionnaire.

1. Si la précision du recensement semble acquise, la véracité des résultats publiés ne l'est pas forcément. Seuls les communistes chinois connaissent la vérité en la matière.

CHAPITRE 7

OPÉRATIONS

DANS le chapitre 5, nous avons présenté les grandes lignes de notre stratégie de contre-insurrection. Dans ce qui suit, nous allons examiner plus à fond cette stratégie et les problèmes tactiques que pose sa mise en œuvre. Comme nous conduisons ce raisonnement dans l'abstrait, nous décrirons des principes plutôt que des recettes détaillées.

PREMIÈRE ÉTAPE : DESTRUCTION OU EXPULSION DES FORCES D'INSURRECTION

L'écrasement ou l'anéantissement de la guérilla dans les régions sélectionnées est assurément souhaitable, et le gouvernement loyaliste doit planifier ses opérations en conséquence. Toutefois, il est clair également que la destruction de la guérilla au cours

de cette première étape de notre stratégie ne peut pas être considérée comme une fin en soi.

En effet, les guérillas, comme les têtes de l'hydre de la légende, ont le pouvoir de repousser si elles ne sont pas toutes coupées au même moment. Le but réel de cette première étape est donc de préparer les conditions de la suite de l'action.

Ce but est atteint lorsque les unités locales que le gouvernement déploie dans les zones « nettoyées » disposent de la liberté de mouvement nécessaire à leur action. En conséquence, si le gros des unités de guérilla a été expulsé, l'opération a réussi. Si elles ont été démantelées en très petits groupes et doivent se terrer dans la région, la situation est encore acceptable, à condition que le loyaliste veille à empêcher les regroupements.

Pour cela, certaines des unités mobiles devront rester dans la zone jusqu'à ce que les unités locales soient suffisamment bien établies et aient acquis un contrôle de la population suffisant pour pouvoir faire face aux unités de guérilla dispersées et empêcher le rassemblement des groupes les plus importants et les plus dangereux.

Il ne faut pas que cette première étape traîne en longueur dans le simple but d'obtenir de meilleurs résultats militaires.

Les tactiques liées à ces opérations sont simples.

1. Les forces loyalistes se concentrent autour de la région sélectionnée, avec des unités mobiles

ainsi que des unités désignées par avance pour rester plus tard dans la région et renforcer les unités loyalistes qui s'y trouvent éventuellement déjà.

Un ratissage est mené de l'extérieur vers l'intérieur de la zone, de façon à enfermer la guérilla dans une nasse. Dans le même temps, les unités stationnées dans les régions voisines reçoivent l'ordre d'intensifier leurs activités sur la périphérie de l'opération en cours ;

2. Un autre ratissage est ensuite effectué de l'intérieur vers l'extérieur, de façon à expulser la guérilla.
3. Enfin, l'opération d'ensemble est divisée en plusieurs opérations secondaires. Toutes les unités locales, y compris celles qui se trouvaient déjà sur place, reçoivent la charge d'un secteur définitif. Une partie des unités mobiles reste sous contrôle centralisé du gouvernement ; le reste est détaché dans les différents secteurs. L'ensemble des forces opère ensuite sur ce qui reste de la guérilla après les ratissages.

Tout comme nous le verrons dans les étapes suivantes, ces manœuvres sont appuyées par le renseignement et par des opérations psychologiques de propagande dirigées vers l'insurgé, vers les propres forces du loyaliste et vers la population.

Propagande à destination des forces loyalistes

Les opérations menées durant cette étape étant de nature essentiellement militaire, elles s'accompagnent inévitablement de destructions et de dommages. L'insurrection cherchera forcément à exploiter ces dommages pour provoquer des incidents entre la population et les loyalistes.

Pour ne pas s'aliéner la population, il est impératif que l'usage de la force pour elle-même soit minimal. Il faut donc que les unités participant à ces opérations soient endoctrinées dans ce sens, que les bavures soient punies sévèrement, et même publiquement si cela peut servir à apaiser la population. Tout dommage de guerre doit être immédiatement réparé, quitte à court-circuiter la bureaucratie.

Propagande à destination de la population

Il serait vain, et même contre-productif, d'attendre de la population locale qu'elle coopère en masse et ouvertement dès ce stade, puisqu'elle se trouve toujours sous le contrôle des insurgés. Afficher une telle ligne de conduite exposerait le loyaliste à un échec public. De plus, si des civils venaient à être punis par l'insurrection pour avoir collaboré de façon prématurée, les effets psychologiques seraient désastreux.

Le loyaliste sera mieux avisé de limiter son ambition à l'obtention de la neutralité de la population, c'est-à-dire à sa passivité vis-à-vis des deux camps. La ligne affichée doit être : « restez neutre et la paix

sera bientôt rétablie dans la région. Si vous aidez les insurgés, nous devrons poursuivre nos opérations militaires et causer plus de destructions ».

Propagande à destination des insurgés

La pire erreur que puissent commettre les insurgés à ce stade serait d'accepter le combat contre un ennemi toujours beaucoup plus puissant qu'eux. Le but de l'action psychologique est de les pousser à commettre cette erreur.

Si une fois perdu l'effet de surprise (s'il y en a eu un) lié à la concentration de forces et aux premières opérations le gouvernement loyaliste fait connaître publiquement son intention de s'établir dans la région pour travailler avec la population et gagner son soutien, il est possible que les insurgés, craignant de perdre la face et les avantages qu'ils possédaient, choisissent de relever le défi.

DEUXIÈME ÉTAPE : DÉPLOIEMENT D'UNITÉS LOCALES (STATIQUES)

La destruction complète de la guérilla par l'action militaire au cours de l'étape précédente étant quasiment impossible, des reliquats de l'insurrection parviendront forcément à se maintenir dans la région, et de nouvelles recrues continueront de rejoindre leurs rangs aussi longtemps que les cellules politiques n'auront pas été détruites.

Elles ne pourront être définitivement éliminées qu'avec la collaboration active de la population, qui sera possible dans les étapes suivantes si tout se passe correctement.

C'est la raison pour laquelle les forces loyalistes doivent à présent porter leur attention non plus sur la guérilla, mais sur la population.

Cela ne signifie pas que les activités militaires doivent cesser. Au contraire, les unités locales doivent continuer à traquer la guérilla, mais cette fois par des opérations limitées et des embuscades plutôt que par des ratissages très larges, en gardant à l'esprit que ces activités ne doivent jamais les détourner de leur mission première qui est d'obtenir le soutien de la population.

Les loyalistes doivent aussi veiller à ce que les forces de l'insurrection ne puissent pas revenir en force dans la région. Les unités mobiles de la région doivent donc recevoir comme mission principale de s'opposer à de telles incursions.

L'objectif du déploiement des unités locales est d'établir un maillage de forces permettant à la population et aux instances politiques loyalistes d'être suffisamment protégées et de participer à la vie locale jusqu'au plus petit échelon, là où les fonctionnaires civils font défaut. La région sera divisée en secteurs et sous secteurs, chacun étant confié à une unité précise.

Cette organisation doit être morcelée jusqu'au niveau de « l'unité élémentaire de contre-insurrection », qui constitue le plus haut échelon militaire auquel le chef est en contact direct avec la population. C'est le niveau le plus important dans les opérations de contre-insurrection, celui où les problèmes politiques pratiques se posent et où la guerre se gagne ou se perd.

Sa taille varie suivant les cas et selon l'évolution de la situation. L'unité élémentaire pourra être un bataillon ou une compagnie au départ du procédé puis un groupe ou même un policier local dans les derniers temps.

Lors du déploiement d'unités locales, certains points requièrent une attention particulière.

1. Les limites de secteurs militaires doivent correspondre aux limites administratives, même si cela ne semble pas logique sur le plan militaire. Le non respect de ce principe pourrait causer une confusion qui bénéficierait à l'insurrection.

2. Logiquement, les secteurs seront au départ de taille plus réduite au centre de la zone qu'à la périphérie, où les forces loyalistes consacreront une plus grande part de leur activité aux actions militaires.

3. Les unités doivent être positionnées en fonction des zones de concentration de la population et non pas des points du terrain qui ont une importance tactique. Une unité peut passer toute la durée de la guerre sur une position soi-disant tactique sans se

montrer d'aucune utilité. Bien entendu, cela ne signifie pas que les ponts, les nœuds de communication et autres installations vulnérables ne doivent pas être protégées, mais plutôt que les forces ne doivent pas être gâchées sur des positions qui « commandent le terrain » car dans une guerre révolutionnaire ces positions ne commandent généralement rien.

4. Si la population rurale est trop dispersée pour permettre le détachement d'une unité dans chacun de ses hameaux, le loyaliste doit se poser la question de la déportation de la population, comme cela a été fait en Malaisie, au Cambodge, en Algérie, et comme on l'observe actuellement au Sud Vietnam.

Une telle mesure est radicale, compliquée et dangereuse. Elle est compliquée car, tout en déplaçant et en relogeant la population, il faut lui permettre de conserver ses anciens moyens de subsistance ou d'en trouver de nouveaux. Elle est dangereuse car, personne n'appréciant d'être déraciné, le gouvernement loyaliste est quasi certain de s'aliéner la population à un moment critique. Une déportation correctement planifiée et exécutée pourra s'avérer bénéfique au final pour la population sur un plan économique et social, mais cela n'apparaîtra pas clairement au départ. De plus, le regroupement de la population est une action exclusivement défensive : la liberté d'action de l'insurgé est considérablement accrue dans les zones abandonnées, du moins de nuit. Enfin, elle n'est pas compatible avec l'objectif d'utiliser abondamment la population comme source de renseignements et comme milice locale de contre guérilla.

La guerre d'Algérie présente une illustration surprenante des effets que peut avoir une déportation de population. Lorsque les Français scellèrent la frontière tunisienne, ils construisirent en fait une clôture à quelque distance de cette frontière. En déplaçant la population locale hors du secteur situé entre la clôture et la frontière, ils y créèrent de fait un *no man's land*. En 1959, la situation s'étant considérablement améliorée, la population fut ramenée à son habitat original entre la clôture et la frontière. Il en résulta que le FLN, à son tour, déplaça de force la population vers la Tunisie pour éviter que les Français ne soient renseignés par elle sur les mouvements des rebelles.

La déportation est clairement une mesure extrême, qui résulte de la faiblesse du loyaliste. Elle ne doit être entreprise que si l'évolution de la guerre ne laisse réellement aucune chance au loyaliste de déployer ses forces en sûreté dans la population de façon satisfaisante.

Si tel est le cas, la déportation doit dans un premier temps être testée de façon limitée pour détecter les problèmes qui en résulteraient et acquérir l'expérience nécessaire. Elle peut être précédée d'une intense préparation psychologique et logistique. Enfin, la taille des nouvelles implantations doit correspondre à celle du plus bas échelon militaire déployé par le loyaliste ; par exemple, si dans une zone donnée un bataillon peut déployer en sûreté ses compagnies, 4 implantations de 2 000 personnes vaudront mieux qu'une seule implantation de 8 000.

Certaines zones de très faible peuplement et difficiles d'accès peuvent être déclarées zones interdites, dans lesquelles les contrevenants sont arrêtés ou même tirés à vue, éventuellement par avion.

5. À tous les niveaux, le commandement territorial doit disposer de ses propres réserves mobiles. Plus les unités statiques sont dispersées, plus les réserves doivent être conséquentes. Quoi qu'il en soit, elles ne doivent pas rester inactives entre deux opérations militaires : elles peuvent (et doivent) également participer aux actions civilo militaires. En d'autres termes, ces réserves mobiles sont des unités statiques auxquelles le commandement local impose un régime d'alerte à une, deux ou plusieurs heures.

6. Le déploiement ne doit pas être fait d'une façon uniforme, comme en choisissant de mettre une compagnie ou une section dans chaque village. Il doit pouvoir évoluer dans le temps, car avec les progrès des loyalistes et l'amélioration de la sécurité dans la zone, les unités statiques vont devoir s'étendre de plus en plus, jusqu'à ne laisser qu'une poignée d'hommes dans chaque lieu pour constituer le socle des unités de défense passive.

En conséquence, la construction d'infrastructures lourdes et onéreuses pour le logement des troupes doit être bannie, pas tant pour son coût que pour des raisons psychologiques. Très naturellement, il existe un risque que les soldats s'attachent à leur casernement et refusent de déménager pour en occuper un plus vétuste.

De plus, des soldats vivant en caserne ne peuvent qu'apparaître étrangers pour la population. Si aucune construction autre que celles strictement nécessaires n'est autorisée, les forces loyalistes seront obligées de vivre au sein de la population, dans des huttes si nécessaire, ce qui permettra de créer des liens.

Le principe de la région test s'applique à tous les niveaux. Jusqu'à ce qu'elles aient acquis une certaine expérience pratique, il est préférable que les unités élémentaires de contre-insurrection ne s'étendent pas d'un coup sur l'ensemble de leur territoire, même si les conditions de sécurité le permettent. Elles doivent au contraire concentrer leurs efforts sur un premier village de façon que les troupes y apprennent ce qu'il convient de faire et de ne pas faire lorsqu'elles occuperont d'autres villages.

Durant cette étape, les objectifs suivants pourront être ceux des opérations psychologiques.

Propagande à destination des forces loyalistes

Puisqu'elles changent de priorité à partir de ce point (en passant d'opérations purement militaires à un autre type d'opérations), les forces loyalistes doivent être informées des raisons de ce changement. On doit également leur expliquer leurs futures missions en termes généraux. Ces séances d'information, si elles incluent un temps d'échanges libres, peuvent être utilisées comme filtre pour le futur : en fonction des réactions des participants, le chef peut repérer ceux des officiers et des hommes qui sont le mieux à

même de servir au contact direct de la population et ceux qui, au contraire, sont plus faits pour les aspects purement militaires du combat.

Propagande à destination de la population

Le déploiement d'unités locales marque le début d'une longue campagne destinée à faire bouger la population de ses bases de neutralité ou d'hostilité. Ce déploiement est un argument de poids pour lui prouver que les loyalistes sont là pour durer, puisqu'ils ne s'étendraient pas s'ils comptaient partir comme après une opération coup de poing.

C'est bien entendu ce message qu'il faut diffuser. La meilleure façon de le faire est sans doute l'approche indirecte : on peut laisser la population tirer ses propres conclusions des faits et de la rumeur publique. Par exemple, la signature d'un bail de deux ou trois ans pour les logements destinés aux soldats produira à coup sûr les effets recherchés.

Propagande à destination des insurgés

Les événements feront forcément que le déploiement ne sera pas instantané ou même simultané dans tous les secteurs. Durant cette période, la concentration des forces loyalistes est encore importante en raison de la présence des unités mobiles opérant dans la zone et du fait que les unités locales ne sont pas encore toutes déployées en détachements élémentaires.

Il est de l'intérêt du loyaliste de poursuivre l'approche adoptée dans l'étape précédente et d'inciter la guérilla à réagir au pire moment possible pour elle-même. Le message à faire passer est donc que l'insurgé sera perdu une fois qu'il sera coupé de la population. L'inviter à quitter la zone ou à se rendre pourra l'inciter à faire l'inverse, c'est-à-dire à se battre.

TROISIÈME ÉTAPE : PRISE DE CONTRÔLE DE LA POPULATION

Les trois objectifs principaux de cette phase sont :

1) ré-établir l'autorité du loyaliste sur la population ;
2) isoler au maximum la population de la guérilla par des moyens physiques ;
3) recueillir les renseignements nécessaires pour lancer l'étape suivante : l'élimination des cellules politiques de l'insurrection.

Cette phase est la plus sensible du processus: elle revêt un caractère charnière, et pour la première fois dans le conflit une lourde part de politique se mêle à l'action militaire.

L'attention se focalise sur l'unité élémentaire de contre-insurrection, qui livre le combat principal.

1. *Contact avec la population.* Cette opération particulière constitue la première confrontation entre les deux camps dans la population. C'est la future

attitude de la population, c'est-à-dire l'issue probable de la guerre, qui est en jeu. Le loyaliste ne peut donc pas se permettre de perdre cette bataille.

Il s'agit bien d'une bataille : la population, qui était jusque-là sous le contrôle ouvert de l'insurgé reste probablement toujours sous son contrôle clandestin par l'intermédiaire des cellules politiques résiduelles. Elle ne peut pas spontanément coopérer avec les loyalistes, même s'il y a toutes les raisons de croire qu'une majorité leur soit favorable. Les habitants éviteront généralement tout contact avec eux. Il existe une barrière entre eux et la population qui doit être éliminée mais ne peut l'être que par la force. Ce que les loyalistes attendent de la population, ils devront le lui imposer. Et cependant, la population ne pas être traitée en ennemi.

La solution est de demander, puis d'ordonner à la population de réaliser un certain nombre d'actions collectives ou individuelles contre rétribution. En ordonnant ces actions, les loyalistes fourniront à la population un alibi vis-à-vis de l'insurrection.

Une erreur grossière serait bien sûr de donner des ordres sans être capable de les faire respecter. Les loyalistes doivent donc veiller scrupuleusement à ne donner qu'un nombre limité d'ordres, en s'étant assuré au préalable que ceux-ci sont humainement acceptables pour la population.

Ils pourront amener la population à participer, même de façon passive, au combat contre l'insurrection. Pour cela, ils ordonneront en premier lieu des

actions qui lui sont directement bénéfiques comme le nettoyage du village ou la remise en état des rues, pour aller ensuite vers des travaux comme la construction de routes militaires ou des installations de défense du village et le transport logistique au profit des unités militaires ou le recrutement de guides et de sentinelles.

2. *Contrôle de la population.* Pour pouvoir contrôler la population, il faut évidemment commencer par la recenser. Chaque citoyen devra se faire enregistrer et recevoir une carte d'identité infalsifiable. Pour faciliter le contrôle par foyer, on distribuera des livrets de famille et les chefs de famille devront signaler tout changement ultérieur dans la composition du foyer. Cette dernière mesure permet non seulement de tenir le recensement à jour, mais aussi d'impliquer les chefs de famille dans le combat, qu'ils le veuillent ou non.

Comme le recensement s'effectue au vu et au su des insurgés et que ces derniers peuvent en deviner les implications, ils tenteront certainement de le saboter. Ils pourront par exemple forcer les villageois à détruire leurs nouvelles cartes d'identité ; mais comme dans une guerre révolutionnaire un citoyen sans carte d'identité est un suspect, cette tactique risque de causer de violentes protestations dans la population et les insurgés devront rapidement l'abandonner. Ils pourront, à la place, tenter de faire recenser leurs propres éléments, en comptant sur la naïveté du pouvoir loyaliste local et sur la solidarité ou sur le silence de la population. Pour contrer cette

tactique plus insidieuse, le gouvernement loyaliste pourra exiger que tout homme soumis au recensement qui soit en âge de combattre se présente avec deux autres personnes extérieures à sa famille se portant caution pour lui. Ces derniers seront soumis à des peines sévères en cas de fausses déclarations. Des vérifications systématiques seront faites avant la délivrance de la carte d'identité. Cette parade contribuera aussi à monter la population contre l'insurgé.

S'il est correctement mené et exploité, le recensement constitue une source essentielle de renseignement. Il permettra par exemple de voir quels sont les liens de famille, une information importante puisque le recrutement mené par les insurgés dans les villages est généralement basé sur les liens familiaux. Il permettra aussi de voir qui sont les propriétaires de la terre, qui travaille en dehors du village et a donc des raisons valables de voyager, de quoi sont faits les revenus de chacun et à combien ils se montent. On pourra ainsi immédiatement distinguer ceux qui sont susceptibles de s'engager dans des activités subversives de ceux qui ne le peuvent pas. Le recensement doit donc être bien préparé et être mené de façon systématique pour qu'il n'y ait pas de décalage entre les secteurs sur le fond ou sur la forme.

Le contrôle de la population est établi pour permettre d'éliminer, ou au minimum de limiter considérablement, les contacts entre la population et la guérilla. Pour cela, les activités de la population doivent être surveillées ; avec le temps, lorsque les loyalistes ont fait connaissance avec chaque citoyen,

les comportements anormaux seront plus facilement détectés. La phase d'adaptation peut être raccourcie en divisant les villages occupés en portions confiées à des groupes de soldats qui y travailleront en permanence.

Pour améliorer le contrôle, on peut aussi imposer un couvre-feu et édicter deux règles simples : que personne ne puisse quitter son village plus de 24 heures ou recevoir d'étranger sans autorisation. Le but n'est pas d'empêcher tout mouvement (à moins qu'il y ait des raisons de le faire) mais de le contrôler. En rendant les mouvements clandestins plus difficiles, le loyaliste fournit à la population un nouvel alibi pour ne pas avoir à aider l'insurrection.

Toutefois, ces règles n'ont de valeur que si elles peuvent être appliquées de façon stricte et systématique. Pour punir les contrevenants, il faut établir un système d'amendes rapides et sommaires. La question des amendes est sensible ; elle mérite d'être traitée au plus haut niveau de la hiérarchie loyaliste pour ne pas en laisser l'initiative à des responsables locaux et créer ainsi une justice à plusieurs vitesses, ce qui générerait du chaos.

Depuis la fin de l'étape précédente, il ne reste que peu de guérilleros dans la région et ils sont dispersés. Leurs besoins en ravitaillement sont faibles (du moins pour assurer leur survie). Couper leurs liens avec leurs sources de ravitaillement demanderait beaucoup de moyens pour un résultat limité. Si le contrôle des biens s'avère nécessaire, il faut le limiter à ceux qui

sont essentiels à la guérilla et auxquels elle a difficilement accès, comme les rations alimentaires, les piles de radio et les chaussures. Le contrôle du rationnement peut être efficace à moindre coût lorsque la guérilla est géographiquement isolée de la population. Ce fut le cas en Malaisie, où elle vivait dans la jungle tandis que la population avait été déplacée en dehors.

3. *Protection de la population.* Si l'on peut dire qu'en imposant sa volonté à la population le loyaliste lui fournit un alibi pour refuser sa coopération à l'insurrection, l'inverse est vrai pour le camp adverse. En menaçant la population, l'insurrection lui fournit une excuse (voire même une raison) pour refuser ou limiter sa collaboration avec le loyaliste.

Les loyalistes ne peuvent pas arriver à grand-chose si la population ne se sent pas protégée contre l'insurgé. Ils doivent donc accroître leurs activités militaires en multipliant les patrouilles, les coups de filet de jour et les embuscades de nuit. Avant tout, ils doivent éviter de se retrouver dans la situation classique où ils régneraient le jour mais abandonneraient la nuit à leur adversaire.

Des plans de réaction rapide contre toute agression insurgée doivent être établis, en s'appuyant sur les forces placées en alerte immédiate.

4. *Recueil du renseignement.* Dans toute organisation établie pour recueillir du renseignement, celui-ci finit toujours par arriver. Soit parce que des informateurs se présentent spontanément, soit parce

que ces informateurs sont recrutés. Il faut donc amorcer cette pompe et en augmenter le débit.

La livraison spontanée d'informations est rare à ce stade, à cause de la crainte que l'insurrection inspire à la population et du manque de confiance de cette dernière dans l'action des loyalistes. Pour compenser cela, il faut fournir aux informateurs potentiels une façon de faire parvenir l'information en toute discrétion et en sûreté. Les solutions sont nombreuses, mais le plus simple est de multiplier les occasions de contacts entre la population et le personnel loyaliste, qui doit participer dans son ensemble au recueil du renseignement et non pas laisser cette tâche aux spécialistes. Le recensement, la distribution des laissez-passer, la paye des ouvriers, etc., sont autant d'occasions d'établir des contacts.

Les loyalistes obtiendront de meilleurs résultats en matière de recrutement s'ils concentrent leurs efforts sur les citoyens qui, par définition, ont intérêt à être leurs alliés, c'est-à-dire sur ceux qui ont le moins à gagner et le plus à perdre en cas de victoire des insurgés. La simple lecture du programme politique de l'insurrection permet généralement de déterminer qui ils sont.

Si le renseignement tarde encore à arriver, le loyaliste peut exercer une pression. Même dans un pays peu développé, aucun citoyen ne peut supporter longtemps la pression exercée par une bureaucratie peu efficace. Dans une situation d'insurrection, le nombre de démarches administratives quotidiennes

augmente. La bureaucratie peut s'avérer une arme puissante dans les mains du gouvernement loyaliste, à condition qu'elle soit utilisée avec modération et de façon restreinte, jamais contre une communauté dans son ensemble mais seulement contre quelques individus.

Dans les cas plus durs, de faux insurgés peuvent aussi se mêler à la population pour recueillir du renseignement et semer la suspicion entre les vrais insurgés et celle-ci.

5. *Début de l'acquisition du soutien de la population.* À ce stade, il serait prématuré de mettre en place des réformes politiques, même si elles ont été préparées et annoncées par le gouvernement. Le temps de le faire viendra lorsque les cellules politiques insurgées auront été détruites et lorsque de nouveaux dirigeants auront émergé. Dans le domaine politique, les responsables loyalistes doivent découvrir quelles réformes sont réellement souhaitées et en informer des échelons supérieurs ou évaluer la mesure dans laquelle les réformes annoncées se conforment aux souhaits de la population.

D'un autre côté, le gouvernement loyaliste peut d'ores et déjà commencer à travailler sur divers projets dans les domaines économique, social, culturel et médical, là où les résultats ne dépendent pas uniquement de la coopération active de population.

Si ces projets apparaissent d'emblée très bénéfiques pour la population, ils peuvent même lui être imposés : les habituelles accusations de paternalisme

ne tiendront pas longtemps si les résultats parlent d'eux-mêmes.

Le loyaliste doit aussi saisir toute occasion de venir en aide à la population en mettant à sa disposition ses ressources, son personnel et ses équipements. Cela doit se faire sans ostentation puisque, bonnes ou mauvaises, ces actions seront toujours commentées et amplifiées par la rumeur publique.

Au cours de cette troisième étape, les défis à relever et les tâches à accomplir par la propagande sont nombreux.

Propagande à destination des forces loyalistes

Lorsque les forces loyalistes sont éparpillées dans la population et vivent en son sein, il n'est plus besoin de les convaincre de la nécessité de gagner son soutien. Étant plus vulnérables, elles réalisent instinctivement que leur propre sécurité dépend de la qualité de leurs relations avec la population locale. Elles font donc naturellement preuve d'une attitude positive et amicale. Le problème devient de convaincre les agents de la contre-insurrection de rester sur leurs gardes malgré leur détente de façade.

Un autre problème qui se pose est de réussir à faire de chacun de ces agents un acteur efficace de la contre-insurrection, quels que soient son grade et ses responsabilités. Alors qu'au cours des étapes précédentes il lui suffisait d'obéir scrupuleusement, il a à présent le devoir de faire preuve d'initiative. Toute-

fois, tout effort individuel doit rester dirigé vers le but commun ; les déviances et les erreurs doivent être limitées au maximum. À ce stade, les responsables locaux doivent confier de nouvelles tâches précises à leurs hommes chaque jour, leur en expliquer patiemment le but, leur indiquer une façon d'y parvenir, prévenir les problèmes et y trouver des solutions. Après chaque opération, ils doivent réunir les agents, leur faire partager leurs impressions, tirer des leçons et les diffuser aux autres groupes. S'il existe une façon d'enseigner l'art de l'initiative, c'est bien celle-là.

Propagande à destination de la population

Au cours de cette étape, les objectifs de la propagande destinée à la population sont au nombre de 3 :

1) obtenir d'elle des signes d'approbation ou au minimum de compréhension des actions entreprises par le loyaliste (recensement, contrôle des mouvements, réquisition de main-d'œuvre, etc.) ;
2) préparer le terrain pour la rupture des liens entre la population et les insurgés ;
3) préparer l'engagement politique de sympathisants locaux (qui n'affichent à ce stade que de la neutralité).

Le premier objectif ne pose pas réellement problème. Le gouvernement loyaliste doit simplement

expliquer ce qu'il veut faire et pourquoi il veut le faire.

La difficulté vient des deux autres objectifs. Tout comme le terrorisme, les opérations de propagande ont une tendance regrettable à générer des retours de flamme. On peut même dire que, de toutes les armes de guerre, la propagande est la plus délicate : son utilisation requiert de la prudence, un solide sens des réalités et une bonne anticipation. Si la cible est une population rurale, la propagande est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur des événements locaux, sur des problèmes auxquels les citoyens sont confrontés de façon quotidienne, et lorsqu'elle est menée à travers des contacts individuels ou ciblés sur des groupes spécifiques (les hommes, les femmes, les jeunes, les anciens, etc.) plutôt que sur la population dans son ensemble.

Il est impossible de concocter ce type de propagande à un échelon élevé de la hiérarchie. Les responsables locaux ont donc une charge extrêmement lourde, particulièrement lorsqu'ils viennent d'établir le contact avec la population et n'ont pas encore apprécié sa réactivité. Le haut commandement doit donc faciliter la tâche de ses responsables locaux

Ils doivent, au minimum, être dégagés des charges de mise en œuvre de la propagande stratégique, confiées à des unités mobiles spécialisées. Ils doivent pouvoir disposer en permanence d'adjoints capables de les soulager des questions de détail. Ils doivent enfin recevoir régulièrement de l'échelon immédia-

tement supérieur ou de celui du dessus (suffisamment en prise avec la réalité du terrain) des éléments de langage actualisés. Ils doivent aussi être renforcés par des spécialistes de la guerre psychologique lorsque c'est nécessaire.

Propagande à destination des insurgés

Comme dans toute association humaine, les opinions, les sensibilités et les degrés d'adhésion à la cause de l'insurrection varient au sein de la guérilla. On ne peut ignorer ces différences : elles constituent des faiblesses à exploiter. À partir de cet instant, l'objectif de guerre psychologique des loyalistes doit être, au contraire, de diviser les rangs de leurs adversaires, d'accentuer les antagonismes entre la base et le sommet de la hiérarchie et de rallier les dissidents.

Cette entreprise excède généralement les possibilités du responsable local, car il ne peut s'adresser à la guérilla que par des voies indirectes – à travers la population – et car les unités de guérilla opèrent souvent sur un territoire plus grand que son propre secteur. Il peut donc participer à cette campagne de propagande, mais elle doit être dirigée à partir d'un niveau plus élevé.

QUATRIÈME ÉTAPE : DESTRUCTION DE L'ORGANISATION POLITIQUE INSURGÉE

La nécessité d'éliminer les agents politiques de l'insurrection dans la population est évidente. La

difficulté est de le faire rapidement et de façon efficiente, avec un minimum d'erreurs et de contestation.

Il s'agit, par essence, d'une opération de police dirigée non pas contre des criminels de droit commun mais contre des hommes dont les motivations, même si les loyalistes les contestent, peuvent être parfaitement honorables. Qui plus est, ces agents ne participent généralement pas aux actions de terrorisme ou de guérilla et, légalement, n'ont pas de sang sur les mains.

Comme ils sont généralement bien implantés dans la population locale, qu'ils y ont des liens de famille et des relations, et comme ils sont traqués par des étrangers, la population éprouve à leur égard une forme de sympathie et de solidarité automatique. Même dans des circonstances optimales, une telle opération de police a toujours un aspect désagréable, à la fois pour la population et pour les loyalistes qui y sont implantés. C'est la raison pour laquelle l'élimination des agents politiques de l'insurrection doit être menée de façon rapide et décisive.

Nul ne peut garantir qu'aucune erreur ne sera commise, ni qu'aucun innocent ne sera arrêté par erreur. L'une des ruses classiques de l'insurrection consiste d'ailleurs à inciter les loyalistes à arrêter des personnes hostiles à l'insurrection. Et même si seuls de vrais insurgés tombent sous les verrous, il serait dangereux et contre-productif de confier leurs interrogatoires à des amateurs.

Toutes ces raisons plaident pour que cette opération soit menée par des professionnels, au sein d'une organisation bien distincte des structures loyalistes travaillant quotidiennement à gagner le soutien de la population. Si la police en place n'est pas digne de confiance, il faut créer pour cela une police spéciale.

Alors que l'ensemble des agents loyalistes participe au recueil du renseignement, la police se charge seule des suspects. Toutefois, cela ne dégage pas le chef loyaliste local de sa responsabilité d'ensemble. L'opération est conduite sous son autorité, et il doit rester constamment en étroite liaison avec les forces de police durant cette « purge ». Il est seul à décider du moment où elle doit être conduite. Sa décision doit prendre en compte deux facteurs :

a) la qualité et la quantité des renseignements nécessaires pour conduire la purge ;
b) les moyens dont il dispose pour la mener à bien.

Dans les régions rouges, la qualité du renseignement sur l'organisation politique insurgée dont il dispose correspond généralement au modèle suivant. Le chef et les plus hauts dirigeants des cellules sont trop lourdement impliqués pour que l'on puisse espérer qu'ils changent spontanément de camp et se mettent à parler dès leur arrestation. Lorsque des suspects sont arrêtés individuellement ou en petits groupes, ils ne parlent pas non plus car ils craignent que les actions des loyalistes contre ceux qu'ils dénonceraient ne dévoilent trop clairement leur trahison. Et

cependant, chaque villageois connaît généralement les membres de la cellule locale, ou du moins ceux qui les protègent.

Il faut donc faire preuve de ruse.

La procédure idéale serait :

1) arrêter simultanément un grand nombre d'exécutants ;
2) arrêter les membres de la cellule sur la base de leurs déclarations.

Il existe évidemment un risque que les membres de la cellule soient alertés par la première action et disparaissent. Cependant, ce risque est faible car ils n'ont nulle part où aller. S'ils se joignent à ce qui reste de la guérilla, ils placent sur ces groupes un fardeau important car l'arrivée de quelques guérilleros supplémentaires n'apporte pas grand-chose, tandis que l'élimination d'une cellule politique est un grand changement. S'ils fuient vers une autre région dans laquelle ils sont des étrangers, ils peuvent difficilement s'y rendre utiles comme agent de l'insurrection, car ils y sont plus facilement repérés et arrêtés. En conséquence, de même que l'expulsion de la guérilla paraissait un résultat acceptable pour la première étape, l'expulsion des agents politiques l'est à ce stade.

Le bon moment pour entamer la purge n'est donc pas celui où les membres de la cellule ont été clairement identifiés, ce qui serait hasardeux et prendrait trop de temps mais plutôt celui où suffisamment

d'informations ont été rassemblées sur un certain nombre de villageois suspectés de fournir un soutien à cette cellule.

Une telle opération n'est réellement utile que si les villages purgés sont occupés par les forces loyalistes ou sont sur le point de l'être, car sinon ce qui reste de la guérilla réussirait sans doute à forcer la population locale sans défense à soutenir une nouvelle cellule et la purge serait à recommencer au point de départ. Les dirigeants loyalistes ne doivent donc pas hésiter à détacher un groupe chargé d'occuper un village purgé mais, s'ils en sont absolument incapables, il est préférable de ne rien faire et d'attendre des temps meilleurs.

Les membres des cellules arrêtés peuvent être sanctionnés selon la loi, sur la base de leur participation à un complot contre le gouvernement. Cependant, rien ne se fait normalement dans une guerre révolutionnaire. On sait que si le loyaliste veut hâter la fin de la guerre, il doit ignorer certains des concepts juridiques applicables dans des conditions ordinaires. Une application automatique et rigide de la loi inonderait les tribunaux de petites affaires et saturerait les prisons et les camps d'insurgés irrécupérables comme d'agents qui auraient pu être ralliés.

Une certaine indulgence semble donc de mise mais cette indulgence ne doit pas s'exercer de façon aveugle. Si les agents insurgés qui se repentent sincèrement peuvent être relâchés immédiatement et sans danger pour l'entreprise loyaliste, ceux qui ne le

font pas doivent être punis. On peut appliquer deux critères pour tester la sincérité des individus : une complète confession de leurs activités passées et une déclaration d'intention de participer activement à la lutte contre l'insurrection. Un autre bienfait de cette politique d'indulgence est de faciliter les purges ultérieures, car les suspects qui auront assisté par le passé à des libérations seront plus enclins à parler.

En matière de propagande, la principale préoccupation du loyaliste au cours de cette phase doit être de minimiser les effets négatifs des arrestations dans la population. Il devra expliquer en toute franchise pourquoi il est nécessaire de détruire les cellules politiques insurgées et insister sur la politique d'indulgence à l'égard de ceux qui reconnaîtront leurs erreurs. Peu importe qu'il ne soit pas cru, car l'effet sur la population en sera d'autant plus important lorsque que les agents repentis seront effectivement libérés.

CINQUIÈME ÉTAPE : ORGANISER DES ÉLECTIONS LOCALES

À partir de ce point, le plan des loyalistes entre dans sa phase constructive. Les étapes précédentes visaient à éliminer les menaces pesant sur la population : la menace directe des insurgés armés et la menace indirecte des agents politiques. Dorénavant, l'objectif du loyaliste devient d'obtenir le soutien actif de la population, sans lequel l'insurrection ne peut pas être vaincue.

L'attitude de la population immédiatement après la purge donne de nouvelles indications du niveau de difficulté de l'entreprise qui débute. Si le travail a été bien fait jusque-là, la population devrait ne plus avoir d'excuse pour refuser de coopérer. La destruction des cellules politiques doit normalement s'accompagner d'une amélioration soudaine et perceptible du climat : les citoyens cessent d'éviter les contacts avec les loyalistes et se mettent à transgresser les tabous posés par les insurgés. Les éléments de la population favorables aux loyalistes se font spontanément connaître.

Si, au contraire, le comportement de la population après la purge reste ce qu'il était, cela signifie :

1) soit que la purge n'a pas été complète, ce à quoi on peut facilement remédier ;
2) soit que la population n'est pas encore totalement convaincue de la capacité et de la volonté du loyaliste de gagner et la réalité des faits devrait tôt ou tard vaincre ces réticences ;
3) soit enfin que la population est profondément et sincèrement attachée à la cause de l'insurrection. C'est beaucoup plus grave car cela montre l'importance du handicap idéologique du loyaliste et l'ampleur des réformes qu'il lui reste à conduire s'il veut s'assurer du soutien de la population. Cela ne signifie pas pour autant que le loyaliste soit certain de perdre la guerre, parce qu'il peut encore obtenir (plutôt que conquérir) ce soutien. Si sa puissance est à la hauteur de son impopularité, il peut se

permettre d'attendre que l'obtention de la paix civile devienne la première revendication et il peut s'appuyer davantage sur sa propre force et sur la faible minorité de ses supporters.

Quel que soit le cas de figure, le problème est de commencer à organiser la participation de la population dans le combat. Pour cela, certains pouvoirs sont confiés à des responsables locaux issus de la population.

Deux approches sont envisageables. La première consiste à désigner des hommes précédemment identifiés comme supporters et à les imposer à la population. Cette approche ne doit être adoptée qu'en dernier ressort, car le pouvoir et l'influence de ces hommes dépendra toujours de la force des loyalistes ; ils seront vus comme des marionnettes et la population ne se sentira aucun devoir envers eux.

Une meilleure solution est d'organiser l'élection libre d'un gouvernement local autonome provisoire, ce qui permet aux leaders naturels d'émerger de la population, cette dernière se sentant ainsi plus engagée vis-à-vis d'eux puisqu'ils sont le produit de son propre choix. Le risque que les responsables élus soient neutres, ou même qu'ils soient des supporters cachés de l'insurrection est faible, car la population pensera que les loyalistes connaissent à présent le jeu des alliances politiques, particulièrement si la propagande a répandu la rumeur que cela faisait partie des questions posées aux suspects arrêtés. La population

élira vraisemblablement plutôt des personnes qu'elle tient pour des soutiens des loyalistes.

Il existe un danger, bien plus grand encore, que la population élise non pas des hommes d'État mais des individus choisis pour leur capacité à liquider l'insurrection. L'absence d'hommes jeunes parmi les dirigeants élus peut être un indicateur de cette tendance.

Quel que soit le résultat des élections, le loyaliste doit l'accepter publiquement en posant une réserve : ces nouveaux élus locaux ne sont en place que de façon temporaire, jusqu'à des élections définitives qui se tiendront lorsque la paix aura été rétablie partout dans le pays.

Durant cette phase, la propagande à destination de la population devra souligner quatre points : l'importance des élections, la totale liberté des électeurs, la nécessité de voter, et le caractère provisoire du gouvernement local élu.

SIXIÈME ÉTAPE : METTRE À L'ÉPREUVE LES DIRIGEANTS ÉLUS

Le succès final des opérations de contre-insurrection dans la population se mesure à l'efficacité des dirigeants nouvellement élus. Si ces derniers n'apportent pas de valeur ajoutée, le loyaliste ne pourra compter que sur lui-même ; il restera donc un étranger dans la population et ne pourra pas réduire

substantiellement les volumes de force engagés dans la région considérée pour les utiliser ailleurs.

Il convient donc à ce stade de tester ces nouveaux dirigeants. Le principe de leur mise à l'épreuve est simple : on leur confie des missions concrètes et on les juge sur leurs capacités à les remplir. Un grand nombre de tâches peuvent leur être confiées : l'exercice d'un pouvoir local, la conduite de projets dans les domaines social et économique, la prise en charge de certaines missions de police, le recrutement de volontaires pour des unités d'autodéfense, la mise en œuvre de la propagande, etc.

Le loyaliste verra rapidement quels sont les dirigeants qui remplissent leur rôle. Il devra, avec l'ensemble des outils dont il dispose, agir pour les aider à asseoir leur position et se faire connaître. *A contrario,* il favorisera l'élimination ou la mise à l'écart de ceux qui auront échoué avec l'aide ou du moins l'assentiment de la population.

Il pourra arriver dans certaines élections locales qu'aucun des élus ne donne satisfaction et qu'aucun bon candidat ne soit disponible. Ce serait jouer de malchance et rien ne pourrait être fait sinon modifier l'organisation territoriale pour fusionner cette région avec une autre disposant de meilleurs éléments. Toutefois, trouver quelques centaines de dirigeants locaux pose moins de difficulté que de trouver le meilleur dirigeant possible pour mener la contre-insurrection à l'échelle nationale.

À l'évidence, les missions confiées aux nouveaux élus servent des desseins plus larges que leur seule mise à l'épreuve. La plupart d'entre elles permettent de s'assurer du soutien de la population à travers ces dirigeants. Certaines, comme la constitution d'unités d'autodéfense, le recrutement d'auxiliaires permanents pour les forces régulières et la mise en place de réseaux de surveillance, de renseignements et d'équipes de propagande, sont faites pour amener la population à prendre une part active dans le combat contre l'insurgé.

Parmi les nombreux problèmes auxquels le loyaliste est confronté à ce stade, trois réclament une attention particulière.

- Les dirigeants élus constituent une cible de choix pour les insurgés. Ils doivent donc être protégés. Toutefois, ils ne doivent par s'en remettre entièrement pour cela aux forces loyalistes. Au contraire, ils doivent être sensibilisés au fait que la meilleure protection possible leur est fournie par le soutien de la population et qu'il ne tient qu'à eux de l'obtenir.
- Il est impossible de s'affranchir totalement au départ d'une certaine dose de paternalisme du loyaliste vis-à-vis des nouveaux dirigeants, puisque ces derniers sont à la fois peu connus du reste de la population et mal formés. Néanmoins, l'adoption d'une attitude paternaliste est contre productive pour le loyaliste car elle ne fait émerger que des flatteurs, qui sont une

peste dans les situations de contre-insurrection. Le paternalisme doit donc disparaître dès que possible, même s'il faut pour cela prendre des risques.

- Les missions confiées aux dirigeants nécessitent des ressources en personnel qualifié, en finances et en équipements. Ces ressources doivent être rassemblées et distribuées avec un maximum de souplesse. L'allocation de ces ressources relève de choix politiques ; elles doivent être données en priorité aux villages et aux régions dans lesquelles la population est la plus engagée aux côtés des loyalistes. Des moyens ayant un tel potentiel d'impact sur la mobilisation de la population ne doivent pas être distribués sans discernement.

Quand enfin, dans une partie de la région choisie, la population coopère de façon active avec les loyalistes, on peut considérer qu'une importante bataille a été gagnée. Ce succès doit être immédiatement exploité pour influencer les secteurs moins avancés. C'est le but vers lequel doit être orientée la propagande au cours de cette étape.

Comme les messages ont de bien meilleures chances de convaincre s'ils sont relayés par la population plutôt que par les forces de contre-insurrection, il est souhaitable que les citoyens locaux soient incités à participer aux actions de propagande, non seulement dans leur propre région mais aussi à l'extérieur.

Lorsqu'ils acceptent de le faire, la guerre est virtuellement gagnée dans la région.

Un autre indicateur de cette quasi-victoire peut être l'accroissement soudain du volume d'informations fournies spontanément par la population.

SEPTIÈME ÉTAPE : ORGANISER UN PARTI POLITIQUE

Avec le temps, chaque ville et chaque village se dote donc d'un dirigeant capable.

Il est souhaitable que ces dirigeants locaux soient progressivement regroupés au sein d'un *parti national de la contre-insurrection*. Il y a à cela plusieurs raisons.

1. Un parti politique est l'instrument essentiel d'un programme, en particulier dans une guerre révolutionnaire où la politique joue un si grand rôle. Même si le loyaliste a élaboré un excellent programme politique, celui-ci ne servira de rien si l'instrument nécessaire à sa mise en œuvre n'existe pas.
2. Les dirigeants nouvellement élus n'ont que peu de liens avec leurs voisins ; leurs actions sont donc décorrélées de celles menées dans les autres régions. Ils ne peuvent faire face qu'aux attaques locales de l'insurrection qui, pour sa part, est organisée non seulement à ce niveau mais aussi au niveau national et à tous les

échelons intermédiaires. Il ne faut pas tolérer que les insurgés conservent un tel avantage.

3. L'autorité des nouveaux dirigeants sur la population est essentiellement de nature administrative. Pour étendre cette autorité au domaine politique, ils doivent pouvoir s'appuyer sur un parti.

4. Le lien qu'ils ont établi avec la population repose sur une unique consultation électorale. Ce lien est fragile si les dirigeants ne peuvent pas se raccrocher à un appareil politique solidement ancré dans le peuple. De même que le gouvernement loyaliste a su trouver des dirigeants locaux, ceux-ci doivent à leur tour recruter des militants dans la population. Le cadre, la ligne directrice et le soutien matériel d'un parti politique permettent aux dirigeants de fédérer ces militants.

La question peut se poser de savoir s'il vaut mieux regrouper les dirigeants locaux et les militants au sein d'un parti déjà existant ou en créer un nouveau. La réponse dépend, à l'évidence, de la situation considérée, de la robustesse du parti existant et de la qualité de ses dirigeants.

Au demeurant, la création d'un parti nouveau ne peut pas se faire sans programme politique. Il n'est donc pas question de l'entreprendre avant que les loyalistes aient décidé des réformes politiques qu'ils souhaitent accomplir.

En temps de paix, la plupart des partis politiques – à l'exception notable des communistes – cherchent à faire croître le nombre de leurs adhérents, sans trop veiller à la qualité de leur recrutement. Une situation d'insurrection impose des précautions supplémentaires. Le parti politique de la contre-insurrection doit choisir ses membres prudemment et privilégier la qualité sur la quantité.

La création d'un parti est une tâche longue et difficile. Et cependant, il est indispensable que les dirigeants locaux soient rassemblés en une organisation nationale dès qu'un nombre suffisant d'entre eux sont en place. Il est possible, dans l'intervalle, de s'appuyer sur un système d'associations régionales.

HUITIÈME ÉTAPE : RALLIER OU ÉLIMINER LES DERNIERS INSURGÉS

Tout en concentrant leurs efforts sur les actions nécessaires pour s'assurer du soutien de la population, les loyalistes doivent continuer à traquer les insurgés ayant échappé aux grandes opérations de la première étape de notre stratégie.

Les difficultés tactiques qui se posent alors résultent de leur éparpillement sur le territoire, de la rareté de leurs attaques, du fait qu'ils évitent les contacts avec la population (ce qui limite la récolte du renseignement) et dans certains cas de contraintes liées au terrain. Dans ces conditions, un système de contre-guérilla à base d'embuscades, de patrouilles et d'opérations de faible ampleur s'avère souvent lent et

peu productif. C'est pourquoi il peut être plus rentable pour le loyaliste de revenir aux grandes opérations qui caractérisent la première étape, mais en y ajoutant cette fois-ci l'atout considérable de la participation active de la population.

Il existe aussi un obstacle psychologique à la reprise de ces opérations, au sein même du camp loyaliste. Certains cadres pourront en effet remettre en cause la nécessité d'un tel effort de guerre alors que tout semble aller pour le mieux.

Mais les arguments pour les convaincre ne manquent pas. Tout d'abord, les insurgés qui subsistent dans la région sont généralement dangereux: ils ont survécu à une sorte de sélection naturelle et ils constituent une menace réelle pour une population défendue par des garnisons peu nombreuses.

Ensuite, le déploiement de moyens importants permet de prouver la volonté des loyalistes d'écraser leurs adversaires ; il apporte généralement des retombées politiques positives dans la région considérée et en dehors de celle-ci pour la population, pour les forces de contre-insurrection et même pour les insurgés.

Pour arriver à éliminer les derniers guérilleros, qui sont peu nombreux et isolés de la population, la tactique de base est de les forcer à bouger et à se transformer en bandits de grand chemin, puis de les attraper lorsqu'ils se prennent dans l'une des mailles du filet mis en place par la contre-insurrection. Cette tactique fut employée avec un grand succès par les

communistes chinois eux-mêmes lorsqu'ils liquidèrent les derniers nationalistes en Chine du Sud entre 1950 et 1952.

Les besoins logistiques des troupes s'accroissent au cours de cette période. Mais puisque les insurgés opèrent en groupes très réduits de quelques hommes seulement et sont faiblement armés, il est possible de compter sur la population pour participer au maillage du territoire en l'armant et en la mobilisant pour un temps limité, sous la conduite de cadres choisis parmi ceux des unités statiques. Des réserves mobiles, temporairement déployées dans la région, permettent d'en chasser définitivement la guérilla.

La durée pendant laquelle on peut ou on doit poursuivre cet effort dépend des circonstances ; le principal facteur à prendre en compte est la préservation de l'activité économique locale. À l'évidence, le moment à privilégier pour ces opérations est celui durant lequel l'activité agricole est la plus limitée.

Les opérations militaires doivent être complétées par une importante offensive psychologique contre l'insurrection, s'appuyant sur l'offre d'une amnistie pour ceux qui se rendent. Amnistier des insurgés présente des risques, mais le fait que la contre-insurrection se trouve en position de force dans la région, avec le soutien effectif de la population, limite considérablement le danger.

Toutefois, on ne doit pas attendre de telles opérations, si grandes soient-elles, qu'elles mettent un point final à l'insurrection. Il se trouvera toujours un

petit nombre d'insurgés pour y échapper. On peut ainsi se souvenir qu'en septembre 1962, quatorze ans après le début de l'insurrection en Malaisie, 20 à 30 insurgés communistes étaient toujours actifs dans les profondeurs de la jungle, sans compter les quelque 300 autres qui opéraient le long de la frontière entre la Malaisie et la Thaïlande.

Ces survivants se rendront peut-être un jour si l'insurrection s'effondre totalement ; ils pourront quitter la région définitivement, ou bien continuer à se cacher. Quoi qu'il en soit, ils ne constituent plus réellement un problème pour le régime en place.

Conclusion

Tels sont donc, du point de vue de l'auteur, les principaux ressorts du combat de contre-insurrection. Que ce soit dans la guerre révolutionnaire « froide » ou dans la « chaude », ils peuvent être résumés en une ligne directrice unique : construire (ou reconstruire) un appareil politique au sein même de la population.

Si ce concept est simple, sa mise en œuvre peut être excessivement difficile. Cette difficulté est tout entière résumée dans les observations qui suivent, rédigées dans un contexte très différent d'une situation révolutionnaire, dans un pays pacifié et prospère :

> « *L'indifférence du public à l'égard de la politique brise le cœur. Un beau matin enneigé de février, alors que j'entamais mon porte à porte pré électoral, les quatre premières familles que je visitai m'objectèrent d'emblée : "n'allons jamais voter !"*[1]. *Dans ma cir-*

1. N.D.T. : Aux États-unis, le taux de participation moyen aux élections est actuellement inférieur à 45 %.

conscription, 334 000 personnes sont en âge de voter. 92 000 d'entre elles ne s'inscrivent même pas sur les listes électorales. Lors de la présidentielle entre Kennedy et Nixon, seuls 217 000 électeurs sur les 334 000 potentiels ont voté.

Une étude récente de l'Université du Michigan a montré que sur 100 électeurs inscrits, 7 seulement assistent régulièrement à des rassemblements politiques de quelque nature que ce soit, 4 ont déjà soutenu financièrement une campagne, 3 ont donné de leur temps pour un candidat et 2 travaillent pour un parti politique[1].

La charge de diriger notre pays repose donc sur un nombre désespérément limité d'individus. Au cours de ma campagne, je croise continuellement les mêmes personnes, mois après mois et je ne rencontre jamais les autres[2]. »

Napoléon a dit que « *la guerre est un art simple, et tout d'exécution* ».

En refermant ces pages, le lecteur pourra se demander ce qui se passerait si le parti créé par les loyalistes choisissait, au final, de faire sien le programme politique de l'insurrection. Nous objecterons simplement que ce serait une autre histoire. En 1918, les alliés ont remporté ce qu'ils croyaient être la « *der des ders* ». Les suites qu'ils ont données à la première guerre mondiale constituent une histoire déconnectée

1. N.D.T. : Ces chiffres peuvent paraître peu frappants en France, mais ils sont étonnants quand on connaît la taille des appareils de campagne américains.
2. James A. Michener, « Lettre à l'attention des jeunes candidats », *The New York Times Magazine*, 23 septembre 1962.

de ce rêve de paix. Dans l'histoire de l'humanité, il n'existe pas de solution définitive aux problèmes.

Le risque qu'un parti de contre-insurrection créé de toutes pièces choisisse par la suite d'épouser la cause de l'insurrection n'est pas nul, en particulier lorsque l'insurrection s'appuie sur des questions ethniques ou de nationalité. C'est actuellement le cas dans le conflit entre les Kurdes et les Irakiens. La victoire des loyalistes peut donc ne constituer qu'un répit. Mais ce répit n'est pas sans valeur en soi. Les loyalistes peuvent garder l'espoir que les dirigeants du parti, plutôt que de s'engager dans une nouvelle insurrection, choisissent de suivre une voie plus pacifique. Ils pourront leur concéder certaines des réformes qu'ils se devaient de refuser à l'ancien parti des insurgés, qui usait du terrorisme et de la violence. On peut d'ailleurs considérer que c'est ce qui s'est passé en Malaisie, où les Britanniques ont accordé à d'autres ce qu'ils avaient refusé aux insurgés communistes. Tant que la situation révolutionnaire perdure, même de façon larvée, tant que les problèmes qui ont justifié l'insurrection n'ont pas été résolus, le danger persiste et justifie un certain degré de vigilance de la part des loyalistes.

Peut-on toujours gagner contre une insurrection ? Le présent travail n'aura sans doute pas échappé au piège traditionnel des études doctrinales en donnant l'impression que la réponse proposée se voulait imparable. Lorsque, dans les écoles de guerre, les stagiaires étudient l'offensive, ils se bercent souvent de l'illusion que rien ne saurait résister à une attaque

bien préparée. Ils étudient ensuite la défensive et se persuadent alors que rien ne saurait percer les remparts qu'ils édifieraient (à part les missiles nucléaires, contre lesquels nulle parade efficace n'a été trouvée à ce jour).

À l'évidence, il n'est pas toujours possible de mater une insurrection. Si l'insurrection des communistes grecs était vouée à l'échec, le combat de la France en Indochine l'était également. Ces cas particuliers mis à part, la victoire était, dans la plupart des guerres révolutionnaires récentes, à la portée de chacun des deux camps : la défaite n'était une fatalité ni pour Tchang Kaï-chek contre Mao Zedong, ni pour Batista contre Castro, ni pour les Français en Algérie.

Au cours des dernières années, les insurrections ont germé soit sur la montée du sentiment nationaliste dans les colonies, soit sous la pression d'une idéologie communiste. Cette dernière a parfois directement inspiré et dirigé l'insurrection et parfois fourni un cadre à l'expression d'un sentiment nationaliste. Dans tous les cas, elle a joué un rôle actif.

Mis à part certains cas isolés sur lesquels le « vent de l'histoire » souffle avec force, l'ère coloniale est aujourd'hui révolue. On pourrait donc considérer que la question coloniale est réglée. Ce n'est malheureusement pas le cas car elle a été remplacée par le « néocolonialisme », qui n'est pas qu'une invention de la propagande communiste.

En Amérique latine, par exemple, il n'existe pas de colonies à l'exception des deux Guyanes, du

Honduras britannique et d'autres micro-situations. Et cependant, ce continent est en constante effervescence. La guerre révolutionnaire à Cuba – qui n'était pas, alors, une colonie – en est une illustration. Edouardo Santos, l'ancien président de Colombie[1], a prévenu que « *au vu de la tournure actuelle des évènements, il se prépare en Amérique latine une explosion sans précédent dans l'histoire* ».

La question du néocolonialisme ne se limite pas à l'Amérique latine. Des récriminations sincères ou feintes contre l'exploitation économique par l'Occident se font également entendre en Afrique et en Asie. Parmi les pays récemment émancipés, peu ont réussi à se remettre des troubles inévitables qui, même dans les situations les plus consensuelles, ont suivi le départ des anciens maîtres. Encore moins nombreux sont les pays dont les dirigeants ont été capables de démontrer que l'indépendance pouvait apporter un progrès instantané pour les masses, même lorsqu'ils s'étaient servis de cet argument pour fédérer l'insurrection. Il faut un miracle pour que les risques et les difficultés inhérents à la transition d'un régime colonial vers un régime national, attisés par l'internationale communiste, ne débouchent pas sur des situations de trouble, des soulèvements et des insurrections.

1. Cité par William Benton dans « La voix de l'Amérique latine », *Britannica book of the year*, 1961.

Il n'existe aucune indication que la pression des communistes ait faibli ou que l'organisation communiste de promotion de la révolution à travers le monde ait été dissoute. La ligne du parti communiste soviétique s'est récemment adoucie, mais elle pourra encore changer dans l'avenir comme elle l'a fait par le passé, durant et après l'ère stalinienne. Et quelle que soit la tendance actuelle en URSS, la Chine communiste compte bien continuer à user de ses atouts et à exporter la grande idée définie par Liu Shao-ch'i : une doctrine révolutionnaire complète pour « *les pays coloniaux et semi-coloniaux dans lesquels on retrouve des conditions semblables* ».

La revendication d'une mainmise chinoise sur ces pays remonte à 1951 : le 1er juillet de cette année-là, lors de la célébration du trentième anniversaire du parti communiste, les principaux discours ont tous insisté sur l'impact de la révolution chinoise sur le reste du monde. L'un des orateurs à Pékin, Lu Ting-yi, alors responsable du département de propagande du Comité central, l'a dit explicitement :

> « *Le modèle de révolution à suivre dans les pays capitalistes est celui de la Révolution d'octobre.*
>
> *Le modèle de révolution à suivre dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est celui de la révolution chinoise, dont les leçons n'ont pas de prix.* »

Un planisphère politique (voir la figure 4), établi par les communistes chinois la même année, illustre parfaitement cette nouvelle version du traité de Torsedillas : à cette occasion, en 1494, le pape

Alexandre VI avait confié à l'Espagne la totalité des territoires découverts à plus de 370 lieues des îles du Cap-Vert, le Portugal conservant le droit d'explorer et d'annexer tous les territoires en Afrique et à l'est de la zone espagnole. Sur cette carte, les Chinois comptent le Canada et l'Australie parmi les colonies, tandis que l'Amérique latine et le Japon sont rangés parmi les pays capitalistes. Certaines déclarations postérieures des Chinois placent le Japon et l'Amérique latine – qualifiée de « semi colonie américaine » – dans la sphère d'influence chinoise, tandis que l'Australie et le Canada sont placés dans la sphère soviétique (voir figure 5).

Planisphère politique
établi par les communistes chinois en 1951

Figure 4

Planisphère politique corrigé
(d'après des déclarations postérieures
des mêmes communistes chinois)

Figure 5

Le monde se trouve ainsi, selon les Chinois, divisé entre trois blocs distincts, à peu près comparables en taille et en population mais très différents en matière de développement économique :

- les « pays frères » (c'est-à-dire les États communistes) ;
- les alliés potentiels (c'est-à-dire les pays coloniaux et semi-coloniaux) ;
- les ennemis (les pays capitalistes).

Ainsi s'établit une stratégie chinoise, dont le principe (à part le rôle moteur que se donne la Chine) semble avoir été accepté par les Soviétiques : elle

consiste à libérer le bloc colonial du carcan capitaliste pour s'en emparer par la suite. Les communistes disposeraient ainsi d'un rapport de force de 2 contre 1 sur les capitalistes. Ils pourraient espérer les mettre ensuite à genoux progressivement et sans risque, par le simple exercice d'une pression sur les marchés et par la prise de contrôle des réseaux d'échanges commerciaux. Leur puissance militaire leur servirait à protéger leurs acquis et à dissuader ou à mater tout sursaut des capitalistes.

On peut débattre sans fin pour tenter de savoir à quel point l'avènement des armes nucléaires et des risques de confrontation accidentelle ou la tension sino-soviétique actuelle ont compromis cette stratégie. Il n'en reste pas moins que même si l'ours russe devient soudainement un colosse pacifique, les Chinois, dont la détermination ne fait pas de doute pour ceux qui ont observé la façon dont ils opèrent sur leur propre territoire, vont à coup sûr s'en tenir à leur ligne de conduite et donc séduire ceux par qui les insurrections éclatent généralement : les extrémistes.

Enfin, il existe une raison supplémentaire de considérer que la liste des guerres révolutionnaires va s'allonger.

Il est, à coup sûr, bien plus facile de démarrer une insurrection que d'y mettre fin. Nous avons vu l'ampleur des dégâts que les communistes grecs ont réussi à causer malgré l'absence des conditions nécessaires à leur succès. Les exemples de victoire de l'insurrection s'étant multipliés ces dernières années,

la tentation sera toujours grande pour les groupes de dissidents, de se lancer dans cette entreprise. Ils pourront s'appuyer sur les faiblesses naturelles des loyalistes (résultant de l'asymétrie entre les adversaires) ou sur le soutien qu'ils peuvent trouver auprès de l'un des grands blocs. Avant tout, ils pourront s'appuyer sur l'efficacité de la doctrine de l'insurrection, si facile à assimiler et si connue aujourd'hui que presque n'importe qui peut se lancer dans l'aventure.

On peut sans grand risque parier que, d'une manière ou d'une autre, l'Occident sera presque automatiquement impliqué, directement ou indirectement, dans les guerres révolutionnaires à venir. Les communistes soutenant toujours le camp des insurgés, il est probable que l'Occident se retrouve du côté de l'ordre et doive s'associer à la contre-insurrection.

C'est ce qui a motivé la rédaction de cet ouvrage.

Cambridge, Massachusetts

Octobre 1963

TABLE DES MATIÈRES

Préface. – David Galula, le Clausewitz de la contre-insurrection, *par David H. Petraeus et John A. Nagl* V

Présentation. – 45 ans après, le couronnement de David Galula, *par Philippe de Montenon* XV

Introduction 1

Chapitre 1. – Nature et traits généraux de la guerre révolutionnaire 9

Chapitre 2. – Conditions de la victoire de l'insurrection 29

Une cause 30
Faiblesse du régime loyaliste 41
Les conditions géographiques 55

Chapitre 3. – Doctrine de l'insurgé 67

Le modèle orthodoxe (communiste)..... 70
Le modèle bourgeois nationaliste : un raccourci..... 89

Chapitre 4. – Contre-insurrection dans la guerre révolutionnaire « froide » 95

Action directe contre les dirigeants de l'insurrection..... 98
Action indirecte sur les conditions de l'insurrection..... 100
Infiltration du mouvement d'insurrection ... 102
Renforcement de l'appareil politique loyaliste 103

Chapitre 5. – Contre-insurrection dans la guerre révolutionnaire « chaude » 105

Règles et principes du combat de contre-insurrection 107
Stratégie du loyaliste 118

Chapitre 6. – De la stratégie à la tactique 129

Fondamentaux du système de commandement..... 129
Choix de la zone de concentration des efforts 144
Préparation politique 151
La première région choisie est une région test 155

Chapitre 7. – Opérations 159

Première étape : destruction ou expulsion des forces d'insurrection 159
Deuxième étape : déploiement d'unités locales (statiques) 163
Troisième étape : prise de contrôle de la population 171
Quatrième étape : destruction de l'organisation politique insurgée 182
Cinquième étape : organiser des élections locales 187
Sixième étape : mettre à l'épreuve les dirigeants élus 190
Septième étape : organiser un parti politique 194
Huitième étape : Rallier ou éliminer les derniers insurgés 196

Conclusion 201

Collection Stratégies & Doctrines

ARDANT DU PICQ Charles, *Études sur le combat.*

ARMÉE DE TERRE, *Les forces terrestres.*

ARMÉE DE TERRE, *Tactique générale.*

AUDROING Jean-François, *La décision stratégique.*

BECKER Cyrille, *Relire* Principes de la guerre de montagnes *du lieutenant général Pierre-Joseph de Bourcet.*

COURRÈGES Hervé (de), GIVRE Pierre-Joseph et LE NEN Nicolas, *Guerre en montagne – Hier et demain : renouveau tactique.*

DESPORTES Vincent, *La guerre probable – Penser autrement*, 2e éd.

DESPORTES Vincent, *Comprendre la guerre*, 2e éd.

DESPORTES Vincent, *Décider dans l'incertitude*, 2e éd.

DESPORTES Vincent et PHÉLIZON Jean-François, *Introduction à la stratégie.*

DURIEUX Benoît, *Relire* De la guerre *de Clausewitz.*

FOCH Ferdinand (maréchal), *Les Principes de la guerre.*

FORGET Michel, *Puissance aérienne et stratégies,* 2e éd.

FRANCART Loup, *La guerre du sens – Pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques.*

FRANCART Loup, *Livre gris sur la sécurité et la défense.*

FRÉMEAUX Jacques, *Intervention et humanisme – Le*

style des armées françaises en Afrique au XIXe siècle.

GALULA David, *Contre-insurrection – Théorie et pratique.*

GOYA Michel, *Irak – Les armées du chaos.*

GRAY Colin S., *La guerre au XXIe siècle – Encore du feu et du sang.*

GUIBERT Jacques (de), *Essai général de tactique*, 1772.

GUIBERT Jacques (de), *De la force publique.*

HAÉRI Paul, *De la guerre à la paix – Pacification et stabilisation post-conflit.*

HENROTIN Joseph, *La technologie militaire en question – Le cas américain.*

KARPOV Anatoly et PHÉLIZON Jean-François (propos recueillis par Bachar Kouatly), *Psychologie de la bataille.*

KERDELLANT Christine, *Relire* Le Prince *de Machiavel.*

LA MAISONNEUVE Éric (de), *Stratégie, crise et chaos.*

LE ROY Frédéric, *Stratégie militaire et management stratégique des entreprises.*

MARILLER Roseline, *Quelle stratégie pour l'Europe de la défense ?*

MARTEL André, *Relire Foch au XXIe siècle.*

MONTROUSSIER Laurence, *Éthique et commandement.*

MOUNIER-KUHN Alain, *Chirurgie de guerre – Le cas*

du Moyen Âge en Occident.

Général PALAT, *La philosophie de la guerre, d'après Clausewitz.*

PHÉLIZON Jean-François, *L'action stratégique.*

PHÉLIZON Jean-François, *Relire l'*Art de la guerre *de Sun Tzu*, nouvelle édition entièrement revue et corrigée.

PHÉLIZON Jean-François, *Trente-six stratagèmes.*

POAST Paul, *Economie de la guerre.*

ROYAL Benoît, *L'éthique du soldat français – La conviction d'humanité.*

SCIALOM Michel, *La France – Nation maritime ?*

SMITH Rupert, *L'utilité de la force – L'art de la guerre aujourd'hui.*

TISSERON Antonin, *Guerres urbaines – Nouveaux métiers, nouveaux soldats.*

TRINQUIER Roger, *La guerre moderne.*

VENDRYÈS Pierre, *De la probabilité en histoire.*

VILBOUX Nicole, *Prévention ou préemption ? – Un débat d'aujourd'hui.*

YAMANAKA Keiko, *Relire le* Traité des cinq anneaux *de Miyamoto Musashi.*

YAMANAKA Keiko, *Relire* Bushidô – L'Âme du Japon *d'Inazô Nitobe.*

YAKOVLEFF Michel, *Tactique théorique.*

Composé par Economica, 49, rue Héricard, 75015 PARIS
Imprimé en France. - Normandie Roto Impression s.a.s., 61250, Lonrai
N° d'impression : 092974. - Dépôt légal : janvier 2008

Chine 1949 – Algérie 1956 – Irak 2007 : mêmes combats ?

Les armées occidentales actuellement engagées dans des conflits d'un type nouveau, face à un adversaire insaisissable, pourraient-elles s'inspirer de l'histoire des guerres révolutionnaires pour se sortir de l'impasse stratégique dans laquelle elles semblent installées ? L'influence du présent ouvrage sur la pensée militaire américaine relève du paradoxe : un Français disparu, inconnu dans son pays, est devenu une référence majeure pour la génération d'officiers de l'US Army aux prises avec les insurrections modernes.

Dans son Contre-insurrection, théorie et pratique, *rédigé au début de son exil américain, le lieutenant-colonel David Galula livre les leçons qu'il a tirées de sa longue pratique de ce type de conflit, de la chute de Tchang Kaï Chek à la guerre d'Algérie. Pour lui, la victoire des insurgés n'est pas une fatalité : en s'adaptant à la situation, le gouvernement de contre-insurrection peut s'assurer du soutien de la population, qui est la clé du succès. Son approche de la question est donc avant tout politique, sans recours systématique à la violence.*

Cette première parution en français du livre de Galula est l'occasion de relancer un débat dans lequel notre pays peut avoir toute sa place.

*
* *

David Galula (1919-1968) est entré à Saint-Cyr à la veille de la deuxième guerre mondiale. Sa carrière militaire (1939-1963) fut d'une richesse exceptionnelle : il fut à la fois acteur sur les principaux champs de bataille de l'armée française et observateur éclairé des principales guerres révolutionnaires de la deuxième moitié du XX^{e} siècle, notamment en Extrême-Orient. Chercheur associé à Harvard après son départ de l'armée, il a rédigé deux ouvrages sur son expérience et sa conception du combat de contre-insurrection.

La communauté militaire américaine le considère aujourd'hui comme le principal stratège français du XX^{e} siècle.

Dessin de couverture : Camille Le Clere

9 782717 855098

ISBN 978-2-7178-5509-8
19 €